

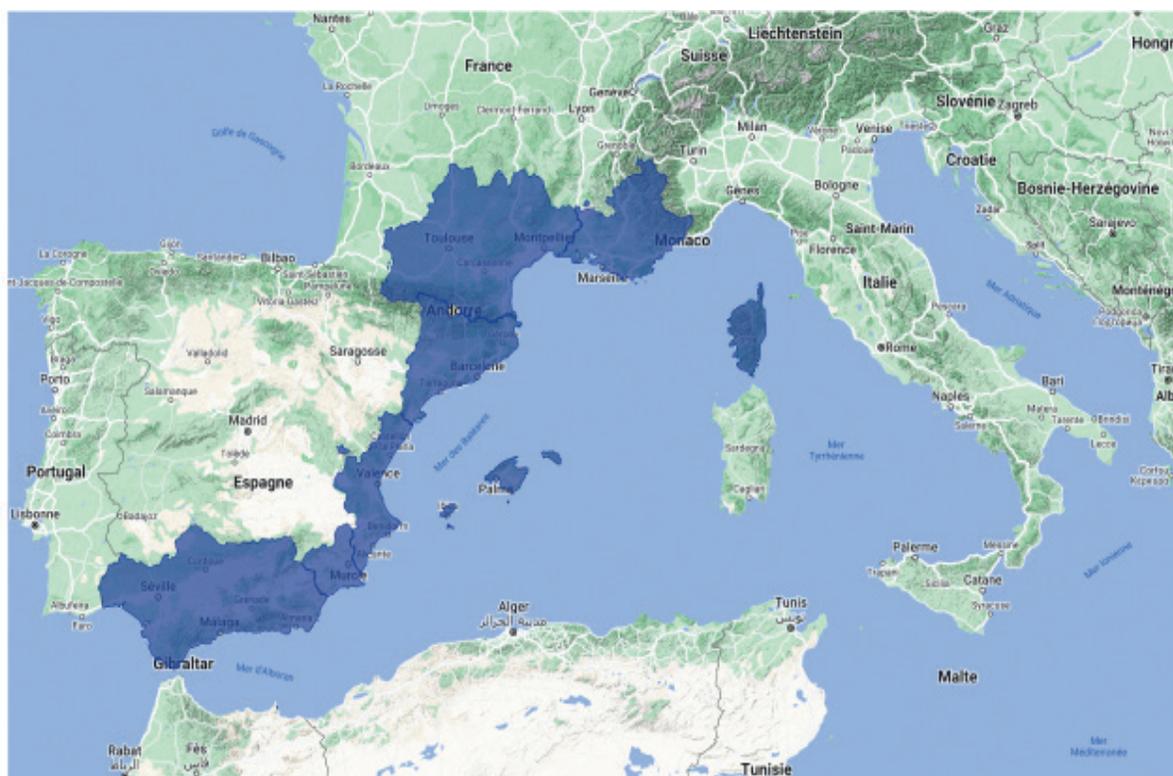
Colloque co-organisé par :



En partenariat avec :



ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL MAINTENANT OU JAMAIS : SAUVONS LA MÉDITERRANÉE



Montpellier, Le Corum - 29 septembre 2022

ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL
MAINTENANT OU JAMAIS :
SAUVONS LA MÉDITERRANÉE

Montpellier, Le Corum – 29 septembre 2022

Colloque co-organisé par le Conseil économique, social et environnemental régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (CESER), le Conseil du travail, économique et social de Catalogne (CTESC), le Conseil économique et social des Îles Baléares (CESIB), l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée et le Forum Le Monde Nouveau

En partenariat avec la Préfecture de la région Occitanie et la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Actes du colloque

Sous la direction de : Guylaine Astruc, Directrice du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

AVANT-PROPOS

Un engagement en faveur de la Méditerranée

Le colloque international « Maintenant ou jamais : Sauvons la Méditerranée » organisé par les Conseils économiques et sociaux de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée (CESER Occitanie, les CES de Catalogne et des Îles Baléares), et avec la participation des Conseils économiques et sociaux de Corse et Sud-PACA, de Valence, Murcie et d'Andalousie, a rassemblé près de 260 participants au Corum de Montpellier ; colloque inscrit dans le cadre du Forum Le Monde Nouveau, forum de la transition environnementale et sociétale.

Ce colloque atteste du dynamisme et de l'esprit d'entreprise qui anime les CES de l'Eurorégion qui est un cadre de coopération politique ayant pour objectif de créer au nord-ouest de la Méditerranée un pôle de développement durable basé sur l'innovation et l'intégration sociale et économique du territoire et de contribuer à la construction d'une Europe unie, solidaire et proche des citoyens. En effet, dès 2019, les trois CES (Occitanie, Catalogne, Îles Baléares) adoptaient une déclaration commune « La mer Méditerranée : notre avenir et notre bien commun » en date du 7 juin et s'engageaient à partager leurs réflexions sur le thème de la Méditerranée, espace commun à ces territoires, et mer concernée par des problématiques liées à la pollution plastique et au changement climatique.

Puis sous l'impulsion du CESER Occitanie, se décidait l'organisation de ce colloque international pour agir contre la pollution plastique en Méditerranée. Le diagnostic pour la Méditerranée, trésor de biodiversité, une des régions du monde avec le plus d'espèces endémiques, est aujourd'hui alarmant ; entre pollution et réchauffement climatique, cette mer nourricière pour les 150 millions d'habitants de ses rives est dans un état critique. La pollution marine par les plastiques en particulier, a été multipliée par dix depuis 1980, elle est extrême. Les différentes études estiment que 150 000 à 600 000 tonnes de déchets plastiques sont déversés en Méditerranée chaque année. La matière plastique a une durée de vie de centaines d'années, voire de milliers d'années. Cette mer, presque fermée, représente moins de 1 % de la surface maritime mondiale et contient pourtant

près de 7 % des pollutions plastiques marines.

En 2030, on estime à 40 % l'augmentation des plastiques en mer et en 2050, sans réduction massive, il y aura autant de plastiques que de poissons. Cette pollution par les plastiques et les microplastiques menace par conséquent gravement les écosystèmes marins, la faune et la flore marines, ainsi que l'économie du tourisme, les rendements de la pêche, la santé humaine.

Cette conférence marquant l'engagement de la société civile, a eu pour objectif de réunir les Conseils économiques et sociaux de l'Eurorégion, mais également ceux de Corse et Sud-PACA, de Valence, Murcie et d'Andalousie, l'Union européenne, une diversité d'acteurs d'horizons très divers (associations, chercheurs, entreprises, organismes publics, responsables publics, élus) de ces régions mais aussi de l'autre rive de la Méditerranée que sont les pays du Maghreb et de l'Afrique (Maroc, Tunisie...), afin d'établir un plan d'actions pour réussir à préserver notre bien commun la Méditerranée, espace de vie, de biodiversité et de ressource alimentaire pour les femmes et les hommes des deux rives, et éviter qu'elle ne devienne une mer morte.

Pour ce faire, le colloque était organisé autour de 4 temps forts sous forme de tables rondes et de pitchs (*une trentaine d'intervenants : une partie en présentiel, l'autre en visioconférence*) qui devaient permettre de répondre aux points suivants :

- « Réduire : une course contre la montre » : quelles pratiques, quels process industriels permettant de réduire ou de remplacer l'utilisation des plastiques (plastiques bio-sourcés, biodégradables), quelles actions pour éviter la pollution ?
- « Réutiliser : vers un monde de l'économie circulaire ? » : quelle utilisation de produits ou quelle transformation de déchets afin de ne pas avoir à utiliser des matières plastiques nouvelles (économie circulaire, recyclage...) ?
- « Restaurer : comment réparer les dommages causés ? » : collecte et valorisation des déchets en mer, restauration écologique des milieux dégradés...
- « Rompre » : comment renoncer pour accélérer ?

Ces travaux et la présentation par la trentaine d'intervenants originaires de France, d'Espagne, du Maroc, de la Tunisie, du Liban de leurs actions en faveur d'une réduction des usages du plastique avaient pour objectif de susciter réflexions et échanges.

L'Arc méditerranéen... de l'Andalousie à la Corse

Parmi les principaux points focaux qui émergent de cette journée, on peut souligner les éléments ci-après :

- Outre la nécessaire prise de conscience des citoyens face à cette urgence, des mesures d'actions, de surveillance communes ont été mises en place ; les acteurs publics et privés et de la société civile, les exécutifs régionaux agissent pour endiguer ce phénomène de pollution de la mer par les plastiques.
- Dans ce « pot commun » de volonté et de solidarité, les différents participants œuvrent à proposer des solutions de substitution à l'usage du plastique, à pondérer les pratiques consuméristes, à encourager la gestion des déchets par la collecte, le tri, le recyclage et ainsi préserver tout un écosystème d'espèces marines.
- Création de **la Conférence de l'Arc méditerranéen**, pour *guérir* la Méditerranée de la pollution par les plastiques, en mettant en exergue les solutions envisageables pour vaincre ce fléau, mais aussi les résultats déjà obtenus grâce à l'implication des acteurs du bassin méditerranéen. En signant le manifeste de création de l'Arc méditerranéen, les huit présidents des Conseils économiques et sociaux de l'Arc méditerranéen (*Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) de la Région Occitanie ; Conseil du travail,*

économique et social de Catalogne (CTESC) ; Conseil économique et social des Îles Baléares (CESIB), Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse (CESEC), Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) de la Région Sud-PACA, Conseils économiques et sociaux de la Communauté de Valence, de la Région de Murcie et de la Junta d'Andalousie) confirment leur engagement à l'organisation d'une rencontre d'évaluation de situation annuelle, à la mise en œuvre d'un observatoire par la mise en réseau des laboratoires de recherche des différents pays qui travaillent sur la pollution par les plastiques en Méditerranée, à participer aux différents événements internationaux qui œuvrent à la préservation du capital marin et, à l'organisation d'un forum international de la Méditerranée par l'Union européenne.

Il reste maintenant à concrétiser ces chantiers ouverts.

La Méditerranée, mer internationale, intercontinentale, espace de vie, de biodiversité, nécessite toutes les attentions. « La Méditerranée nous a offert un berceau, offrons-lui un avenir ! » pour reprendre les termes de notre hôte, le vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Nous dépendons de ce joyau à la dérive, l'enjeu est considérable. Ensemble, Sauvons la Méditerranée.

***Jean-Louis CHAUZY, Président du Conseil
Économique, Social et Environnemental
Régional Occitanie***

COMITÉ DE PILOTAGE

Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

- Jean-Louis Chauzy, Président
- Marc Chevallier, Vice-président délégué, en charge de la commission « Méditerranée – Littoral – Relations internationales »
- Nathalie Veyre, Rapporteuse de l'Avis sur les pollutions par les plastiques en Méditerranée¹, membre de la commission « Méditerranée – Littoral – Relations internationales »
- Claude Dupuy, Président de la Section Prospective
- Claudie Houssard, Vice-présidente de la Section Prospective
- Pierre Aylagas, membre de la commission « Méditerranée – Littoral – Relations internationales »
- Jérôme Capdevielle, Vice-président délégué, et membre de la commission « Méditerranée – Littoral – Relations internationales »

Conseil économique et social des Îles Baléares (CESIB)

- Rafel Ballester Salvà, Président
- Josep Valero González, Secrétaire général
- José Luis García Vidal, Premier vice-président
- Ferran Navinés Badal, Conseiller

Conseil du travail, économique et social de Catalogne (CTESC)

- Toni Mora Núñez, Président
- Carme García Jarque, Secrétaire exécutif

Comité de pilotage élargi à :

Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse (CESEC)

- Marie-Jeanne Nicoli, Présidente

Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) Sud- PACA

- Marc Pouzet, Président

COMITÉ TECHNIQUE

- Guylaine Astruc, Directrice du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée
- Julien Riou, Chargé de mission, Commission « Méditerranée – Littoral – Relations internationales » - CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée
- Frédéric Ferrage, Chargé de mission, Section Prospective - CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée
- Laura Lecurieux, Chef de projet événementiel BtoB - Midi Events - Forum le Monde Nouveau
- Xavier Bernard-Sans, Directeur - Eurorégion Pyrénées-Méditerranée
- Mireia Boya Busquet, chargée de projets environnement, changement climatique et énergie - Eurorégion Pyrénées-Méditerranée
- Maina Gautier, Chargée de communication - Eurorégion Pyrénées-Méditerranée
- Josep Valero González, Secrétaire général - CES Îles Baléares
- Ferran Navinés Badal, Conseiller - CES Îles Baléares
- Carme García Jarque, Secrétaire exécutif – CTESC Catalogne
- Laure Lhermet – Chargée de mission, Direction Europe et Action internationale - Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée –
- Émeline Vanpeperstraete, Chargée Environnement maritime - Direction de la Mer - Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

¹ Avis du CESER Occitanie « Les pollutions par les plastiques en Méditerranée » du 15 décembre 2020

https://www.ceser-occitanie.fr/publication_thematique/mediterranee/

REMERCIEMENTS

Les Présidents des CES de l'Arc méditerranéen adressent leurs remerciements appuyés à Madame Marie-France Marchand-Baylet, Vice-Présidente du Groupe de presse Dépêche, Présidente de la Fondation La Dépêche du Midi, Initiatrice du Forum Le Monde nouveau, qui, en permettant l'intégration du colloque au sein de la 3^e édition du Forum, a permis à cet événement d'avoir une meilleure visibilité auprès de nos partenaires et du grand public.

Sont également chaleureusement remerciés pour leur soutien public et leur concours :

- Monsieur Michaël Delafosse, Maire de Montpellier et Président de Montpellier Méditerranée Métropole (FR)
- Madame Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et Présidente de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée (FR)
- Monsieur Étienne Guyot, Préfet de la région Occitanie (FR)
- Son Altesse Sérénissime Le Prince Albert II, Souverain de Monaco (MCO)
- Monsieur Virginijus Sinkevičius, Commissaire européen en charge de l'Environnement, des Océans et de la Pêche
- Madame Isabelle Autissier, navigatrice et Présidente d'honneur de WWF France, Grand témoin (FR)
- Monsieur Miquel Mir Gual, Ministre de l'Environnement et du Territoire du Gouvernement des Îles Baléares (ES)
- Monsieur Gerard Vives Fernández, Directeur général de la représentation du gouvernement à l'extérieur et de l'Union européenne – Gouvernement de Catalogne (ES)
- Monsieur Renaud Muselier, Président de la Région Sud-PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur) (FR)
- Monsieur Djamel Zerkani, Consul d'Algérie à Toulouse et auprès de la Principauté d'Andorre
- Monsieur Arda Ulutas, Consul Général de Turquie à Marseille
- Monsieur Olivier Ramadour, Consul Général de France à Barcelone
- Monsieur Pierre Goguet, Questeur au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) (FR)
- Monsieur Valéry Molet, Secrétaire général du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) (FR)
- Monsieur Julien Bluteau, Délégué général de l'Assemblée des CESER de France (FR)

Les Présidents se félicitent de la qualité des interventions et des nombreux échanges qui ont contribué au vif succès de ce colloque auprès de l'ensemble des participants et des partenaires.

Enfin, un grand merci aux animateurs du colloque, des tables rondes et pitches : Monsieur Olivier Biscaye, journaliste, Directeur de la rédaction Midi Libre, Madame Christine Bouillot, journaliste, Chef d'édition Sud Radio, et Monsieur Yanick Philipponnat, journaliste chez Midi Libre Montpellier, ainsi qu'aux traducteurs, pour le bon déroulement des travaux.

TABLE DES MATIÈRES

OUVERTURE OFFICIELLE DU COLLOQUE

Allocution de bienvenue de François Vasquez , Vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la collecte, au tri, à la valorisation des déchets et à la politique zéro déchet.....	1
Son Altesse Sérénissime Le Prince Albert II , Souverain de Monaco ; message vidéo.....	3
Jean-Louis Chauzy , Président du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.....	5
Virginijus Sinkevičius , Commissaire européen en charge de l'Environnement, des Océans et de la Pêche ; message vidéo	9
Isabelle Autissier , navigatrice, Présidente d'honneur de WWF France, Grand témoin - Vidéo de présentation des enjeux du débat.....	11

TRAVAUX

Matin – 1^{re} partie

Table ronde 1 : RÉDUIRE : UNE COURSE CONTRE LA MONTRE.....	15
Nathalie Gontard , Directrice de recherche à l'INRAE – Les alternatives aux plastiques traditionnels, Montpellier, Occitanie.....	15
Ignasi Mateo Rodriguez , Agence de Résidus de Catalogne, projet Interreg Med - Plastic Busters MPAs, Elimination des plastiques à usage unique dans le Parc Naturel du Delta de l'Ebre ; France/Espagne/Italie.....	16
Sebastià Sansó Jaume , Directeur général de Déchets et Éducation environnementale, Gouvernement des Îles Baléares – Présentation de la loi sur les déchets des Îles Baléares.....	17
Céline Mahfouz , Docteure – CNRSL Liban ; Restitution de travaux sur les déchets solides marins et la pollution par microplastiques ; Beyrouth, Liban.....	17
Pitch temps 1 : RÉDUIRE : UNE COURSE CONTRE LA MONTRE.....	23
Tupa Rangel Cárdenas , Coordinatrice du programme Baléares sans Plastiques ; Save the Med Foundation ; Îles Baléares.....	23
Joan Sabartés i Pardo , Groupe Bonpreu – Commerce alimentaire : Réduction de l'utilisation des plastiques ; Catalogne.....	23
Xavier Desmarest , Grand Large Yachting – Production d'un bateau de course avec matériaux biosourcés ; La Grande-Motte, Occitanie.....	24
Luis Cabedo Mas et José Gámez Pérez , Université Jaume I de Castelló – PIMA – Développement et étude de la biodégradabilité en milieu marin de nouveaux matériaux plastiques renouvelables dans le cadre d'une économie biocirculaire ; Communauté valencienne.....	24
François Vessière et Thomas Pétreault – Fabrication de masques à partir de matériaux biosourcés entièrement biodégradables ; Société Fibre Excellence - Saint Gaudens, Occitanie.....	25

Matin – 2^e partie

Transition, vidéo de présentation des trois Conseils Économiques et Sociaux (CES) de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée.....27

Table ronde 2 : RÉUTILISER : VERS UN MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?31

Joan Miquel Matas Rosselló, Directeur – Cluster de l'industrie chimique des Îles Baléares – Réutilisation de contenants plastiques ; Îles Baléares.....31

Daniela Brunsó Welker, Responsable de la Gestion de Produits, BASF España SL – «Économie circulaire : dissocier la croissance de la consommation de ressources », Utilisation de produits recyclés à partir de résidus plastiques ; Catalogne.....31

Anne Leila Meisterzheim, Plastic@Sea – Solutions innovantes pour tester la biodégradabilité des plastiques dans l'environnement ; Banyuls, Occitanie.....32

Lucie Courtial, Secrétaire exécutive, BeMed | Beyond Plastic Med ; Monaco
Présentation du projet de l'association Mare Vivu ; Corse.....32

Pitch temps 2 : RÉUTILISER : VERS UN MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?.....33

Martine Marragou, Présidente Emmaüs Montpellier ; Occitanie, et **Hervé Diome**, Directeur adjoint.....33

Andrea Ruzo García, Directrice, Fondation Ecoalf – Upcycling the Oceans : donner une seconde vie aux déchets marins ; Catalogne.....33

Théo Desprez – Fil & Fab, entreprise de régénération des filets de pêche usagés, Brest - Bretagne (*et Sabine Meneut de Click Dive à Marseille*) - Accompagnement à la structuration et à la mise en place d'une filière de collecte et de valorisation des filets de pêche en Occitanie.....34

Erica García Núñez, Coordinatrice du Service de Durabilité, Garden Hotels – Économie circulaire et achats raisonnés ; Îles Baléares.....34

Lucas Debièvre, APER – Éco-organisme en charge de la déconstruction des bateaux de plaisance en Occitanie ; Occitanie.....34

Après-midi

Transition

Intervention par vidéo de Javier Noriega, Président du Cluster maritime-marin d'Andalousie ; Espagne.....37

Vidéo du CES de Murcie sur les plastiques : bonnes pratiques et sensibilisation dans la Région de Murcie ; Espagne.....38

TRAVAUX

Après-midi – 1^{re} partie

Table ronde 3 : RÉPARER

COMMENT RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS ?.....41

Jorge Terrados Muñoz, Chercheur - IMEDEA, Institut Méditerranéen d'études avancées –
Régénération d'herbiers de posidonies ; Îles Baléares.....41

Mario Vizcarro Gianni, Pescaneta – Pêcheurs qui contribuent au nettoyage de la mer en récupérant
les déchets dans leurs filets – Catalogne.....41

Pauline Constantin, Institut marin du Seaquarium – Actions de sensibilisation et de nettoyage des
plages ; Grau du Roi, Occitanie.....42

Omar Kcharem, Kerkennah Plastique – Entreprise de collecte, exportation et valorisation des
plastiques marins en zone naturelle ; Îles Kerkennah, Tunisie.....42

Pitch temps 3 : RÉPARER

COMMENT RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS ?.....47

Salud Deudero Company, Professeure de recherche, Centre océanographique des Îles Baléares –
Plastiques dans les écosystèmes marins : solutions communes pour un problème global ; Îles
Baléares.....47

Wolfgang Ludwig, CEFREM, Université de Perpignan - Connaissance et captage des déchets à
l'échelle des bassins versants ; Perpignan, Occitanie.....48

Isabelle Poitou, Association Mer-Terre – Actions d'accompagnement des ramassages citoyens et
sciences participatives pour caractériser et quantifier les déchets ramassés ; Marseille, Région
Sud.....48

Didier Bardy, Rescue Ocean ; Montpellier, Occitanie.....46

Table ronde 4 : ROMPRE

COMMENT RENONCER POUR ACCÉLÉRER ?.....49

Francis Vallat, Ex-président du 7^e Continent et de SOS Méditerranée et Président d'honneur de
l'Institut français de la Mer.....49

François-Michel Lambert, Président, Institut de l'économie circulaire.....50

Carlos Álvarez, Président du Club de Rome.....50

Après-midi – 2^e partie

INTERVENTION DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MÉDITERRANÉE.....55

Jean-Louis Chauzy, CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.....55

Rafel Ballester Salvà, CES des Îles Baléares (CESIB).....57

Toni Mora Núñez, Conseil du travail, économique et social de Catalogne (CTESC).....58

Ángel Gallego Morales, CES d'Andalousie.....59

Antonio Jiménez Sánchez , Vice-président du CES de Murcie.....	60
Marie-Jeanne Nicoli , CESEC de Corse.....	61
Arturo León López , CES de la Communauté valencienne.....	62
Marc Pouzet , CESER Région Sud.....	63
ADOPTION DU MANIFESTE DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ARC MÉDITERRANÉEN.....	65
CONCLUSION INSTITUTIONNELLE.....	69
Carole Delga , Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Présidente de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée.....	71
<i>Représentants des gouvernements membres de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée :</i>	
Miquel Mir Gual , Ministre de l'Environnement et du Territoire du Gouvernement des Îles Baléares.....	75
Gerard Vives Fernández , Directeur général de la représentation du gouvernement à l'extérieur et de l'Union européenne – Gouvernement de Catalogne.....	77
<i>Représentants des régions de l'Arc méditerranéen partenaires :</i>	
Joan Piquer Huerga , Directeur général de la Qualité et de l'Éducation environnementale du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Urgence climatique et de la Transition écologique de la Communauté valencienne.....	79
María Rosario Porras Sánchez , Responsable du Service de Planification et Évaluation environnementale du Gouvernement de la Région de Murcie.....	81
Christophe Madrolle , Vice-Président de la Commission Biodiversité, Mer, Littoral et Parcs Naturels Régionaux de la Région Sud-PACA.....	83
CLÔTURE PAR ÉTIENNE GUYOT, PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE.....	87

OUVERTURE OFFICIELLE DU COLLOQUE

- **Allocution de bienvenue de François Vasquez**, Vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la collecte, au tri, à la valorisation des déchets et à la politique zéro déchet
- **Son Altesse Sérénissime Le Prince Albert II, Souverain de Monaco**, message vidéo
- **Jean-Louis Chauzy**, Président du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée
- **Virginijus Sinkevičius**, Commissaire européen en charge de l'Environnement, des Océans et de la Pêche, message vidéo
- **Isabelle Autissier**, navigatrice, Présidente d'honneur de WWF France, Grand témoin - Vidéo de présentation des enjeux du débat

OUVERTURE OFFICIELLE DU COLLOQUE

François Vasquez

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la collecte, au tri, à la valorisation des déchets et à la politique zéro déchet

Allocution de bienvenue

« Bonjour Mesdames et Messieurs,



Bienvenue au Corum de Montpellier. Michaël Delafosse, Maire et Président de la Métropole de Montpellier n'a pu être présent ce matin parmi nous, j'ai donc le grand plaisir de vous accueillir pour ce colloque sur les pollutions plastiques en Méditerranée. Comme précisé par Monsieur Biscaye, je suis en charge des déchets pour la Métropole de Montpellier. Nous avons fait voter cette année au mois de mars, 100 mesures pour notre stratégie zéro déchet afin de montrer notre volonté à agir sur cette problématique qui devient extrêmement prégnante pour toutes les métropoles et la Méditerranée notamment.

La pollution par les plastiques en Méditerranée constitue une menace d'envergure qui n'échappe à personne : menace sur les écosystèmes, menace sur la biodiversité, menace sur la santé humaine des 150 millions d'habitants de ces rives. Je ne vous donnerai pas de chiffres parce qu'on se noie plus sûrement dans les chiffres que dans la mer elle-même, mais ils sont très clairement alarmants et nous amènent à réagir rapidement.

Le plastique n'est pas un déchet comme un autre. L'obsession du profit à court terme, nous a amené à oublier les cycles de la nature. Nous sommes dans l'obligation d'agir et c'est l'objet de ce colloque. Réagir avec les thèmes qui vont être égrenés au cours de la journée : Réduire, Réutiliser, Réparer et Rompre.

La matière miracle que constituait le plastique dans les Trente Glorieuses a, comme le précisera sans doute Nathalie Gontard, échappé à ses inventeurs. C'est la face sombre du plastique qui s'exprime maintenant de plus en plus, sorte de Léviathan qui menace grandement les conditions de vie de nos populations.

Rompre, rompre avec le jetable, avec la folie de l'usage unique, rompre avec les anciens moyens de production, de consommation et d'élimination. Et si vous le permettez, c'est sur ce dernier point que je souhaiterais insister ce matin devant vous en tant que vice-président aux déchets, car je ne remplirais pas mon rôle si je ne vous parlais pas de ma crainte sur les plastiques.

Bien évidemment, nous allons tous agir sur la prévention, l'écoconception, la production, réduire les emballages, réduire l'usage unique, changer les comportements des consommateurs, ramasser les plastiques sur les plages, sensibiliser les enfants... multiplier ces actions qui seront toutes nécessaires pour éviter l'objet de notre réunion d'aujourd'hui.

Nous sommes, si vous le permettez, à l'aube des échecs si nous ne prenons pas garde à la décennie de la plasturgie qui est devant nous. Cette décennie de la plasturgie va être potentialisée par la crise énergétique, c'est-à-dire que la plasturgie va se renforcer à l'aune de cette crise. Il va sembler de plus en plus pertinent de créer des filières spécifiques d'incinération des plastiques. Les coûts de l'énergie vont donner cette idée qui germe, depuis très longtemps dans les cartons des métropoles que l'on appelle la filière CSR – Combustibles solides de récupération - et qui consiste à penser que, l'on peut produire du plastique, le consommer tant qu'on le souhaite du moment qu'en le brûlant, on produit de la chaleur ou de l'électricité. Sachez que cette filière d'élimination va créer un appel d'air considérable sur la production des plastiques. Cette filière d'élimination fait croire à une trajectoire vertueuse alors qu'elle est linéaire, et provoquera un funeste destin à nos objectifs en neutralisant nos politiques de prévention comme celles des changements de comportements.

Cette filière d'incinération va devoir sécuriser ses flux, on sécurise les flux en garantissant les apports, on garantit les apports en plastique d'incinération en ne diminuant pas la production et en ne favorisant pas le recyclage en amont. On paralyse de fait prévention et recyclage.

Il est donc essentiel que nous nous posions cette question dès maintenant si nous voulons agir puissamment contre le plastique, notamment en Méditerranée. La question de cette filière qui s'annonce et qui je vous le dis, aura très clairement le vent en poupe dans les mois à venir.

Je voulais donc inviter tous nos amis présents aujourd'hui, de Catalogne, des Îles Baléares, de la Région PACA, et je sais d'un peu tous les horizons, Liban, Tunisie, Maroc - que je remercie - à se méfier de ce danger qui consisterait à organiser une filière d'incinération spécifique des plastiques, qui sera de toute façon une impasse économique avant d'être une impasse écologique. Il serait trop long de le développer ici.

Cela dit, d'autres solutions sont à mon avis possibles, je vous l'avoue, encore du domaine de la science-fiction. Il s'agirait d'imaginer un stockage des plastiques non encore recyclés de nos jours. Nous pourrions les appeler des « plastiqueries » ou des « ressourceries plastiques ». Ces stockages constitueraient un

gisement de polymères usagés qui pourraient être recyclés ultérieurement en fonction de l'évolution de la recherche dans les années à venir. Cela créerait une nouvelle filière, pertinente autant sur le plan économique qu'écologique.

J'aurais bien d'autres choses à vous dire...

En conclusion, il faut ré-illuminer cette mer qui pourrait mourir de notre inaction et c'est notre devoir à toutes et tous. Nous devons au bassin méditerranéen plusieurs civilisations et un bassin de vie unique au monde. Nous lui devons notre histoire.

J'aime le concept de liquide amniotique et de cette mer amniotique pour nos civilisations, parce que c'est la même eau précieuse qui préside à la vie.

Mesdames et messieurs, la Méditerranée nous a offert un berceau, offrons-lui un avenir !

Merci. »

Son Altesse Sérénissime Le Prince Albert II, Souverain de Monaco



« Madame la Présidente de la Région Occitanie,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Je n'ai malheureusement pas pu me joindre à vous aujourd'hui mais je tenais à m'associer à votre initiative aussi pertinente dans son périmètre que dans son objet. Son périmètre, c'est celui d'une action qui ne peut se limiter aux frontières politiques et administratives traditionnelles. Son objet, c'est la lutte contre un fléau qui frappe l'ensemble des équilibres de notre Méditerranée, qui détruit ses écosystèmes, qui fragilise sa biodiversité et qui a d'ores et déjà des effets préoccupants sur notre propre santé.

Les plastiques sont partout en Méditerranée, nous le constatons jour après jour, en observant nos côtes, nous le voyons à chaque fois que nous naviguons sur notre mer, et je l'ai vu de mes yeux il y a 2 ans et demi lorsque j'ai eu la chance de descendre au fond de la fosse Calypso à plus de 5100 mètres de profondeur au large de la Grèce : dans ses abysses où l'homme ne pénètre jamais, sa pollution est déjà présente sous la forme notamment de déchets plastiques.

Quant aux micro-plastiques, issus de la dégradation de ces déchets, et qui échappent à notre observation, ils sont présents jusque dans notre alimentation.

Face à ce drame, comme face à l'ensemble des périls qui concernent les mers, aucun de nous ne peut agir seul. Aucune collectivité, aucun pays ne peut prétendre à être efficace isolément, alors que ni les courants marins, ni les migrations des espèces aquatiques ne connaissent de frontières.

C'est pourquoi la France, l'Italie et la Principauté de Monaco ont signé dès 1976 l'Accord RAMOGE qui nous a permis de développer des réponses communes aux pollutions de nos espaces maritimes. Et aucune action ne peut avoir

de sens si elle n'implique pas l'ensemble des acteurs concernés : les autorités publiques chargées d'établir les règles et de les faire respecter bien sûr, mais également les scientifiques seuls à même d'éclairer leurs actions, les acteurs économiques dont les activités sont directement concernées, les consommateurs si souvent en demande de solutions alternatives, et les ONG dont l'énergie et l'inventivité sont pour nous tous si nécessaires.

Cette exigence va bien sûr au-delà des seuls acteurs et responsables de la mer. Nous constatons en effet que 80 % des pollutions des mers sont d'origine tellurique. Nous connaissons l'importance des systèmes de traitement des eaux quand tant de villes déversent encore leurs eaux usées dans la mer, sans traitement, et ce sur toutes les rives de la Méditerranée.

Nous savons que des mesures simples telles que l'interdiction des plastiques à usage unique que nous avons adoptée à Monaco, mais qui l'est aussi ailleurs, permettent de diminuer considérablement les déchets plastiques, donc les risques d'en retrouver dans la mer.

C'est pourquoi il est nécessaire d'associer tous les acteurs de ce combat dans une approche intégrée, diversifiée et complémentaire : une approche qui implique les États et les collectivités territoriales mais aussi la société civile.

C'est par exemple le sens de l'initiative BEMED - contraction de Beyond Plastic Med - que nous avons lancée en 2015 avec ma Fondation « la Fondation Tara Océan », la Surfrider foundation of Europe et la fondation MAVA rejoint depuis par l'UICN (*Union internationale pour la conservation de la nature*). En soutenant des projets locaux très divers sur toutes les rives de la Méditerranée, en favorisant le partage des bonnes pratiques et en incitant à la mise en œuvre de solutions innovantes et efficaces, BEMED propose une

réponse adaptée aux enjeux de la pollution plastique en Méditerranée. Une réponse qui ne prétend pas suffire à elle seule, loin s'en faut, mais une réponse qui permet à ceux qui le souhaitent d'agir efficacement. Parmi les partenaires qu'il nous faut impliquer, je voudrais souligner en particulier le rôle des acteurs économiques que BEMED associe désormais grâce à son collège d'entreprises. Les membres de ce collège s'engagent à mettre en place des solutions concrètes de prévention de la pollution plastique en Méditerranée. Nous les accompagnons dans leur démarche en suscitant notamment des liens avec des scientifiques qui permettent à ces acteurs de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité de leurs stratégies. Ce dialogue permet aux entreprises de combler leurs lacunes en matière de connaissance scientifique mais aussi de partager leurs expertises et bonnes pratiques avec les autres membres du collège et le monde scientifique. Il s'agit bien sûr d'une initiative

parmi d'autres - beaucoup seront, je pense, évoquées aujourd'hui - quelle que soit son échelle et elle est je crois, significative de ce que nous pouvons faire, de ce que nous devons faire.

À l'heure où la protection de nos mers apparaît comme une nécessité planétaire aussi bien pour lutter contre le changement climatique que pour préserver la biodiversité, la question des pollutions plastiques nous offre l'opportunité d'agir dès aujourd'hui collectivement, rapidement et efficacement. C'est une opportunité mais c'est un devoir pour nos régions, pour notre mer, pour notre planète, et pour notre santé. C'est pourquoi votre colloque est important et c'est pourquoi je tenais à lui apporter mon soutien.

Je vous souhaite de fructueux débats. »

Jean-Louis Chauzy

Président du Conseil économique, social et environnemental régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



Mesdames et Messieurs les représentants du Royaume d'Espagne, Mesdames et Messieurs les représentants au Parlement Européen, Monsieur le Vice-Président du Conseil

Régional Sud-PACA,

Monsieur Vasquez, Vice-Président de Montpellier Métropole, représentant Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs les élus,

Mesdames et Messieurs les Présidents de CES, chers Présidents de l'Eurorégion et de l'Arc Méditerranéen,

Monsieur le Secrétaire Général du Conseil Économique Social et Environnemental,

Mesdames et Messieurs les membres des CESER et des CES,

Monsieur le Délégué Général des CESER de France

Mesdames et Messieurs les consuls,

Chers membres des réseaux consulaires, des universités, des ONG...

Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Chère Marie-France Marchand-Baylet, le choix du groupe la Dépêche et Midi-Libre et de sa fondation d'inscrire dans la durée cet événement Le Monde Nouveau lancé il y a 5 ans à Perpignan, a permis d'inclure notre projet de colloque sur la pollution plastique en Méditerranée dans ce programme. Je vous en suis reconnaissant, j'ai le privilège de partager avec vous et vos équipes beaucoup de convictions sur ces questions.

J'aurai le plaisir d'accueillir en 2^e partie de journée, Monsieur le Préfet de la région Occitanie et Madame la Présidente de la Région Occitanie, Présidente de l'Eurorégion, et de réitérer mes remerciements à Michaël Delafosse qui nous rejoindra en fin de journée.

Les Régions du sud de la France, les îles comme les régions voisines de la péninsule ibérique ont appris depuis de longues années à faire l'expérience sur le terrain, à la fois des alertes formulées dans les rapports annuels du GIEC,

des conséquences physiques et destructrices pour les personnes et les biens résultant des dégâts provoqués par les phénomènes méditerranéens que nous connaissons à répétition : 5, 10, 30, 50 morts tous les 2 ou 3 ans, des vallées dévastées, des villages et petites villes inondés, des infrastructures détruites, des terres emportées, des campagnes et entreprises dévastées. Ce sont les conséquences concrètes du changement climatique.

Devant ces événements, nous avons fait le choix de travailler sur l'anticipation de ces changements et de ces conséquences. Tout d'abord, la commission « Littoral-Méditerranée » du CESER Occitanie est en 1^{re} ligne par la production de contributions sur le sujet, et je remercie son président Marc Chevallier pour son investissement pour le littoral ainsi que les membres de la Commission. Puis, la transformation de nos modes de production, de transport afin de contribuer à l'émergence d'une écologie inclusive qui engage toute la société comme le font les pays nordiques, est aujourd'hui indispensable.

Ainsi par l'élaboration du rapport décidé par notre CESER, à savoir une auto-saisine sur la pollution de la Méditerranée par les matériaux plastiques voté en décembre 2020, nous avons fait le choix de partager notre préoccupation forte sur notre bien commun « la Méditerranée ».

Le constat est clair, la Méditerranée, c'est :

- 2,5 millions de km² ;
- 0,8 % de la surface du globe ;
- mais c'est aussi un espace de 21 pays, 530 millions d'habitants, une formidable richesse de la biodiversité.

Mais la Méditerranée qui a un rôle prépondérant dans le fonctionnement de l'écosystème qui est notre planète, contribue également à nourrir les hommes, permettre leur mobilité. Elle est aussi et reste encore le berceau de la civilisation malgré une géopolitique complexe, et a toujours un grand rôle à jouer dans le développement des peuples et des États. Mais elle est menacée par la pollution, une démographie forte et des activités économiques qui se concentrent sur le littoral

auxquelles s'ajoute un tourisme de masse qui pose aujourd'hui de graves problèmes d'acceptabilité et d'atteinte à la biodiversité, à un écosystème, par la prolifération de déchets et notamment des plastiques en Méditerranée.

La Méditerranée, c'est 400 000 tonnes de déchets par an déversés. D'après les estimations faites, il y aura bientôt plus de plastiques que de poissons, les plastiques ravagent l'écosystème sur terre et sur mer, ils se dégradent et se transforment en microplastiques au fil du temps. Il semblerait que chaque individu absorbe en moyenne 5 g de plastique par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit, selon un rapport commandé par le WWF à l'université de Newcastle en Australie, publié en juin 2019.

Comme les plastiques produits ne sont pas tous recyclés et recyclables, ils terminent leur vie dans la mer selon tous les rapports de l'Institut Français de la Mer. La Méditerranée est en effet une mer semi-fermée avec des côtes très peuplées, industrialisée, et d'intense activité, les plastiques prolifèrent par conséquent. C'est parce que la Méditerranée est en danger et peut devenir dans le terme d'une vie, une mer morte, que nous avons entrepris cette mobilisation et partagé d'abord avec nos collègues de Catalogne et des Baléares réunis en colloque à Palma de Majorque les 9 et 10 juin 2019 la proposition d'organiser une conférence sur cette question ; au même moment la population de Palma manifestait contre l'augmentation massive des croisiéristes et la taille de leurs navires qui aggravent une pollution déjà forte.

La population s'inquiétait déjà des déchets, notamment plastiques sur leurs côtes. De nombreux journalistes nous ont interrogés à ce sujet.

Nous venons de signer une première déclaration commune le 10 juin 2019 pour agir ensemble contre ce fléau.

Mais si l'Eurorégion est une réalité depuis plusieurs années, organisée par le biais d'un groupement européen de coopération territoriale, présent dans ce colloque, la Méditerranée nous l'avons en partage ; il nous est apparu rapidement nécessaire d'avancer groupés avec nos collègues des Régions Sud et Corse que je remercie. Nous avons la conviction et des liens de grande confiance sur l'avenir de la Méditerranée, les Régions se sont impliquées en 1996 pour la Corse et récemment en 2019 à Marseille avec le sommet mondial pour la mer et les océans reprenant ainsi

les enjeux identifiés par la conférence de Barcelone en 1979.

L'élargissement de ce périmètre à nos collègues des Régions de Valence, Murcie et Andalousie était alors proposé par nos amis des Baléares et bien sûr accepté et mis en œuvre pour l'organisation de cette journée.

C'est bien le rôle des assemblées consultatives que sont les conseils économiques, sociaux, environnementaux et culturels que d'exprimer une mobilisation générale pour sauver notre bien commun, en sollicitant aussi les grandes collectivités, les États, les acteurs économiques, les communautés universitaires et scientifiques pour se donner des objectifs et éviter le pire : que la mer Méditerranée ne devienne une mer morte.

Bien sûr les États, les collectivités sous l'impulsion des Régions, des agglomérations, avec des ONG ont pris beaucoup d'initiatives pour agir, sauver, prévenir, réduire, réparer, comme les tables rondes de ce jour en feront la démonstration.

Les communautés universitaires et scientifiques avec le soutien des professionnels de la mer doivent nous aider par leurs différents événements, mais nous devons aujourd'hui à la fois améliorer, transformer nos habitudes, trouver des alternatives pour ce qui est possible. Vous le verrez aujourd'hui y compris en proposant d'autres choix aux produits de prévention sanitaire que nous avons massivement consommés dans tous les pays du monde avec la pandémie, tels que les masques non renouvelables et non biodégradables et qui pour beaucoup finiront leur vie dans les rivières, les fleuves et les plages de Méditerranée ; nous proposons une alternative à ces produits... c'est le projet de fabrication de masques biodégradables faits à partir de la pâte à papier porté par le consortium composé de DSI, de la papeterie Léon Martin et de Fibre Excellence, qui vous sera présenté ce matin.

J'exprime au nom de mes collègues, mes remerciements à la Métropole de Montpellier pour son soutien, sa participation. Depuis 2 ans, c'est la Métropole qui accueille le sommet France-Afrique de la société civile.

Je remercie également la Région Occitanie et l'État qui nous ont aidés à cofinancer cette manifestation.

La Présidente de la Région Occitanie Carole Delga, son immense investissement, et beaucoup de Vice-présidents des Régions voisines s'exprimeront aussi avec Monsieur le Préfet de la région Occitanie en conclusion.

J'aurai au préalable présenté la résolution qui nous engage dans la durée par une signature en créant ainsi pour la 1^{re} fois la Conférence des CES de l'Arc Méditerranéen avec le soutien des collectivités.

Merci à vous tous de vous être mobilisés pour porter la parole de votre pays, de votre Région, de votre territoire.

Merci à toutes les personnalités qui vont contribuer aujourd'hui à nous permettre d'avancer ensemble pour sauver la Méditerranée !

C'est la 1^{re} initiative avec une continuité territoriale qui prend sa part dans ce combat que nous poursuivrons avec la rive sud de la Méditerranée.

Mais notre ambition dans ces coopérations nouvelles c'est bien sûr de contribuer aux

changements nécessaires qui intègrent les conséquences du changement climatique et de porter avec la Région un message à l'Europe pour qu'elle organise avec les États, les collectivités et la société civile un forum pour l'avenir de la Méditerranée, le dernier a été organisé il y a plus de 20 ans à Marseille !

La présence des consuls et Régions des grands pays de la Méditerranée que sont l'Algérie, la Turquie mais aussi le Maroc, Chypre et le Liban... nous renforce dans nos convictions.

Les parlementaires européens doivent aussi nous aider à construire cet important rendez-vous.

L'équipe des Régions de France avec la Présidente Carole Delga et Renaud Muselier, Vice-Président délégué, seront aussi de précieux soutiens.

Je n'oublie pas les équipes sans qui rien n'aurait été possible, merci aux équipes des CESER, de l'Eurorégion et de la Fondation, et permettez-moi de remercier plus chaleureusement encore l'équipe du CESER Occitanie.

Virginijus Sinkevičius

Commissaire européen en charge de l'Environnement, des Océans et de la Pêche



« Mesdames et messieurs,

La Méditerranée a une place dans le cœur de tous les Européens, elle est synonyme de beauté et de nombreux avantages pour beaucoup d'entre nous. Elle nous relie aux pays et aux continents voisins, mais nous avons aussi la responsabilité de protéger et de préserver ses trésors. Les défis sont nombreux et ne sont pas simples : changement climatique, pollution, perte de biodiversité et autres menaces graves pour ce système naturel unique. Mais nous avons des solutions et le plus important est que nous ayons la volonté de travailler ensemble. C'est ce qui nous aidera à réduire la pollution plastique et il est temps d'en parler.

Le plastique a ses avantages, mais il s'est répandu dans notre environnement, dans nos mers et nos océans, et les dommages sont graves pour les poissons, les pêcheries, le tourisme et la santé humaine. Il s'agit d'un problème mondial qui nécessite une action à tous les niveaux : local, national, régional et international.

L'Europe montre l'exemple avec des politiques telles que notre plan d'action pour l'économie circulaire et la pollution zéro : nous voulons réduire d'un tiers les microplastiques rejetés dans l'environnement et diminuer de moitié notre contribution aux déchets plastiques d'ici à 2030.

L'une des principales causes de la pollution marine est la mauvaise gestion des déchets. La plupart des politiques dont nous avons besoin sont déjà en place, mais nous devons faire davantage dans tous les États membres pour nous assurer qu'elles fonctionnent dans la pratique. Je pense notamment à la directive-cadre sur les déchets et à la directive sur les plastiques à usage unique. La directive sur les installations de réception portuaires est un autre exemple : l'UE s'est dotée d'un outil pour garantir que les déchets des navires sont collectés et gérés correctement. Certaines politiques doivent encore être améliorées. Nous révisons donc les règles

relatives aux emballages et aux déchets d'emballages, une source majeure de déchets marins, et nous cherchons des moyens de réduire la pollution par les micro-plastiques, en commençant par ceux qui sont délibérément ajoutés aux cosmétiques, aux détergents et aux peintures. Nous nous intéressons également aux microplastiques présents dans des produits tels que les palettes, les textiles et les pneus. Si tout se passe comme prévu, vous pouvez vous attendre à de nouvelles mesures dans ces deux domaines l'année prochaine.

Nous nous intéressons également aux plastiques d'origine biologique. Parfois, ils semblent être une solution miraculeuse, mais il y a de nombreuses complications en cours de route. Nous devons être à l'écoute du public et suivre la science. Nous essayons de faire les deux, et vous en saurez plus sur les résultats dans le courant de l'année.

La Méditerranée est durement touchée par la pollution plastique. Nous en voyons les résultats, c'est pourquoi nous soutenons fermement la convention de Barcelone. Nous apportons une aide technique et financière pour mettre en œuvre le plan d'action régional contre les déchets marins, avec des actions visant à réduire les déchets plastiques et à promouvoir une économie plus circulaire. Mais il s'agit bien sûr d'un défi mondial : les Nations unies agissent, et notre soutien est très local. L'Assemblée des Nations unies pour l'environnement a désormais pour mandat de négocier un instrument mondial juridiquement contraignant sur les plastiques. L'Union européenne plaide vigoureusement en faveur d'une approche circulaire, fondée sur le cycle de vie, comme base du nouvel accord, et nous sommes impatients de participer pleinement aux négociations.

Nous ne gagnerons pas cette bataille en nous appuyant sur des lois. Nous avons besoin que tout le monde accepte une approche différente qui demande de la passion, du dévouement, en Europe et dans le monde entier. Cela signifie l'engagement des conseils économiques et sociaux de l'Arc méditerranéen, de Gibraltar aux Alpes et au-delà. Je me réjouis donc de votre

résolution générale et de votre engagement commun à poursuivre ce travail, à recueillir les preuves dont nous avons besoin et à élaborer des

stratégies efficaces pour sauvegarder la Méditerranée, pour l'avenir que nous voulons.

Je vous remercie. »

Isabelle Autissier

Navigatrice et Présidente d'honneur de WWF France, Grand témoin



« Bonjour à toutes et bonjour à tous,

Parlons de la Méditerranée.

On l'aime tous, elle est tellement géniale, elle est tellement belle, ses eaux transparentes, ses civilisations millénaires, tous ces gens qui ne rêvent que d'aller en vacances, puis tous ces gens qui vivent sur le territoire et qui vivent grâce à la Méditerranée et à une Méditerranée vivante et on le sait aujourd'hui, cette vie dans la Méditerranée elle est gravement mise en danger par la pollution plastique.

C'est une toute petite mer, c'est une mer fermée et donc tout reste, tout ce qui arrive va rester peut-être pendant des centaines ou des milliers d'années, et entre autres, ce fameux plastique.

On ne s'en rend pas compte forcément parce que ce sont les microparticules qui sont les plus dangereuses ; ce sont elles qui sont disséminées sur le sable sur lequel on pose notre serviette, ce sont des éléments qui sont dans les embruns que l'on respire et l'on pense que c'est génial de respirer le bon air marin.

Et c'est surtout disséminé dans la mer ; et ces microparticules de plastique vont repasser dans la chaîne alimentaire, elles vont infecter le plancton, les poissons, les oiseaux, les mammifères marins et bien sûr les hommes en bout de chaîne, puisque nous consommons par exemple du poisson.

Et malheureusement aujourd'hui à travers le poisson que nous consommons, nous allons aussi consommer du plastique, donc tout ça n'est pas tenable et il faut que cela s'arrête.

Et la bonne nouvelle, c'est que comme tout cela ne dépend que de l'organisation humaine, ce n'est pas un mauvais génie qui nous en voudrait, qui aurait jeté du plastique dans l'océan, c'est juste notre façon de faire et donc il faut qu'on la change et qu'on la change collectivement.

Moi je ne vois pas les bons et les méchants. Il n'y a pas des méchants qui déversent des bennes de plastique et des gentils. On a tous, à un moment donné, un degré de responsabilité, donc il y a bien sûr nous, les citoyens.

Est-ce qu'on essaie d'arrêter d'acheter des objets en plastique ? D'arrêter d'acheter par exemple des objets emballés ? Je pense à la nourriture en particulier, essayer d'acheter plutôt en vrac.

On a des responsabilités quand on est une collectivité. Il faut que l'on traque « les fuites de plastique » sur son territoire. D'où cela vient-il ? Est-ce que c'est tout simplement parce qu'il n'y a pas assez de poubelles ou le ménage n'est pas assez fait ? Ou est-ce une pollution plastique qui vient des vaches de l'agriculture ? Qui vient des engins de pêche ? Qui vient des entreprises ? Donc tout cela, ça s'analyse et à chaque fois on peut trouver des solutions tous ensemble.

Ça peut être évidemment aussi les entreprises elles-mêmes qui doivent être responsables de ce qu'elles produisent, y compris des emballages et des objets plastiques, et faire en sorte, que rien de ce qui va sortir de ces entreprises ne puisse un jour ou l'autre finir par se retrouver dans la nature ou dans l'océan. Donc, aujourd'hui notre mobilisation à tous est vraiment nécessaire. On est encore dans une mauvaise courbe puisque l'on continue encore à augmenter de manière exponentielle notre consommation de plastique et quand on fait ça, l'on est sûr qu'on augmente de façon exponentielle notre pollution de plastique.

Donc je crois que ce n'est pas seulement dans les bonnes résolutions de l'année, mais c'est pour nous-mêmes, pour la vie de cette Méditerranée que nous aimons, pour qu'elle puisse perdurer dans le futur, pour qu'elle puisse continuer à nous délivrer ses bienfaits, que l'on a cette ardente obligation de limiter notre consommation ; bien sûr, de récupérer, de recycler mais aussi faire durer les objets. Donc tout cela à tous les niveaux de la société, on peut l'organiser, il faut le faire, je compte sur vous. »

TRAVAUX

Matin – 1^{re} partie

Animatrice : Christine Bouillot, journaliste

TABLE RONDE 1 : RÉDUIRE, UNE COURSE CONTRE LA MONTRE

Intervenants :

- **Nathalie Gontard**, Directrice de recherche à l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) de Montpellier (FR)
- **Ignaci Matéo Rodriguez** – Agence du résidu de Catalogne – Projet réduction plastiques (ES)
- **Sébastien Sanso Jaume**, Directeur général de Déchets et Éducation environnementale du gouvernement des Îles Baléares (ES)
- **Céline Mahfouz**, Docteure - Conseil national de la recherche scientifique du Liban (CNRS-L)

PITCH 1 : RÉDUIRE, UNE COURSE CONTRE LA MONTRE

Intervenants :

- **Tupa Rangel Cárdenas**, Coordinatrice du programme Baléares sans Plastiques - Save the Med Foundation (ES)
- **Joan Sabartés i Pardo** - Groupe Bonpreu – Commerce alimentaire (ES)
- **Xavier Desmaret**, Directeur général - Grand Large Yatching (FR)
- **Luis Cabedo Mas et José Gámez Pérez** - Université Jaume I de Castelló – PIMA (ES)
- **François Vessière et Thomas Petraut** - Société Fibre Excellence - Saint-Gaudens (FR)

Au sein de la table ronde, les intervenants ont présenté à tour de rôle les actions et opérations menées dans les territoires mais aussi au niveau de la recherche : pratiques, process industriels permettant de réduire ou de remplacer l'utilisation des plastiques (plastiques bio-sourcés, biodégradables), les actions pour éviter la pollution. Puis il y a eu un échange avec le public présent. La table ronde a été suivie d'un pitch solutions.

Vous trouverez ci-après le résumé des interventions et du débat.

L'intégralité des travaux du matin en vidéo :

<https://cloud.ceser-occitanie.fr/index.php/s/3prNyY8G7ijZc45>

TABLE RONDE 1 RÉDUIRE, UNE COURSE CONTRE LA MONTRE

■ Nathalie Gontard



Directrice de Recherche – Institut national de la recherche pour l’agriculture, l’alimentation et l’environnement (INRAE) de Montpellier

Nathalie Gontard a 30 années d’expérience dans le domaine de la recherche sur la pollution plastique.

Elle mène des recherches sur les alternatives au plastique traditionnel. Elle travaille avec une équipe et a un réseau européen, et international de collaborateurs (Japon, Chine). Elle a contribué à la réglementation sur le recyclage du plastique (bouteilles en PET (*polyéthylène téréphtalate*)).

Concernant l’étendue des connaissances dans le domaine du plastique, et vers quoi tend la recherche, Nathalie Gontard précise qu’il faut avant tout comprendre le problème que représente le plastique avant d’envisager des solutions pour le remplacer :

Le plastique constitue un danger très particulier, qui n’a pu être anticipé pour plusieurs raisons. C’est en effet un matériau qui a un comportement différent des autres matériaux que l’homme a utilisés jusqu’à présent. Il persiste des centaines voire des milliers d’années, se fragmente, se charge en polluants puis pénètre dans les organismes des poissons et dans les organismes humains par ce que nous mangeons mais aussi par ce que nous respirons. Un plastique devient dangereux quand on ne le voit plus. Les autres matériaux tels le verre, le métal se solubilisent et le carton et le coton sont biodégradables ; notre

écosystème possède les outils pour les dégrader et les recycler. Le plastique n’a pas ce comportement, c’est un déchet à part et il doit être considéré comme tel. Le danger du plastique est donc lié à l’empreinte plastique non à l’empreinte carbone. Les solutions proposées jusqu’à maintenant pour remplacer le plastique ont été faites à partir de bilans « carbone » avec les outils spécifiques ACV (*analyse du cycle de vie*), or le problème de la pollution plastique n’a rien à voir avec le bilan carbone ou très peu. Il s’agit d’empreinte plastique : le microplastique, le nanoplastique.

La solution proposée actuellement pour faire face à la pollution plastique et relayée par les médias et sur laquelle les autorités européennes ont misé, a trait au recyclage. Le dernier rapport sur les déchets qualifie la France de mauvaise élève dans le domaine du recyclage, avec un taux de 26 % de recyclage, comparativement à d’autres pays européens comme l’Allemagne et l’Autriche qui sont à 50 %. Or il faut savoir que le recyclage dont on parle n’en est pas un, il s’agit de décyclage car l’on ne reconstitue pas le même objet, on cherche de nouveaux débouchés pour le plastique. Seuls 2 % des plastiques sont réellement recyclés, ce sont les bouteilles en PET. Le plastique n’est pas conçu pour être réutilisé, il s’abîme, il absorbe. Ce

décyclage ne permet pas de réduire les risques liés à la pollution plastique, aux microplastiques et aux nanoplastiques. Toutes ces usines à gaz de recyclage, il faut les alimenter en plastique, produire toujours plus de déchets plastiques et du plastique vierge. Ce n'est pas une économie circulaire qui est mise en place mais une économie tire-bouchon. On s'enferme dans le problème sans le résoudre. Le recyclage a donc des limites importantes.

De plus, les conséquences de ce décyclage sont encore pires : des filières entières de matériaux qui ne posaient pas de problème sont vouées à disparaître, par exemple la filière laine lorsqu'on fabrique un pull en polyester recyclé, la filière bois, quand on produit un meuble en plastique... Et ces filières, une fois qu'elles auront disparu, il sera difficile de les remettre en marche. Par ailleurs, trier, ramasser du plastique n'est pas suffisant non plus.

Une fois cela compris, il faut s'orienter vers d'autres solutions. Et le message essentiel porté

est le suivant : il n'y a pas de solution miracle, mais la meilleure stratégie pour lutter contre la pollution plastique qui est un danger pour nous et les générations futures, c'est de réduire notre consommation de plastiques vierges ; cela concerne à la fois les citoyens mais aussi les professionnels de tous les secteurs qui doivent penser la manière de réduire leur consommation plastique, se questionner sur leurs pratiques... inclure peut-être le terme de réduction d'empreinte plastique dans la responsabilité sociétale des entreprises. Il faut apprendre à se passer des plastiques, à limiter notre consommation de plastiques qui ne sont pas indispensables, évalués à 75 % des plastiques qu'on utilise actuellement... on a déjà commencé (suppression des sacs plastiques de caisse, aux rayons fruits et légumes...).

Se passer du plastique est un grand virage à prendre. Peut-être faudra-il mettre en place des métiers, des filières. Il faut sortir le plastique de notre façon de penser.

■ Ignaci Matéo Rodriguez Agence du résidu de Catalogne

Projet Interreg Med - Plastic Busters MPAs, Elimination des plastiques à usage unique dans le Parc Naturel du Delta de l'Ebre - France/Espagne/Italie

À l'été 2021, a été mise en place une action pilote visant à éliminer le plastique à usage unique dans le parc naturel du Delta de l'Ebre dans le sud de la Catalogne. Cette action fait partie d'un programme européen Interreg Med « Plastic Busters MPAs » qui porte sur tous les cycles de résidus marins.

Dans le Delta de l'Ebre, il y a une forte industrie touristique et agricole. Ce test pilote repose sur la mise en place de verres réutilisables, avec un système de consignes pour les clients. Il a été réalisé entre août et septembre et représente un coût de mise en œuvre de 30 000 €. Ces verres ont été distribués dans les bars de plages et dans les mairies du parc naturel qui se sont beaucoup impliquées. A été organisée, à des fins de communication sur le projet et de distribution des verres réutilisables, une école de la mer. La Fondation 7 Astres était chargée de récupérer les verres et de les laver.

Les résultats de ce test : 14 bars ont participé, 10 festivals concernés (à noter, beaucoup de festivals

annulés en raison de la pandémie Covid-19), 25 638 verres réutilisables nettoyés.

Le test a été renouvelé à l'été 2022.

Maintenant, il reste des points à vérifier pour voir si l'initiative durera dans le temps : quelle est l'empreinte carbone ? Les propriétaires de bars sont-ils disposés dans le futur à payer pour ce système de nettoyage ?...

L'inclusion de l'obligation de verres réutilisables dans le cahier des charges des bars de plage, une formation de base pour tous les personnels de bar et la mise en place de systèmes de gestion environnementale pourraient faire partie des solutions pour pérenniser l'action.

En fine, 3 messages délivrés : le plastique n'est pas un ennemi. Tout emballage mis sur le marché doit être pensé et conçu d'un point de vue écologique ; attention aux fausses alternatives au plastique à usage unique, solutions qui peuvent être tout aussi néfastes ; mettre l'accent sur l'information et la sensibilisation des citoyens et sur la responsabilité élargie des producteurs.

■ Sébastia Sansó Jaume

Directeur général de Déchets et Éducation environnementale du gouvernement des Îles Baléares

Présentation de la loi sur les déchets des Îles Baléares

Le gouvernement des Îles Baléares a adopté en 2019 la loi sur les déchets et sur la prévention du plastique à usage unique. Avant cette loi, différentes initiatives, uniques en Méditerranée, étaient prises par le gouvernement telles la mise en place d'un système de barques qui suivent le littoral pour ramasser les plastiques, l'adoption d'un décret pour protéger la posidonie, plante indispensable et emblématique pour la Méditerranée...

La loi sur les déchets a été établie dans le contexte d'une activité économique, le tourisme saisonnier, provoquant une forte pression humaine avec ses conséquences sur l'environnement et des résultats d'études révélant la présence de microplastiques dans les poissons comestibles, mais également dans les organismes humains.

Cette loi, entrée en vigueur avant la directive européenne sur l'interdiction du plastique à usage unique, est une loi pionnière en son genre puisqu'elle ne met pas l'accent sur le recyclage, mais va au-delà des préconisations faites par l'Europe depuis 2008 : elle vise à réduire les déchets par une approche préventive en favorisant la réutilisation par rapport à l'usage

unique. Les bonnes pratiques existantes ailleurs ont été étudiées, par exemple, le paiement par génération, c'est-à-dire payer différemment selon la gestion des résidus des entreprises et des citoyens.

Parmi les mesures adoptées, certaines visent les secteurs tels que l'évènementiel, la restauration. Dans tous les événements publics, il ne peut y avoir de plastique à usage unique. Cette mesure s'applique relativement bien et l'impact sur la prévention est important. Dans la restauration : par exemple pour les repas pris sur place dans les fast food, interdiction faite d'utiliser des couverts en plastique à usage unique ; interdiction des capsules de café non recyclables.

D'autres initiatives existent : un impôt sur le tourisme durable qui permet de mettre en place des initiatives environnementales comme l'économie circulaire, sociale et environnementale ; la responsabilité élargie des producteurs ; une brochure rédigée en différentes langues étrangères a pour objectif de contribuer à une bonne connaissance et compréhension par les touristes des normes définies par la loi et leur application.

■ Céline Mahfouz

Docteure au Conseil national de la recherche scientifique du Liban (CNRS-L)

Travail sur les déchets solides marins et pollution par microplastiques – Étude faite le long des côtes libanaises

Le Conseil national de la recherche scientifique libanais (CNRS-L) est un centre de recherche à la tête de 4 centres de recherche : géophysique, télédétection, sciences marines, énergie atomique. Au centre national des sciences marines, des travaux sont menés sur plusieurs thématiques par une équipe de 4 chercheurs : les contaminants dans l'eau, les sédiments, la biote, l'évaluation des stocks de poissons commerciaux, le suivi des cétacés le long de la côte ; et récemment les plastiques et microplastiques le long de la côte libanaise dans les eaux de surface, les sédiments et les déchets marins sur les plages. Cette dernière étude est présentée.

Le premier constat est que le problème de la pollution marine au Liban est le résultat des activités agricoles, industrielles, urbaines et des dépotoirs à ciel ouvert ; et les activités urbaines et

les dépotoirs à ciel ouvert sont celles qui génèrent le plus de plastiques et de microplastiques. Au Liban, il n'y a pratiquement pas de stations de traitement des eaux usées qui sont donc rejetées directement dans les rivières et passent dans l'eau de mer. Des eaux usées qui selon les études, même après traitement, contiennent des microplastiques provenant essentiellement des produits de soins personnels et des textiles synthétiques. Quant aux dépotoirs à ciel ouvert, ils sont mal entretenus et les déchets solides, mal isolés, se détachent et se retrouvent dans la mer et vont prendre plusieurs années à se dégrader, puis suivant la densité de l'eau, ils vont flotter sur l'eau de surface ou sédimenter.

Les concentrations en microplastiques dans les sédiments marins sont très élevées notamment dans la capitale Beyrouth. Pour les eaux de

surface, la concentration en microplastiques n'est pas significativement différente entre le sud du Liban et Beyrouth. Une thèse réalisée entre le Liban et l'Université du Littoral en France porte sur le rôle des événements extrêmes (crues, orages) et l'arrivée des macroplastiques et microplastiques dans les eaux de mer.

Si les niveaux de microplastiques dans les eaux de surface et dans les sédiments marins apparaissent, à l'étude des chiffres, plus élevés que ceux d'autres pays de la Méditerranée, l'absence de méthode d'analyses unifiée entre pays ne permet pas de conclure que la situation au Liban est plus critique qu'ailleurs.

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

Ci-dessous, vous trouverez le résumé des questions et des réponses qui ont suivi les présentations faites par les intervenants.

L'animatrice demande aux intervenants leur avis sur les raisons qui font que la pollution plastique ne cesse de croître malgré les efforts entrepris, tels le retrait de certains produits en plastique dans le quotidien des citoyens.

Les réponses :

La production et la consommation de plastiques continue d'augmenter partout dans le monde et en Europe car les efforts se sont principalement concentrés sur le recyclage qui n'en est pas un, mais est un décyclage. Ces 10 dernières années, l'Europe a multiplié par 2 son taux de recyclage et dans le même temps a augmenté de 20 % sa consommation de plastique vierge. Un pays comme l'Allemagne avec un taux de recyclage de près de 50 % aurait dû diminuer par 2 sa consommation de plastique vierge. Le recyclage ne participe pas à la réduction de la consommation de plastique vierge et donc à la diminution de la production plastique et de la pollution plastique.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 n'a pas aidé à enrayer le phénomène, l'industrie du plastique ayant tout fait pour contrer les nouvelles réglementations. Les citoyens ont aussi un rôle à jouer pour inciter à l'adoption de normes législatives en faveur de la réduction de la production de plastique. La vraie solution, c'est l'éradication du plastique, ce n'est pas de financer le recyclage, ce n'est pas la reconversion du plastique, mais la refonte d'un système de production. Le système industriel de production, le modèle économique qui a trop duré dans tous les pays du sud de la Méditerranée est à transformer.

Des participants en salle interrogent sur les points suivants ; les réponses sont apportées par Nathalie Gontard :



Les conséquences de l'usage du plastique sont évoquées, quelles actions sur les causes ?

Les débats ont porté là-dessus, en rappelant que les stratégies sont toujours basées sur le traitement des déchets, or il importe d'agir à la source, de couper le robinet. Des premières mesures ont été prises telle la loi qui interdit l'emballage plastique de produits comme les fruits



et légumes, mais cela n'est pas suffisant. Tous les secteurs industriels doivent s'interroger sur leurs pratiques pour réduire leur consommation de

plastique ; des forums de discussion par secteur industriel seraient utiles.

En 2035, il n'y aura plus de voitures à moteur thermique à partir d'essence, de carburant fossile. Dans le même ordre d'idée, une décision radicale, telle l'interdiction de la fabrication du plastique à partir de pétrole, d'hydrocarbures, de gaz, à l'échéance 2040 ne serait-elle pas nécessaire pour inverser ainsi complètement la tendance actuelle de l'augmentation constante de plastique ?

Il faut en effet dire stop. Interdire complètement le plastique serait l'idéal, mais il n'est pas sûr que ce soit réaliste car il y a des domaines d'application où le plastique reste nécessaire. Une

mesure facile à mettre en œuvre, à envisager : une taxation très importante à effet dissuasif et faire en sorte que les autres matériaux deviennent compétitifs par rapport au plastique.

Que pensez-vous du système de machines de collecte en vue du recyclage, avec consigne, qui existe en Allemagne permettant de ramener les bouteilles de plastique après usage ?

2 % des plastiques sont recyclables, ce sont les bouteilles en plastique car on peut reconstituer une bouteille en plastique usagée en une nouvelle bouteille après un traitement de décontamination pour garantir la sécurité du consommateur ; cela a un coût mais c'est faisable. C'est fait actuellement, d'où le système de collecte de bouteilles. C'est le système de recyclage le plus efficace qui existe, mais ce n'est pas un vrai recyclage, en ce sens que l'on doit remettre quand même du plastique vierge car le plastique se dégrade (recyclage 2 ou 3 fois seulement), mais on

refait le même objet avec. Mais cela ne fonctionne que pour les bouteilles en PET, pour les raisons suivantes : le plastique ne doit pas être contaminé, ne doit pas être abîmé et il faut que le polymère se prête à tous les traitements de décontamination... et il n'y a que le PET qui s'y prête. Par conséquent, c'est le meilleur recyclage qui existe. Mais il faut savoir que notre consommation de bouteilles en PET est amenée à diminuer ; ce recyclage-là ne va donc pas influencer de façon importante la baisse de la production ou de la pollution, cela va rester limité.

Les macroplastiques ne représentent-ils pas aussi un problème, tout comme les microplastiques ?

La pollution plastique, c'est certes le plastique jeté dans la nature, mais c'est aussi le plastique vierge qui est enfoui et qui se dégrade en devenant un microplastique ou un nanoplastique, déchets qui

à terme augmenteront la quantité de microplastiques qui seront retrouvés dans la Méditerranée.

Quelle part entre les plastiques visibles (à usage unique, bouteilles...) et les plastiques invisibles (dans les vêtements, dans la consommation) ?

Les emballages représentent 40 % de la totalité des plastiques que l'on utilise, les 60 % restants

sont nichés dans tous les autres objets qui nous entourent.

Où en est la recherche sur les bioplastiques ?

À l'INRAE, les bioplastiques, c'est une solution en exploration, mais pas la seule. Concernant les bioplastiques, il y a là aussi une confusion ; un plastique peut être bio, car il est biosourcé. Actuellement, plus de 80 % des bioplastiques sont les mêmes que les plastiques pétrochimiques, mais on utilise de l'amidon ou du sucre pour les fabriquer. Le seul avantage, on est sûr de ne jamais en manquer, mais pour les fabriquer, on va empiéter sur les surfaces cultivées pour la production alimentaire, ce qui est dommageable et ne représente aucun intérêt.

Ensuite un plastique peut être bio car il est non seulement biosourcé et il est aussi biodégradable ; il y a là une solution qui permet d'être dans le même cas de figure que pour le papier, le carton... mais là encore le diable se cache dans les détails. En effet, il y a eu un détournement de la propriété de biodégradabilité : on a appelé biodégradable un matériau qui est le PLA (acide polylactique) qui n'est biodégradable qu'à haute température, au-delà de 60 degrés ; c'est un matériau où il faudrait une filière de tri, de collecte, de traitement spécifique. Or, on le

retrouve dans les glaces de l'Arctique aux côtés du polyéthylène (PE), du PET, de tous les autres plastiques, ce qui a conduit à une confusion. La grande majorité des plastiques biodégradables utilisés (par exemple, les sacs doux aux rayons

fruits et légumes) sont pétrosourcés, donc produits essentiellement à partir du pétrole. Ce domaine des bioplastiques comporte des limites et possibilités.

Les messages délivrés ici découragent la valorisation de la matière plastique et la valorisation énergétique du plastique au travers de la filière CSR (Combustibles solides de récupération). Or la gestion des déchets en priorisant le recyclage matière et la valorisation énergétique des déchets fait consensus comme principe de gestion vertueuse des déchets.

Par conséquent, quelle gestion citoyenne si l'on interdit le recyclage ?

Il faut faire attention à ce discours relayé depuis 1 an ou 2 ans dans les médias. Tous les déchets ne sont pas les mêmes. Les voies de valorisation vertueuses sont envisageables pour tous les déchets – le composte pour tous les biodéchets, les voies de recyclage pour le verre, le métal, le papier - sauf pour le plastique. Le plastique ne

constitue qu'une partie de nos déchets. Le tri des déchets reste important, il est fondamental. Mais le plastique est un déchet à part et il faut le considérer comme tel. Ce qu'il faut, c'est réduire notre consommation de plastique et arrêter de mettre en place des usines à gaz.

Pour éviter la contamination plastique par les lessives de textiles en polyester recyclé ou pas, ne faut-il pas prévoir une interdiction de vendre des machines à laver sans filtre à particules de plastique ou alors imposer aux constructeurs de machines à laver, voire aux utilisateurs, de mettre des filtres à particules de plastique ?

Mettre des filtres est une bonne chose, mais cela reste une usine à gaz. Une fibre se dégrade jusqu'à atteindre le stade de nanoparticule, qui est encore plus dangereux. Il faudrait donc fabriquer des

filtres très complexes. Le mieux, c'est d'interdire tout simplement les fibres synthétiques dans les vêtements.

Chacun semble faire des recherches dans son coin. Pourquoi n'existe-t-il pas plus de collectifs pour rassembler tous les acteurs ?

Il y a des collectifs ! Le Groupement de recherche polymères et océans (GDR) à Montpellier en est un parmi les plus récents. Au niveau de l'INRAE, les projets menés en coordination, sont souvent internationaux, et financés par l'Europe et

d'autres pays notamment la Chine car la problématique du plastique n'a pas de frontière ; tous les acteurs sont représentés. Lorsqu'il y a des initiatives au niveau national, on essaie d'aller au-delà.

Pour compléter ce point, une participante préconise la mise en place de rencontres pluridisciplinaires de chercheurs, de scientifiques (anthropologie, psychosociologie...) pour réfléchir à la question de la pollution plastique et les réponses à y apporter ; il faudrait également se mettre d'accord sur des méthodes standardisées de mesure des effets de la pollution plastique sur l'ensemble du pourtour méditerranéen, voire au niveau mondial.

PITCH TEMPS 1 RÉDUIRE, UNE COURSE CONTRE LA MONTRE



■ Tupa Rangel Cárdenas

Coordinatrice du programme Baléares sans Plastiques - Save the Med Foundation

Le programme Baléares sans plastique est une initiative promue par Save the Med, financée par Beyond Plastic Med et le Conseil de Majorque. C'est un programme de certification pour le secteur de l'hôtellerie-restauration – HORECA - permettant d'intervenir dans le modèle de consommation touristique avec une évaluation de 23 catégories de produits qui apparaissent en général dans le ramassage des déchets sur les plages.

À travers une application, les entreprises du secteur peuvent s'auto-diagnostiquer et un bilan de leurs pratiques leur est donné, accompagné des améliorations possibles pouvant être mises en œuvre. Un audit est mené actuellement auprès des entreprises et cela permet d'obtenir un certificat avec un système d'étoiles attribuées : la 1^{re} étoile est obtenue si l'organisation respecte la

loi des Baléares sur les déchets mais aussi le décret-loi pour la circularité dans le domaine du tourisme.

Un guide a été également établi, expliquant les alternatives honnêtes au remplacement des plastiques à usage unique.

Ces dernières ont commencé à être mises en place, pour éliminer tout ce qui n'est pas nécessaire et inclure ainsi les produits naturellement biodégradables et/ou recyclables (carton, papier, verre, métal, plastique PET). Le bioplastique n'est pas considéré comme une alternative au plastique à usage unique.

17 000 kgs de plastique en moins, en à peine une année. L'extension de cette initiative à d'autres territoires est souhaitée, l'industrie touristique générant beaucoup de déchets

■ Joan Sabartés i Pardo

Groupe Bonpreu – Commerce alimentaire

Réduction de l'utilisation des plastiques ; Catalogne

Le groupe Bonpreu est un distributeur commercial, société de distribution alimentaire établie en Catalogne. Dans la chaîne de distribution, il y a une diversité d'emballages. Les débats internes ont permis de les répertorier et de voir ce qu'il y avait lieu de faire. Le constat, en 2019 : 87 % d'emballages générés pour l'alimentaire, le reste concernait les cosmétiques et autres objets. En 2020, il y a eu augmentation

des emballages alimentaires et une réduction des emballages des autres sections.

Constatant l'excès de plastiques, le groupe a travaillé sur la réduction des plastiques et des plastiques non nécessaires. En 2019 et 2020, cela concernait plusieurs actions : la réduction du nombre de barquettes en plastique ; le remplacement des films plastiques par du papier ; la réduction du nombre de microns dans les

plastiques protégeant la viande. En 2019 et 2020, le papier carton a été réduit, et le plastique augmenté, mais c'était du PET. L'opinion des consommateurs vis-à-vis des emballages pour les cosmétiques et l'alimentation a été étudiée. Le groupe a noté une augmentation de l'acceptabilité de certains emballages. Fin 2021, une formation a été mise en place pour que les acheteurs disposent de l'information la plus large sur les différents

types d'emballage, et qu'ainsi en plus de savoir acheter, ils apprennent à choisir l'emballage voulu. Deux autres actions concrètes pour continuer à avancer en vue de réduire l'impact environnemental, l'empreinte carbone et faire face à l'urgence climatique : l'analyse des effets du PET sur différents aliments, la recherche de solutions pour la conservation des aliments qui ont des dates de péremption proches.

■ Xavier Desmaret – Grand Large Yatching Industriel – Directeur général

Production d'un bateau de course avec matériaux biosourcés - La Grande-Motte, Occitanie

Grand Large Yatching est un spécialiste mondial accompagnant les personnes qui souhaitent faire le tour du monde ; l'activité principale est la construction de bateaux.

Pour le navigateur Roland Jourdain, qui s'engage dans la Route du Rhum, édition 2022, l'entreprise a réalisé un catamaran de 18 m, construit en fibre de lin, alternative à la fibre de verre. Ce bateau a une superficie à peu près équivalente à celle d'un terrain de tennis. S'agissant d'un travail expérimental, seulement 50 % des fibres de verre ont été remplacées par du lin ; cela a conduit à cultiver du lin sur 1 hectare. Il a fallu repousser certaines limites et la bonne nouvelle, après tests pour vérifier notamment la résistance mécanique, ce bateau est opérationnel.

Ce travail innovant démontre l'engagement d'une équipe afin de limiter l'impact sur l'environnement. C'est aussi le résultat d'efforts collectifs. L'étude des mélanges fibres-résines plus respectueux de l'environnement avec des empreintes carbone meilleures a été faite en partenariat avec la région Occitanie. L'intérêt est

de remplacer une fibre industrielle par une fibre naturelle donc renouvelable ; c'est une amélioration par rapport à ce qui se fait aujourd'hui. Se pose cependant la question du recyclage du bateau en fin de vie, c'est-à-dire que devient ce mélange fibres-résines, le problème reste entier.

Lorsque le bateau aura fait ses preuves en condition de régate, il va être utilisé comme une plateforme low-tech et va permettre à Grand Large Yatching de mettre en œuvre des nouvelles solutions utilisées par ses navigateurs autour du monde. Le challenge de l'entreprise, c'est de continuer à innover tout azimut, de trouver les bonnes solutions, pour avoir un impact positif sur l'environnement. C'est une responsabilité collective. Outre l'expérimentation du lin, le travail sur des résines biosourcées, peu présentes aujourd'hui, se poursuit. Sur ce dernier point, un dialogue des fabricants de bateaux avec les producteurs mondiaux de résineux est recherché. L'entreprise travaille aussi sur des projets de bateaux électriques et de bateaux connectés.

■ Luis Cabedo Mas et José Gámez Pérez Université Jaume I de Castelló – PIMA

Développement et étude de la biodégradabilité en milieu marin de nouveaux matériaux plastiques renouvelables dans le cadre d'une économie biocirculaire - Communauté valencienne

Certaines applications de plastiques sont difficilement éliminables. Dans certains cas, les plastiques sont des matériaux essentiels et il importe aujourd'hui de chercher des alternatives plus durables avec des éléments atténués, tels des plastiques naturels faits à partir de molécules se trouvant dans la nature qui se reproduisent par micro-organismes à l'instar de la cellulose. Le groupe d'experts en polymères de l'Université mène un travail de recherche sur

les polyhydroxyalcanoates (PHA). Il s'agit de molécules avec des micro-organismes, donc des matériaux biodégradables, même dans la mer. Ils sont aussi compatibles dans le cycle de valorisation de la matière organique comme le recyclage, et à la différence des bioplastiques, la biodégradabilité se poursuit même à basse température. Ce produit présente des propriétés mécaniques de certains plastiques comme le polyéthylène téréphtalate (PET). Mais le

problème, c'est la fragilité de ces matériaux avec le temps. Le travail de recherche doit permettre de voir si ces matériaux peuvent faire l'objet d'utilisations immédiates, notamment dans l'industrie. Aussi, a été étudiée la manière de réduire leur fragilité en les mélangeant à des additifs et polymères. Cela a été concluant dans certains cas, par exemple pour l'emballage alimentaire.

Dans cette dynamique de recherche, la biodégradation de ces matériaux est une préoccupation et elle est analysée. Un travail est fait avec la société Cebimat de l'Université pour voir ce qui se passe quand ces matériaux sont biodégradés dans la mer. Une installation sous-

marine créée avec l'Institut de la mer de l'université catholique de Valence permet d'analyser des échantillons et de voir les évolutions en mer. Les premiers résultats ont permis de connaître la microbiologie, la technologie de biodégradation de ces matériaux. De plus, ont été trouvés des micro-organismes spécifiques pour obtenir un compostage marin et actuellement est à l'étude l'identification de nouvelles bactéries qui permettraient de synthétiser ce plastique de manière naturelle dans le milieu marin et s'assurer que ce plastique ne restera pas longtemps en mer, ne créera pas de microplastiques.

■ François Vessière et Thomas Petraut Société Fibre Excellence - Saint-Gaudens, Occitanie

Fabrication de masques à partir de matériaux biosourcés entièrement biodégradables - Saint-Gaudens, Occitanie

Au cœur de la crise sanitaire a été créé un consortium composé de l'entreprise adaptée DSI, située dans la périphérie de Toulouse, employant des salariés en situation de handicap, d'un papetier basé dans l'Ariège – la papeterie Léon Martin – et de Fibre Excellence, producteur de pâte à papier à Saint-Gaudens, cela avec le soutien du président du CESER Occitanie Jean-Louis Chauzy et ses vice-présidents, pour faire face à un double enjeu :

- l'accès à une indépendance dans la production de masques, produits d'usage du quotidien et d'urgence importés de Chine ;
- la nécessité de trouver des alternatives à ces masques en polypropylène posant des questions en termes environnemental.

L'objectif du consortium était donc de trouver des solutions techniques innovantes et économiques qui permettent en Occitanie la mise en place d'une production de masques sanitaires et de produits sanitaires au sens large, contribuant à la diminution de l'impact environnemental. Le projet régional de fabrication de masques

sanitaires repose sur le principe suivant : la cellulose produite par Fibre excellence est transformée en papier par Léon Martin puis en masques avec propriété bactéricide par DSI. La cellulose est au cœur des possibles alternatives aux plastiques ; elle a des propriétés en termes de recyclage et de biodégradabilité intéressants. À Fibre Excellence, ont été développées, au-delà de l'extraction de la pure cellulose, des possibilités pour remplacer certaines résines utilisées par les producteurs de plastique ; on arrive ainsi à extraire du bois d'autres dérivés, des sucres qui vont permettre in fine de faire les adjuvants qui peuvent être nécessaires pour donner ou la propriété barrière à l'eau, et/ou la propriété barrière à l'huile, aux bactéries. En France, en région, les forêts croissent. Au cœur de l'Occitanie, il y a de vraies possibilités grâce à la ressource forestière qu'il faut savoir mobiliser. On peut faire du prélèvement intelligent pour générer de nouveaux produits qui remplaceront le plastique et permettront d'avancer dans ce grand débat.

TRANSITION

VIDÉO DE PRÉSENTATION DES TROIS CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'EUROREGION PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

Jean-Louis Chauzy

Président du Conseil économique, social et environnemental régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (CESER)



Quelques mots sur le CESER Occitanie, nous sommes une assemblée consultative créée il y a 50 ans par la loi, et

regroupant aujourd'hui 170 membres, plus de 80 organisations, tous les grands acteurs économiques, sociaux, et associatifs (ONG, enseignement supérieur, recherche, environnement).

Nous avons des avis obligatoires sur le budget de la Région et sur tous les schémas régionaux, sans lesquels la Région ne peut pas délibérer.

Nous avons surtout un grand pouvoir d'initiative et de proposition à la Région comme à l'État.

Le petit plus, c'est ce que nous faisons en ce moment, en préparant une grande conférence pour créer l'Arc des Conseils Économiques et Sociaux de la Méditerranée, de l'Andalousie, à la Corse, parce que le changement climatique impacte beaucoup la Méditerranée.

Nous avons passé un été épouvantable : aggravation de la chaleur, sécheresse, manque d'eau, incendies, la Méditerranée à 28°. Tout cela nous oblige à agir ensemble.

C'est ce que nous allons faire dans un très grand colloque le 29 septembre 2022.

Rafel Ballester Salvà

Président du Conseil économique et social des Îles Baléares (CESIB)



Bonjour, Le CES est un organisme de participation, d'étude, de délibération, de conseil et de propositions en

matière économique, sociale et environnementale des Îles Baléares, selon le statut autonome de la communauté.

Nous représentons la société civile organisée des Îles Baléares. Actuellement, outre les avis sur les normes sociales, économiques, de travail et environnementales, nous réalisons une étude sur un indicateur synthétique d'impacts sur l'environnement dans les Îles Baléares. Mais aussi des études sur la pauvreté, la viabilité d'un revenu universel inconditionnel, une étude sur de nouveaux diplômés à l'Université publique des Îles Baléares et le rapport annuel du CES sur l'économie, le travail et la société des Îles Baléares, et le suivi de l'avis 20-30 dans les Îles.

Toni Mora Núñez

Président du Conseil du travail, économique et social de Catalogne (CTESC)



Bonjour de Catalogne, Le Conseil du Travail, Économique et Social est l'organe de conseil du gouvernement de la Generalitat. Nous émettons des avis, réalisons des études, et cette mise en commun des volontés - la création d'un Arc méditerranéen - nous intéresse particulièrement, où les Conseils Économiques et

Sociaux des Îles Baléares, d'Occitanie et de Catalogne et d'autres régions peuvent participer. Nous aurons une vision globale, une réflexion commune sur les besoins du bien-être des citoyens dans tous les territoires. Pour nous, cette conférence à Montpellier, traitant principalement de la pollution par les plastiques en Méditerranée est un élément essentiel de travail, mais aussi le début de relations encore plus fortes avec les Conseils Économiques et Sociaux et avec d'autres souhaitant s'y joindre. Alors, allons-y, et bon travail.

Matin – 2^e partie

TABLE RONDE 2 RÉUTILISER - VERS UN MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?

Animatrice : Christine Bouillot, journaliste

Intervenants :

- Joan Miquel Matas Rosselló, Directeur – Cluster de l'industrie chimique des Îles Baléares (ES)
- Daniela Brunsó Welker, Responsable de la Gestion de Produits, BASF Española SL (ES)
- Anne Leila Meisterzheim, Plastic@Sea – Banyuls, Occitanie (FR)
- Lucie Courtial, Secrétaire exécutive, BeMed | Beyond Plastic Med – Monaco

PITCH TEMPS 2 RÉUTILISER - VERS UN MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?

Intervenants :

- Martine Marragou, Présidente - Emmaüs Montpellier et Hervé Diome, Directeur adjoint - Occitanie (FR)
- Andrea Ruzo García, Directrice de la Fondation Ecoalf – Upcycling the Oceans (ES)
- Théo Desprez – Fil & Fab, entreprise de régénération des filets de pêche usagés, Brest -Bretagne (FR)
- Erica García Núñez, Coordinatrice du Service de Durabilité, Garden Hostels (ES)
- Lucas Debièvre - APER – Occitanie (FR)

NB : Rosa María Martínez Espinosa, Professeure de biochimie et de biologie moléculaire – Institut Multidisciplinaire pour l'étude de l'Environnement de l'Université d'Alicante (ES), devant présenter le projet " Appl Biochem, Haloarchaea (micro-organismes extrémophiles) comme usines cellulaires pour la production de bioplastiques ; Communauté valencienne », présente en visioconférence, a rencontré des difficultés de connexion et n'a pu intervenir au final.

Lors de la table ronde, les intervenants ont présenté leurs actions relatives à l'utilisation de produits recyclés / à la transformation de déchets afin de ne pas avoir à utiliser des matières plastiques nouvelles. Le pitch qui a suivi a également permis de mettre en exergue des actions de recyclage des déchets, entrant dans le cadre d'une économie circulaire.

Vous trouverez ci-après le résumé des interventions.

L'intégralité des travaux du matin en vidéo :

<https://cloud.ceser-occitanie.fr/index.php/s/3prNyY8G7ijZc45>

TABLE RONDE 2 RÉUTILISER : VERS UN MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?



■ Joan Miquel Matas Rosselló Directeur – Cluster de l'industrie chimique des Îles Baléares

Réutilisation de contenants plastiques - Îles Baléares

Le cluster travaille notamment sur le sujet des contenants utilisés dans les hôtels, produits d'hygiène et détergents. La Loi sur les déchets dans les Baléares responsabilise les acteurs économiques. La fréquentation touristique des Baléares rend l'industrie hôtelière responsable de 10 000 tonnes de polyéthylène de haute densité chaque année. Sur un échantillon représentatif de 13 entreprises, le traitement des contenants qu'ils soient de grand ou de petit format a permis d'en récupérer ou de réutiliser une grande majorité. Seuls 10 % sont sortis du circuit sans contrôle. L'objectif cible au départ de réutiliser 2 500

tonnes de plastique cette année, sera largement dépassé.

Au-delà de la réponse à la Loi des Baléares, l'objectif était aussi de créer une filière d'économie circulaire locale (KM0). Malgré l'absence d'incitations pour développer cette démarche, les hôtels ont investi dans des systèmes permettant de doser précisément les quantités de produits utilisés. Ces systèmes de doseurs pourraient être généralisés vers l'alimentation afin de diminuer dans ce secteur également la multiplication des emballages.

■ Daniela Brunsó Welker Responsable de la Gestion de Produits, BASF Española SL

« Économie circulaire : dissocier la croissance de la consommation de ressources » - Utilisation de produits recyclés à partir de résidus plastiques - Catalogne

BASF est implantée dans 90 pays, avec 6 unités de productions connectées entre elles. Il y a une valorisation des synergies entre entreprises, autour de la durabilité des processus industriels (2 milliards € de R&D par an). La chimie est à la base de nos métiers pour un futur durable. BASF

souhaite doubler d'ici 2030 les volumes produits dans une logique d'économie circulaire et donc d'utiliser moins de matières premières non recyclables. La biomasse et les matériaux recyclés (pneus, plastiques) sont à la base de cette ambition.

Le projet ChemCycling consiste à transformer des résidus de plastique qui ne peuvent pas être réutilisés en matière première vierge, permettant de créer de nouveaux produits, et donc de ne pas utiliser de matières fossiles. Il s'agit au final de créer une chaîne de valeur associant consommateurs, industriels... dans une logique d'économie circulaire. Ce projet a permis par

exemple de produire des boîtes isolantes, des emballages alimentaires ou encore des pièces automobiles.

Ce projet est complémentaire à une démarche de recyclage mécanique qui est déjà mis en œuvre par diverses entreprises, mais la science et la chimie sont indispensables pour trouver des solutions pérennes.

■ Anne Leila Meisterzheim

Plastic@Sea

Solutions innovantes pour tester la biodégradabilité des plastiques dans l'environnement - Banyuls, Occitanie

Projet sorti du laboratoire de Banyuls, la société vise à aider à la prise de décision pour les industriels. Il faut d'abord réduire les usages, et les emballages sont là particulièrement concernés. Le plastique était à l'origine une matière qui devait durer dans le temps. Or la plupart des plastiques retrouvés en mer sont des plastiques à usage unique : emballages... Ceux-là doivent être rapidement remplacés par des produits biodégradables. Pour les autres, aptes à remplir

plusieurs usages, il faut mieux évaluer leur état au fur et à mesure des utilisations. Plastic@sea vise à mesurer l'impact environnemental au long terme de ces plastiques. Les produits doivent être à terme soit biodégradables, soit recyclables. Plastic@sea travaille à l'évaluation de l'évolution des plastiques dans le temps et aux impacts environnementaux à chaque phase. En termes de réutilisation, la réparation des objets, la consigne constituent des pistes à remettre en activité.

■ Lucie Courtial

Secrétaire exécutive, BeMed | Beyond Plastic Med - Monaco

Présentation du projet de l'association Mare Vivu - Corse

L'association BEMED, basée à Monaco, a pour principal axe d'activité le soutien aux projets pour réduire la pollution en Méditerranée.

L'association Mare Vivu a travaillé en Corse sur la création d'objets à partir de plastiques récupérés en mer et avec des machines low tech. Ce projet a permis de se rendre compte que la production d'objets à partir de déchets n'est pas la solution la plus durable et que le travail en amont doit être privilégié.

BEMED a également créé un collège d'entreprises associant des chercheurs, ONG...

L'économie circulaire est au cœur de ces discussions, et notamment l'écoconception et le travail sur l'impact global des actions. Il s'agit qu'il n'y ait pas un transfert d'impact qui aboutisse finalement à un impact globalement plus important que la situation d'origine. La durée de vie globale des produits doit notamment être évaluée dans ce cadre. L'étude de l'impact environnemental global doit permettre de s'assurer du caractère positif de l'action.

PITCH TEMPS 2 RÉUTILISER : VERS UN MONDE DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?



■ Martine Marragou Présidente - Emmaüs Montpellier, Occitanie Et Hervé Diome, Directeur adjoint

Le monde nouveau chez Emmaüs est un monde ancien puisque le recyclage est mis en place depuis 70 ans à l'initiative de l'Abbé Pierre. Les notions d'environnement, d'écologie étaient étrangères au fondateur d'Emmaüs, toutefois il a su recréer cette économie circulaire, non pas d'une manière écologique, mais pour permettre à des femmes et à des hommes de se réinsérer dans la vie de tous les jours. C'est donc un modèle économique basé sur le réemploi et l'insertion sociale ; cela permet de faire vivre sur la communauté de Montpellier plus de 100 compagnons en autosuffisance complète, Emmaüs ne disposant d'aucune subvention pour son fonctionnement.

Particuliers et entreprises peuvent donner à Emmaüs tout matériel dont ils n'ont plus besoin mais qui peut encore servir. Les objets sont collectés, triés, réutilisés, revendus ou cédés. Des ateliers de réparation (appareils électroménagers, informatiques) sont également mis en place pour lutter contre l'obsolescence programmée et réinjecter ces objets dans le circuit. Par ailleurs, l'arrivée depuis quelques années des éco-organismes permet à Emmaüs de gérer plus écologiquement les objets qui ne pourront être réemployés.

Grâce à tout cela, les compagnons femmes et hommes se forment, apprennent un travail.

■ Andrea Ruzo García Directrice de la Fondation Ecoalf – Upcycling the Oceans

Donner une seconde vie aux déchets marins - Catalogne

La fondation Ecoalf est née en 2015 avec pour objectif de promouvoir l'économie circulaire. Le projet « Upcycling the Ocean » consiste à ramasser des déchets en mer, notamment avec l'aide des pêcheurs qui en récupèrent dans leurs filets. Ces déchets sont alors récupérés et

transformés en matériaux de première nécessité. Débuté dans 3 ports, ce projet s'est aujourd'hui étendu à 64 ports dans 4 pays (Espagne, Grèce, France, Italie). À ce jour, plus de 1 100 tonnes de déchets plastiques ont été enlevés de la Méditerranée.

■ Théo Desprez

Fil & Fab, entreprise de régénération des filets de pêche usagés, Brest – Bretagne (et Sabine Meneut de Click Dive à Marseille)

Accompagnement à la structuration et à la mise en place d'une filière de collecte et de valorisation des filets de pêche en Occitanie

L'entreprise Fil & Fab, basée à Brest, est une filière de revalorisation de filets de pêche usagés en nouvelles matières premières. Avec la société Click Dive localisée à Marseille, Fil & Fab accompagne à l'échelle de toute l'Occitanie un projet de récupération des filets de pêche usagés et de mise en œuvre d'une filière de valorisation de ces filets. C'est une première en France : une région entière est mobilisée pour créer sa filière régionale.

Un diagnostic a tout d'abord été établi en lien avec les pêcheurs de tous les ports de pêche de l'Occitanie, qui a permis d'évaluer la quantité de filets de pêche usagés à traiter et de connaître les besoins en installations pour stocker ces filets de pêche. Puis actuellement, est étudié le modèle économique pour mettre en application les principes de collecte et de valorisation des filets de pêche usagés (en passant par le stockage, l'acheminement vers l'entreprise de valorisation en Bretagne), avec tous les acteurs : Parc naturel marin du Golfe du Lion, CEPRALMAR, Région, pêcheurs, collectivités, gestionnaires de ports, structures de réinsertion...

En 2023, devrait être créée au niveau du Parc naturel marin du Golfe du Lion une recyclerie pour les filets de pêche, à destination des pêcheurs et des gestionnaires de ports. Il est également examiné la possibilité de positionner à Narbonne le gisement global de filets de pêche usagés de la région.

L'activité de Fil & Fab consiste à transformer la matière des filets de pêche usagés en granulés de plastique recyclé. Puis à partir de ces granulés, les clients de la société fabriquent les produits qu'ils souhaitent. C'est ainsi que le plastique des filets de pêche a déjà permis par ailleurs de produire des montures de lunettes (marque « Armor Lux », ...), des couteaux, etc.

Fil & Fab débute une autre expérimentation en région concernant la valorisation de chaluts pélagiques (projet à Port-la-Nouvelle) : essais de broyage, de revalorisation en granulés ont été menés, afin qu'en 2023-2024 puisse être envisagée la mise en place d'une filière de valorisation de ces chaluts.

■ Erica García Núñez

Coordnatrice du Service de Durabilité, Garden Hostels

Économie circulaire et achats raisonnés ; Îles Baléares

La chaîne d'hôtels familiale Garden Hostels qui comporte 11 établissements, souhaite s'engager dans le développement durable. En 2021, c'est la première chaîne hôtelière à bénéficier d'une reconnaissance en termes d'économie circulaire qui est une valeur forte pour l'entreprise. C'est un objectif stratégique ancien et très concret qui se

traduit par exemple par du compostage de résidus alimentaires, et la réduction de l'usage des plastiques à usage unique. Garden Hostels développe une dynamique d'économie circulaire en essayant de fortement diminuer l'usage de plastiques.

■ Lucas Debièvre

APER

APER, Éco-organisme en charge de la déconstruction des bateaux de plaisance en Occitanie ; Occitanie

L'APER (Association pour la plaisance éco-responsable) est un éco-organisme créé par la Fédération des Industries Nautiques (FIN), et agréé par le Ministère de la transition écologique

et solidaire. L'objectif est la déconstruction de bateaux de plaisance en fin de vie sur l'ensemble du territoire français (Métropole et Outre-mer). La déconstruction est gratuite pour tout type de

détenteur (particuliers, professionnels du nautisme, collectivités, gestionnaires de ports...). L'APER est financée par une éco-contribution provenant des constructeurs de bateaux de plaisance et des importateurs de bateaux ainsi que d'une dotation provenant de la fiscalité plaisance. L'APER a un contrat de prestations de service avec 26 centres de traitement en France qui sont des professionnels du monde du déchet qui réceptionnent les bateaux, les dépolluent, les déconstruisent et valorisent les différents matériaux ; l'APER, c'est 100 entreprises adhérentes et environ 5 600 bateaux déconstruits en 3 ans d'existence (2019-2022). Les adhérents

confient à l'APER la déconstruction des bateaux en fin de vie, en contrepartie du versement d'une éco-contribution sur la base de leurs ventes annuelles. Il y a trois grandes familles de déchets : les métaux (pas de problème de recyclage), le bois (selon la quantité, il est soit valorisé en matière, soit en production énergétique (CSR - Combustible solide de récupération), et la fibre de verre (70 % du tonnage récupéré annuellement, dont 60 % sont valorisés énergétiquement (CSR), le reste part en enfouissement). L'APER cherche des solutions pour mieux recycler la fibre de verre et les matériaux plastiques.

Après-midi

Transition

VIDÉO DE PRÉSENTATION DU CLUSTER MARITIME-MARIN D'ANDALOUSIE

Javier Noriega

Président du cluster maritime-marin d'Andalousie

Bonjour.

Je m'appelle Javier Noriega et je suis le président du cluster maritime andalou. C'est un privilège pour moi de pouvoir vous dire comment, au quotidien, de nombreuses entreprises du cluster, lorsqu'elles vont travailler en mer, sont très heureuses d'en faire partie, sont responsables de l'environnement qui les entoure, pour de nombreuses raisons, mais principalement par conviction.

Il s'agit d'entreprises technologiques, pour 95 % des entreprises, liées au monde de la connaissance, de la recherche et de la protection de la nature de l'environnement marin, étroitement liées à la protection et à l'utilisation des ressources naturelles, à la protection et à la responsabilité écologique, ce qui signifie travailler en toute sécurité et, surtout, protéger l'environnement marin.

Nous avons des entreprises comme ECONcrete, un exemple de construction durable, dont les choix d'ingénierie rendront, à l'avenir, nos ports plus écologiques. Il s'agit d'une question clé pour le port de construire ses digues, ses défenses, ses protections marines, en utilisant un béton qui est compatible avec l'environnement marin et qui contribue, dans ce cas, à un meilleur développement de l'écosystème et à des eaux plus propres, étant donné qu'il dispose d'un brevet international qui consiste en une patine à travers laquelle la flore et la faune agissent comme des filtres et facilitent la vie dans l'environnement portuaire. Il est donc une essence fondamentale pour le port régional.

Depuis 2003, nous comptons également des entreprises qui développent des solutions intelligentes, efficaces et vertes pour les infrastructures, les bâtiments et la construction navale, qui font appel à l'économie circulaire, en utilisant des déchets provenant d'autres secteurs

(microplastiques et autres matériaux) pour créer et construire des pièces pour nos navires.

Microambiental est une entreprise dirigée par une femme de Malaga qui, dès le début, a été très claire sur l'importance de la gestion de l'eau et, surtout, de l'analyse de l'eau pour sa propreté et sa pureté. Le microambiental travaille, fondamentalement, pour que nous puissions garantir que les eaux de baignade soient propres et, surtout, exemptes de microplastiques et d'autres contaminants pouvant entraver la consommation humaine, avec les garanties nécessaires. C'est pourquoi Microambiental, du Parc Technologique d'Andalousie, s'occupe de cette question depuis 25 ans.

Nous avons également une entreprise pionnière, récemment associée au cluster maritime andalou, qui utilise des drones pour contrôler et surveiller la surface de l'eau afin d'éviter la contamination et de détecter les microplastiques et autres polluants dans le milieu marin.

Nerea Arqueología, spécialisée dans les sites archéologiques sous-marins, lorsqu'elle travaille sur une épave spécifique dans le cadre de son travail de documentation scientifique, ses archéologues se chargent de collecter les restes tels que les boîtes de conserve, les plastiques et autres dans un filet pour les ramener à la surface afin qu'ils puissent être recyclés à terre grâce à des systèmes appropriés.

Enfin, je ne voudrais pas oublier la chaire de sciences côtières de la Costa del Sol. Dans le cluster maritime andalou, nous avons des alliances stratégiques et l'une d'entre elles consiste à mieux comprendre l'environnement marin. Il existe plusieurs programmes visant à protéger le littoral des microplastiques et d'autres pollutions telles que celles causées par les lingettes de bain, dont le suivi, tant par la chaire susmentionnée que par l'Aula del Mar, est essentiel pour contrôler la

pression que les grandes villes côtières développent sur le milieu marin.

Il s'agit d'entreprises responsables, à vocation professionnelle, qui veulent une mer propre et qui, dans leur travail quotidien, mettent tout en œuvre pour nous offrir un avenir meilleur, basé

sur le respect de la faune et de la flore de la mer d'Alboran, de la Méditerranée et de l'Atlantique, dans la perspective d'un développement durable et d'un avenir viable.

VIDÉO DU CES DE MURCIE SUR LES PLASTIQUES : BONNES PRATIQUES ET SENSIBILISATION DANS LA RÉGION DE MURCIE

Le Conseil économique et social de Murcie a contribué à la vidéo présentée sur les plastiques : bonnes pratiques et sensibilisation dans la Région de Murcie.

Cette vidéo montre le problème des plastiques dans la pollution de l'environnement naturel, en soulignant que quatre déchets plastiques sur cinq qui finissent dans les zones naturelles protégées de la région proviennent de ses villes, ainsi que le développement d'une série de projets pionniers visant à lutter contre l'impact de la mauvaise utilisation du plastique.

Antonio Luengo Zapata, responsable du ministère régional de l'environnement, a souligné l'objectif du gouvernement régional de faire en sorte qu'il n'y ait pas un seul plastique dans la nature, pour lequel il met en œuvre des mesures basées sur la sensibilisation, la formation et la recherche.

Ensuite, plusieurs spécialistes de différents domaines parlent de leur implication pour apporter des solutions à ce problème dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'économie circulaire. Aixa Morata, biologiste et responsable du projet Libera à l'ANSE (*Association de naturalistes du sud-est*), décrit ses activités qui consistent essentiellement à nettoyer, enlever et caractériser les déchets pour en déterminer

l'origine sur les plages, les oueds et les rivières, et pour lesquelles ils comptent principalement sur des volontaires. José Luis Serrano Martínez, coordinateur de l'Unité de culture scientifique et technologique de l'UPCT (*Université polytechnique de Carthagène*), développe des projets basés sur des actions de sensibilisation, telles que des conférences dans des centres éducatifs et des sorties sur les plages pour ramasser les déchets, qui sont également réalisées de manière standardisée pour être utilisées dans la recherche. Javier Bayo Bernal, professeur à l'UPCT, raconte l'implication de cette université publique dans l'analyse des microplastiques dans divers substrats, son intégration au Réseau thématique national des micro et nanoplastiques et, en corollaire, la réalité de la découverte de microplastiques partout où on les cherche. Exemple d'économie circulaire pour une gestion propre, Salvador Navarro Navarro, coordinateur R&D de l'entreprise Green World Compounding, utilise le recyclage des déchets plastiques agricoles, tels que les serres, le paillis, les rubans d'irrigation ou les caisses de fruits, pour la production de granulés de plastique recyclé.

La vidéo se termine par le message suivant : mettre fin au problème du plastique est l'affaire de toutes et tous.

TRAVAUX

Après-midi – 1^{re} partie

TABLE RONDE 3 : RÉPARER *COMMENT RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS ?*

Animateur : Yanick Philipponnat, journaliste

Intervenants :

- **Jorge Terrados Muñoz**, Chercheur - IMEDEA, Institut Méditerranéen d'études avancées (ES)
- **Mario Vizcarro Gianni** - Association Pescaneta (ES)
- **Pauline Constantin** - Institut marin du Seaquarium (FR)
- **Omar Kcharem** - Kerkennah Plastique – Entreprise de collecte (TUN)

PITCH TEMPS 3 : RÉPARER *COMMENT RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS ?*

Intervenants :

- **Salud Deudero Company**, Professeure de recherche - Centre océanographique des Îles Baléares (ES)
- **Wolfgang Ludwig** - Centre de formation et de recherche sur les environnements méditerranéens (CEFREM) - Université de Perpignan, Occitanie (FR)
- **Isabelle Poitou** - Association MerTerre (FR)
- **Didier Bardy** - Rescue Ocean - Montpellier, Occitanie (FR)

Au sein de la table ronde, les intervenants ont présenté à tour de rôle les actions permettant de réparer les dommages causés (nettoyage des herbiers de posidonie, restauration écologique des milieux dégradés...); table ronde suivie d'un pitch solutions.

TABLE RONDE 4 **ROMPRE : COMMENT RENONCER POUR ACCÉLÉRER ?**

Intervenants :

- **Francis Vallat**, Ex-Président du 7^e continent et de SOS Méditerranée et Président d'honneur de l'Institut Français de la Mer
- **François-Michel Lambert**, Président de l'Institut national de l'économie circulaire
- **Carlos Álvarez**, Vice-Président du Club de Rome

Vous trouverez ci-après le résumé des interventions.

L'intégralité des travaux de l'après-midi en vidéo :
<https://cloud.ceser-occitanie.fr/index.php/s/aZT9fJTg4xnXJjo>

TABLE RONDE 3 : RÉPARER COMMENT RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS ?



■ Jorge Terrados Muñoz Chercheur - IMEDEA, Institut Méditerranéen d'études avancées

Régénération d'herbiers de posidonies ; Îles Baléares

L'exposé ne concerne pas le sujet des plastiques mais l'une des manières de réparer la mer, avec l'importance de la *posidonia oceanica* (*posidonie*) qui est une espèce végétale endémique de la Méditerranée, et donc n'est présente qu'en Méditerranée. La *posidonie* se caractérise par des prairies étendues jusqu'à une profondeur de 50 m et peut représenter jusqu'à 1/4 de la surface. Elle joue plusieurs rôles environnementaux : elle absorbe le carbone, propose un habitat à de nombreux organismes, joue sur la transparence

de l'eau. Enfin, elle tient un rôle d'indicateur de la bonne qualité de l'eau. Son développement est très lent et sa floraison pas toujours régulière. Ces différentes fonctions sont reconnues par la Commission européenne. Ainsi son extension, voire sa régénération, est fragile. Les pollutions urbaine et industrielle, la pisciculture, les développements côtiers...provoquent des dommages dans les prairies. Des projets de replantation sont en cours comme à Majorque, pour régénérer les prairies.

■ Mario Vizcarro Gianni Association Pescaneta

Pêcheurs qui contribuent au nettoyage de la mer en récupérant les déchets dans leurs filets – Catalogne

Pescaneta (*pêcher propre*) est à l'origine un besoin qui vient des pêcheurs qui ont constaté que leurs zones de pêches étaient souillées par des déchets et que si rien n'était entrepris, les déchets resteraient. À partir de l'année 2000, les différentes associations catalanes de pêcheurs et de zones géographiques voisines se sont regroupées dans l'association Pescaneta, et les différents types de pêches sont présents. Désormais, elles en regroupent 31, et forment une

sorte de confrérie. Près de 220 bateaux sont ainsi utilisés pour collecter les déchets marins, et sont déchargés dans les ports. Les motivations sont environnementales et économiques, mais aussi communicationnelles : les pêcheurs expliquent ce qui se trouve en mer et présentent leurs actions qui visent à dépolluer. 40 % des déchets collectés sont des plastiques. Plus globalement, tous les types de déchets se retrouvent dans la mer.

■ Pauline Constantin Institut marin du Seaquarium

Actions de sensibilisation et de nettoyage des plages ; Grau du Roi, Occitanie

En 30 ans, en France, la production de déchets à progresser de 60 %, et près d'1/4 de ceux-ci se retrouvent dans les milieux naturels et notamment en mer, avec des déchets visibles mais aussi des microplastiques et nanoplastiques. Toutes les actions qui sont actuellement entreprises pour réparer ou dépolluer sont avant tout destinées aux hommes, car la mer a une fonction nourricière, contribue à l'économie locale, au tourisme, à la santé, aux énergies renouvelables...

Dans ce cadre-là, le Seaquarium a comme mission de favoriser le partage de connaissances et des enjeux de la mer auprès du grand public. La

mission de sensibilisation joue aussi sur le côté émotionnel du public car le message est mieux perçu quand le public est touché. Le Seaquarium agit aussi sur le territoire. Il développe des projets avec les acteurs locaux (associations, professionnels et élus), comme le projet « ReSeaclons » avec les pêcheurs du Grau-du-Roi. L'enjeu est d'impliquer des acteurs locaux de la société civile pour améliorer la situation, en particulier les citoyens, et de les accompagner en proposant et en encadrant des actions et surtout de soutenir la mobilisation pour améliorer la situation environnementale.

■ Omar Kcharem Kerkennah Plastique – Entreprise de collecte

Exportation et valorisation des plastiques marins en zone naturelle - Îles Kerkennah, Tunisie

Entreprise créée en 2014 qui travaille dans le domaine de la collecte, du tri et du recyclage de déchets, et se situe dans l'archipel des îles Kerkennah, à 20 kms des côtes tunisiennes. Elle s'est spécialisée dans le traitement des déchets plastiques jusqu'à leur valorisation. Au-delà de cette mission, elle intervient auprès de la population, en particulier des professionnels et des scolaires à travers des actions de sensibilisation. En Tunisie, l'agence nationale de gestion des déchets (ANGED) estimait en 2022 la production de déchets à 2,2 millions de tonnes, dont 9 % de plastiques. L'une des solutions passe par la collecte, le tri et le recyclage. La stratégie de

l'entreprise s'insère dans la stratégie « Kerkennah plastique free » instaurée par le CIHEAM (*Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes*) de Montpellier, à travers le projet DEVLOK (*Plan local de développement des îles Kerkennah*), financé par la Délégation de l'Union européenne en Tunisie et en partenariat avec WWF (*Fonds mondial pour la nature*). Cette stratégie vise à la réduction des plastiques dans l'archipel. L'un des résultats obtenus a été la multiplication par 9 de la collecte des déchets plastiques avec près de 10 tonnes en 2020, et l'installation de 16 entreprises de collecte.

DÉBAT ET ÉCHANGES AVEC LA SALLE

Suite aux interventions, un débat s'est tenu, suivi d'observations de participants. Vous trouverez ci-dessous le résumé des questions et réponses.

L'animateur : Il y a des projets qui se développent au Grau-du-Roi dans le sud de la France, en Tunisie, il y a aussi une mobilisation européenne, cela traduit quoi selon vous ?



Mario Vizcarro Gianni :

Ces projets répondent à une réalité. Malheureusement, nous avons endommagé notre environnement et nous essayons de le réparer. Ces projets menés par chacun à son niveau ont pour objectif de faire en sorte que les prochaines générations ne rencontrent plus ces problèmes. L'action de nettoyage de la mer par les associations de pêcheurs (petites entreprises familiales) représente un travail supplémentaire

pour ces pêcheurs, au-delà de la pêche. Il y a aussi cette volonté de dire que les choses doivent s'améliorer, en réduisant d'abord la production, la consommation de plastique et il faut faire en sorte qu'il y ait une vraie prise de conscience de tous, car tout ce que l'on jette arrive en mer. Dans le Delta de l'Ebre, en France ou en Tunisie, on partage cette Mare Nostrum.

Pauline Constantin :

L'Institut marin du Seaquarium a eu connaissance du travail fait en Tunisie grâce à une coopération Interreg entre les territoires du GALPA Pyrénées Méditerranée (*Groupe d'action locale pêche aquaculture*) et la Tunisie ; expérience inédite où les pêcheurs se posaient aussi des questions sur les crabes bleus, espèces invasives, et les plastiques qu'ils retrouvaient dans leurs outils de pêche. Le projet DEVLOK (*Plan local de développement des îles Kerkennah*) était présent pour faire impulser ce mouvement. Il y a donc un réel élan, une mobilisation du plus grand nombre, c'est encourageant.

Cependant, force est de constater qu'il y a des programmes de recherche ou d'actions similaires un peu partout. Il n'y a sans doute pas assez d'échanges entre acteurs, peut-être faute de temps suffisant pour faire les retours d'expériences et des investissements. Cette faiblesse de la collaboration a pu être décrite lors de la première table ronde du matin, concernant la caractérisation des déchets où il y a des méthodes différentes d'un pays à un autre. Par conséquent, il faudrait davantage dialoguer ensemble, mieux collaborer... mais ce qui est sûr, on a tous envie d'agir à l'échelle de la Méditerranée.

L'animateur : On évoque les pêcheurs, mais la sensibilisation à la pollution plastique touche-t-elle toutes les catégories socio-professionnelles ou y-a-t-il encore un travail de communication à faire pour expliquer les origines et les conséquences de cette pollution ?

Pauline Constantin :

Aujourd'hui, comme pour le changement climatique, en la matière, la prise de conscience des populations existe. Mais pour le passage à l'action, le changement des comportements/les bons comportements à adopter par tous, le challenge est loin d'être atteint... du producteur au citoyen, cette évolution nécessaire doit se faire dans le même temps et de manière globale.

Les mauvais gestes et comportements perdurent : encore de nombreux mégots de cigarettes, de déchets jetés à terre. Peut-être que l'explication

des conséquences de ces actes n'est pas suffisante. Le fait d'évoquer les effets de cette pollution sur les animaux marins ne touche pas certains individus. Il faudrait sans doute évoquer les conséquences sur la santé humaine pour que chacun se sente concerné. Le message porté de nos jours, basé sur l'émotionnel du public vis-à-vis des répercussions de la pollution sur la nature, n'est peut-être donc pas assez fort, il faudrait changer de cap.

L'animateur : Réparer, agir en priorité avec une urgence toujours plus prégnante, est-ce que ça parle aux gens ?

Mario Vizcarro Gianni :

On constate ce qui se passe et les nouvelles générations ont une prise de conscience bien plus importante que nos générations. Quand on fait des expositions, quand notre action est expliquée, lorsque l'on montre les déchets récupérés en mer, la réaction des jeunes écoliers laisse penser qu'ils ont réellement pris conscience du phénomène et

ce de manière importante. Mais il faudra aller au-delà, parler au gouvernement. Par exemple, prendre une mesure comme l'augmentation conséquente du prix d'une bouteille d'eau en plastique, qui pourrait passer pour exemple de 1 € à 10 €, cela suscitera peut-être une réaction. Aujourd'hui, on ne peut plus continuer ainsi.

Jorge Terrados Muñoz :

Ce message de réparation est un message fort. Ça dit que nous pouvons faire quelque chose, mais c'est un travail ardu, à long terme. Il est possible que cela ne se solde pas par une réussite. Il y a 30 ans, les connaissances sur la posidonie, l'importance de la récupération étaient moindres. Maintenant, il y a plus de connaissances acquises sur la posidonie et les gens, les entreprises, les fondations veulent contribuer à la replantation de la posidonie. Ces messages positifs sont très intéressants. En général, dans le domaine de

l'environnement, les messages sont négatifs « il faut abandonner, il n'y a pas de solution... ». Quand un message positif est délivré, les soutiens viennent tout de suite, les gens veulent collaborer, s'impliquer. Mais il faut aussi être réaliste, concernant la posidonie, même si la restauration fonctionne, c'est un processus à long terme, le succès n'est pas certain. Les messages doivent cependant rester positifs pour impliquer l'ensemble de la société.

Trois observations et/ou questions faites par des participants en salle :

La visite du Seaquarium du Grau-du-Roi permet de voir des bassins remplis de déchets recréés, avec des animaux, cela interpelle, frappe les esprits, et c'est intéressant.

Pauline Constantin précise que sous l'impulsion de Monaco, dans le cadre d'une approche d'alerte et de sensibilisation sur le phénomène de pollution des mers, beaucoup d'aquariums du monde entier se sont mobilisés en 2015. Au départ, pour le Seaquarium, il s'agissait de

communiquer sur les poissons méditerranéens, auprès des locaux ; puis, il a été question de sensibiliser sur la pollution plastique en mer. Dans le bassin, il y a un seul poulpe, pas de vrais déchets mais des imitations de déchets en résine. Depuis juin 2022, il y a un espace muséographique de 350 m² dédié à la pollution « Invasion Plastique », créé par un artiste graphiste montpelliérain qui a un univers très coloré, pour aborder cette question très difficile. Beaucoup de visiteurs

remercient pour cette initiative, pour le message délivré qui est ainsi répété avec force.

Concernant la posidonie, il est demandé si la replantation est faite dans une zone de plante morte où la posidonie existait auparavant, si l'impact est contrôlé, et si l'action réussit.

Jorge Terrados Muñoz indique que la restauration est faite dans une zone où la posidonie existait préalablement à sa disparition, c'est un principe de base. La restauration ne peut se faire si les causes de perturbation n'ont pas été éliminées. Aussi, toute zone concernée est balisée pour que les embarcations n'approchent pas la zone et pour délimiter les zones de baignade. Ces indications sont respectées.

Il n'est pas demandé de créer des prairies de posidonie là où il n'y en a pas eu dans le passé, car

Un complément d'information est apporté concernant le travail mené dans les îles Kerkennah depuis 5 ans. Pour précision, le projet Terricoop est un programme de coopération entre territoires ruraux du nord et du sud de la Méditerranée. Les acteurs des territoires occitans et du territoire de Kerkennah ont été réunis autour de thématiques communes qu'ils ont eux-mêmes identifiées, parmi lesquelles la gestion de la pollution plastique en mer. Grâce à ce projet, des experts de la région Occitanie ont été mobilisés (ReSeaclons, Institut marin du Seaquarium) pour apporter des solutions aux acteurs des îles Kerkennah sur la pollution plastique.

tout le fond marin de la Méditerranée n'est pas couvert par la posidonie de manière naturelle. Il y a des processus qui empêchent une couverture de 100 % du fond marin. Mais la restauration de la posidonie est facile : une prairie qui a été à un endroit très longtemps est capable de créer un substrat propre appelé « matre » (mélange de rhizomes, racines et sédiments). On peut voir ce qui a posé problème et ce substrat invite à recréer, c'est mieux que le sable.

Ainsi en termes de valorisation, grâce à cet apport d'expériences, les entreprises de Kerkennah ont bénéficié d'un contrat avec l'entreprise espagnole Sequal Initiative et vont pouvoir exporter le plastique ramassé par les petits collecteurs, les broyeurs des îles Kerkennah pour donner une seconde vie à ce plastique en Europe, pour en faire d'autres produits et sous-produits. Et l'originalité du projet réside dans le fait que les acteurs des îles Kerkennah ont apporté leurs savoir-faire et expérience sur le crabe bleu, espèce invasive présente en Tunisie depuis 2013 et en Occitanie depuis 2019-2020. Il y a donc un vrai échange de connaissances entre acteurs sur ce projet qui est co-financé par la Région Occitanie et l'Europe.

PITCH TEMPS 3 : RÉPARER COMMENT RÉPARER LES DOMMAGES CAUSÉS ?



■ Salud Deudero Company

Professeure de recherche, Centre océanographique des Îles Baléares

Plastiques dans les écosystèmes marins : solutions communes pour un problème global - Îles Baléares

Le laboratoire dépend de l'Institut espagnol d'océanographie et conseille l'État sur les sujets de la pêche, de l'aquaculture, de la pollution, de la protection de l'environnement. Le problème du plastique est un problème croissant. Même si les fractions de moins de 5 mm se voient peu à l'œil nu, les effets au niveau métabolique, physiologique et des systèmes, sont évidents. Ils sont encore plus visibles en Méditerranée, qui est un bassin fermé et qui fait face à une pression d'une population surdimensionnée. Pour rappel, le plastique est un contaminant persistant et est le substrat d'autres contaminants. Donc les pollutions dans le réseau trophique ont un effet cumulatif pour les organismes qui s'y nourrissent.

Le résultat d'une étude a mis en évidence que le bisphénol était présent dans toutes les espèces marines. Les observations réalisées par l'institut permettent de travailler sur les quotas. Certaines substances présentes dans les plastiques sont des perturbateurs endocriniens, et ont un impact sur la reproduction des espèces. Des substances comme la cellophane, le polyéthylène, le polypropylène... se retrouvent même dans les espèces prélevées dans des zones assez éloignées des zones de pollutions primaires ; leur réduction ne peut passer que par la réduction des objets desquels elles sont issues, comme les emballages alimentaires et les bouteilles en plastique.

■ Wolfgang Ludwig

Centre de formation et de recherche sur les environnements méditerranéens (CEFREM) - Université de Perpignan, Occitanie

Connaissance et captage des déchets à l'échelle des bassins versants - Perpignan, Occitanie

Le CEFREM est soutenu par l'université de Perpignan et le CNRS (*Centre national de la recherche scientifique*), et a comme champ d'étude l'environnement côtier avec ses événements naturels (biologie, biochimie, sédimentation, ...) et désormais de plus en plus avec les

contaminants, dont les plastiques. Des études sont menées sur la quantification de plastiques qui arrivent en Méditerranée avec des approches de modélisation. Des travaux sont également entrepris sur les pistes de réduction des contaminants. Un travail est mené depuis

plusieurs années sur le Têt, fleuve côtier français des Pyrénées-Orientales, qui permet d'observer la contribution d'un fleuve dans les pollutions en particulier des microplastiques et des macroplastiques.

Des approches participatives sont aussi menées comme Redplast 66 soutenue par la Fondation de

France qui travaille avec les acteurs socio-économiques et dont les objectifs visent à comprendre, sensibiliser et réduire. Ce travail a permis de quantifier les plastiques déversés dans la mer, les plastiques accumulés sur les berges et qui constituent un stock, et l'impact des phénomènes de crues et de crues extrêmes.

■ Isabelle Poitou Association MerTerre

Actions d'accompagnement des ramassages citoyens et sciences participatives pour caractériser et quantifier les déchets ramassés - Marseille, Région Sud

Association créée en 2000 et dont l'un des objectifs est de mettre les sciences au service de la société et des politiques publiques. Pour avoir des actions efficaces, il est nécessaire d'avoir une bonne connaissance de l'environnement, et l'association travaille actuellement sur une plateforme qui permet de centraliser les données, d'avoir des méthodes standardisées et de mutualiser les capacités des différents acteurs. Cette plateforme a une démarche horizontale et permet d'avoir des connaissances « terrain » et pratique. La meilleure connaissance du terrain provient des acteurs présents dans les territoires. L'association travaille en collaboration avec le Musée national d'histoire naturelle, avec le ministère de la transition écologique qui apporte une expertise, un cadre méthodologique et un financement. Une collaboration existe également avec le Cedre (*Centre de documentation, de recherche et*

d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux) et s'inscrit dans la Stratégie européenne pour le milieu marin. L'association travaille avec des relais locaux en région, historiquement en région PACA, et des actions sont menées comme « Faisons des Merveilles » avec la Région Occitanie, et le CPIE (*Centre permanent d'initiatives pour l'environnement*) Bassin de Thau.

Aujourd'hui, le bilan de la plateforme pour « Zéro déchet sauvage » : 422 structures inscrites en particulier des associations (66 %) qui sont des acteurs locaux réactifs et dynamiques, 68 collectivités territoriales, 42 548 participants aux actions menées, 1 203 ramassages réalisés et 1 964 643 litres de déchets sauvages collectés.

L'association MerTerre souhaite renforcer la capacité des acteurs à être efficaces et à mutualiser leurs moyens et leurs expériences.

■ Didier Bardy Rescue Ocean - Montpellier, Occitanie

Association créée en 2015, sur les bords de l'Orb à Sérignan. L'objet de l'association composée uniquement de bénévoles, est de fédérer, autour du ramassage des déchets, les associations (sportives, environnementales...) et de sensibiliser dans les écoles. Depuis 2015, 16 000 enfants ont été sensibilisés, formés au ramassage des déchets et à la gestion tri, 400 tonnes de déchets ramassés. À l'origine située à Béziers, l'association s'est internationalisée et a désormais 43 antennes dans le monde (Tahiti, Qatar, Texas, Île Maurice...). D'autres antennes se montent en France et pas seulement sur les côtes littorales, comme à Paris, Lille, Lyon, Strasbourg... Les concitoyens prennent conscience que les déchets qui se

retrouvent en mer viennent principalement de la terre.

Les déchets collectés ne sont pas composés que de plastiques. Ils n'en représentent que 10 %. Il est regrettable que la sensibilisation au ramassage des déchets n'intervienne qu'après de gros événements climatiques, avec des actions sur des plages regroupant près de 1 500 personnes. Force est de constater que les déchets collectés proviennent de territoires situés bien en amont. C'est la raison pour laquelle, Rescue Ocean veut intensifier ses actions en amont du littoral, et est donc à la recherche de plongeurs bénévoles pour réaliser des collectes dans les fleuves et rivières. Une opération récente à Béziers a permis de collecter en 2 heures 2,5 tonnes de déchets.

TABLE RONDE 4 ROMPRE : COMMENT RENONCER POUR ACCÉLÉRER ?



■ Francis Vallat

Ex-Président du 7^e continent et de SOS Méditerranée et Président d'honneur de l'Institut Français de la Mer

Lors d'une intervention en vidéo, Francis Vallat introduit la discussion en déclarant que pour accélérer l'éradication du plastique en mer et obtenir des résultats significatifs, il faut rappeler le contexte et faire les bons choix.

Le contexte, ce sont des centaines de millions de tonnes de plastiques produites par an et 10 à 30 millions de tonnes qui arrivent en mer chaque année, par conséquent ce sont d'importants volumes. Une fois en mer, le plastique se décompose jusqu'à atteindre le stade de nanoparticules qui empoisonnent les océans. Aussi, une fois que le plastique est à la mer, on a quasiment perdu le combat. Les opérations telles que le ramassage du plastique en mer ne constituent pas la bonne approche, et tout cela n'est pas efficace.

Le travail doit être fait en amont. En effet, 90 % des plastiques que l'on retrouve en mer proviennent des fleuves ; il faut par conséquent prendre des mesures telles que le nettoyage des estuaires et de leurs côtes, l'augmentation dans ces estuaires du nombre de navires ramasseurs, le ramassage du plastique le long des fleuves eux-mêmes, la mise en place de grilles sur les bouches

d'évacuation des villes riveraines... Il faut aussi changer de braquet concernant le recyclage. Si le plastique n'est plus nécessaire pour certaines choses, il reste encore irremplaçable pour d'autres... et là, autant utiliser du plastique recyclé ; il faut donc se battre pour doper le recyclage, c'est une question de volonté politique, une question de rentabilité, cela est envisageable... ce n'est pas une question technique. Il faut par conséquent prendre des décisions rapidement.

D'autres pistes existent également, comme la mise en place de substituts au plastique. Des start-up en France et ailleurs dans le monde ont déjà de belles réalisations en la matière. La recherche appliquée et la recherche fondamentale y contribuent. On sait aujourd'hui que de nombreux objets traditionnellement faits en plastique peuvent être fabriqués avec une très forte proportion d'algues marines, par exemple. La lutte contre le plastique dans les océans n'est pas perdue, elle n'est pas gagnée d'avance, conclut Francis Vallat. Il ne faut pas se décourager, il faut travailler, on peut y arriver tous ensemble.

■ François-Michel Lambert

Président de l'Institut national de l'économie circulaire

Dans un deuxième temps, François-Michel Lambert indique que l'urgence, c'est d'avoir une stratégie de l'économie circulaire à mettre en œuvre, telle qu'évoquée il y a 50 ans par le Club de Rome, c'est-à-dire créer de la rareté, considérer que les ressources sont rares et positionner le plastique comme devant être une ressource rare. Les raffineries qui se construisent dans le monde, en Asie du sud, au Moyen-Orient basculent les modèles. Jusqu'à présent, les raffineries faisaient 20 à 30 % de plastiques. Les nouvelles raffineries se concentrent sur la fabrication de plastique : 70 % de production de plastiques. On est sur une vague de submersion. 30 millions de tonnes de fibres synthétiques en 2010, soit autant que le coton et la laine utilisés dans le monde. En 2030, ce sera 70 millions de fibres synthétiques par an et on aura toujours 30 millions de tonnes de laine et de coton.

Il faut donc couper le robinet. La proposition de loi pour lutter contre la pollution plastique, qu'il a portée et présentée à l'assemblée nationale en

février 2022, vise à interdire la fabrication du plastique à partir du pétrole et de gaz vierge, à l'instar de la décision d'interdire le moteur thermique dans l'industrie automobile en 2040. Seules les solutions de biomasse et de recyclage seraient possibles ; les contraintes qui pèsent sur l'accès à la biomasse ou au recyclage sont tellement importantes que le plastique ne serait plus cette matière peu chère et très efficace pour tous les usages. Le plastique serait recentré sur les usages absolument nécessaires. Cette proposition n'a pas abouti, mais une nouvelle proposition de loi a été présentée le 28 septembre 2022 à l'assemblée nationale devant la Commission du développement durable, et sera redébatue ces prochains jours.

La mobilisation de la société civile, très forte actuellement, demeure nécessaire pour encourager les politiques à prendre en compte le message des scientifiques disant que l'urgence est là, il faut rompre avec le plastique.

■ Carlos Álvarez

Vice-Président du Club de Rome

Dans un troisième temps, sur la stratégie à mettre en œuvre pour rompre avec le plastique, Carlos Álvarez répond qu'il faut forcément rompre et à différents niveaux à la fois, en particulier à des niveaux plus profonds, plus culturels. Et rompre avec la difficulté que l'on a aujourd'hui à imaginer des mondes différents. En paraphrasant un philosophe Slavoj Žižek « *Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin des plastiques.* », il ajoute que l'on ne pense pas à changer notre mode de vie mais on pense plutôt à trouver des solutions technologiques, techniques.

Pour le 50^e anniversaire du Club de Rome, le constat est le suivant : depuis longtemps, on sait que l'on vit sur une planète avec des ressources non renouvelables, et si l'on base notre modèle de bien-être humain sur une croissance perpétuelle de la consommation de matières non renouvelables, on va droit dans le mur. Le rapport du Club de Rome intitulé « Halte à la croissance » paru en 1972 remettant en cause le rêve d'une croissance économique sans fin, posait déjà la question : la prospérité matérielle amènera-t-elle à l'effondrement du système planétaire ? Un certain nombre de scénarios établis laissaient entrevoir

un risque très significatif d'effondrement de la civilisation suite à la combinaison de deux facteurs : l'épuisement des ressources non renouvelables et la pollution, un état de fait réel aujourd'hui. Mais le message du rapport était autre, c'était plutôt d'ouvrir le champ des possibilités, et dire on peut changer le cours des choses, c'est-à-dire apprendre à bien vivre, à créer du bien-être humain sans recourir à une consommation toujours croissante de matériaux non renouvelables. Il y a des scénarios où l'on équilibre le bien-être humain et la santé de la planète, c'est ce que l'on appelle maintenant les limites planétaires. Mais cette partie du message a été oubliée, c'est un échec pour le Club de Rome. En effet, l'humanité a fait le contraire et on se retrouve dans la situation actuelle. Le plastique est maintenant tellement présent partout que l'on a du mal à imaginer à faire sans. In fine, pour que le plastique n'arrive pas dans les fleuves puis dans la mer Méditerranée, il ne faut plus l'utiliser. Mais est-on capable d'imaginer cela ?

Une partie du travail du Club de Rome aujourd'hui, c'est de continuer à influencer les politiques sur un certain nombre d'axes :

promouvoir davantage l'économie circulaire, travailler sur le changement culturel. Mais le changement culturel ne se planifie pas, ne se contrôle pas ; il émerge et cela existe déjà, l'attitude des jeunes générations envers ces sujets est déjà très différente des générations

précédentes. Mais c'est loin d'être suffisant. Ce changement culturel doit émerger de manière plus forte. Le changement des perspectives sur lequel il faut travailler est le suivant : qu'est-ce qui est au cœur du bien-être humain, est-ce notre consommation de plastiques ou autre chose ?

L'animateur : Comment imaginez-vous structurer cette croissance ?

François-Michel Lambert :

Il faut réussir à quitter ce que l'on croit impossible de quitter. Ce n'est pas faire un retour en arrière, c'est envisager un autre monde qui s'ouvre, avec ses difficultés et ses aspects positifs. L'enjeu, quand on est en responsabilité, c'est d'arrêter de fabriquer du plastique à partir de pétrole et de gaz et le rendre extrêmement rare. Aujourd'hui, c'est par une mobilisation collective qu'on y arrivera. Et ça renvoie aussi à des notions de bien-être. Une disposition de la loi de 2015 relative à la prise en compte de nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques,

prévoit que la France doit présenter chaque année, au mois d'octobre, un indicateur PIB et d'autres indicateurs de bien-être. La France ne l'a fait qu'une seule fois, en octobre 2016. Les années qui ont suivi, cela a été oublié. Il faut souhaiter maintenant que cette disposition de la loi soit rappelée. Nous devons comprendre que nos indicateurs, ce n'est pas seulement le PIB, c'est aussi d'autres éléments de bien-être et de vivre ensemble.

À la question « Êtes-vous optimiste ? », Carlos Alvarez conclut en répondant qu'il est avant tout humaniste. L'humanisme, c'était l'ADN du fondateur italien du Club de Rome qui

disait : « *Face au pessimisme de l'intelligence, je choisis l'optimisme de la volonté* », voilà ce qu'il faut aujourd'hui.

TRAVAUX

Après-midi – 2^e partie

INTERVENTION DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MÉDITERRANÉE

Animateur : Olivier Biscaye, journaliste

Intervenants :

- **Jean-Louis Chauzy**, Président du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (FR)
- **Rafel Ballester Salvà**, Président du Conseil économique et social des Îles Baléares (CESIB) (ES)
- **Toni Mora Núñez**, Président du Conseil du travail, économique et social de Catalogne (CTESC) (ES)
- **Ángel Gallego Morales**, Président du Conseil économique et social (CES) d'Andalousie (ES)
- **Antonio Jiménez Sánchez**, Vice-président du Conseil économique et social (CES) de Murcie (ES)
- **Marie-Jeanne Nicoli**, Présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC)
- **Arturo León López**, Président du Conseil économique et social (CES) de la Communauté valencienne (ES)
- **Marc Pouzet**, Président du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) de la Région Sud (FR)

ADOPTION DU MANIFESTE DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MÉDITERRANÉE

Les 8 présidents des CES de l'Arc méditerranéen ont prononcé chacun un discours expliquant leur engagement par l'organisation de cette conférence « Maintenant ou jamais : Sauvons la Méditerranée », pour agir de concert en faveur de la lutte contre la pollution plastique en Méditerranée et mettre en œuvre les actions nécessaires qu'ils ont identifiées.

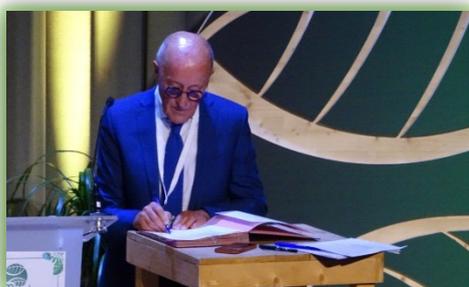
En signant ce manifeste, les présidents créent la Conférence des CES de l'Arc méditerranéen qu'ils s'engagent à faire vivre, avec pour objectif de :

- Créer un observatoire par la mise en réseau des laboratoires de recherche des différents pays qui travaillent sur la pollution par les plastiques en Méditerranée ;
- Participer aux différents événements internationaux qui œuvrent à la préservation des milieux marins ;
- Favoriser l'organisation d'un forum international de la Méditerranée par l'Union européenne.

INTERVENTION DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MÉDITERRANÉE



■ Jean-Louis Chauzy Président du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



Avec l'organisation de ce colloque, nous avons simplement souhaité construire la coopération des huit Conseils économiques et sociaux (CES), donc des huit régions concernées ici, pour créer à partir de la signature formelle du manifeste que nous avons établi, la Conférence des CES de l'Arc méditerranéen pour apporter par l'effort de mobilisation de la société civile, une contribution à des enjeux partagés par tous aujourd'hui et cela en essayant d'avoir une vision à 360° - et c'est notre challenge – des problèmes de la société.

Chaque fois que l'on prend une décision, quel que soit le titre, quelle que soit la fonction que l'on a, nous devons en mesurer les conséquences vis-à-vis de ceux auxquels on s'adresse (*décisions qui*

concernent l'évolution de l'agriculture, de l'industrie, des politiques publiques que l'on mène depuis des décennies et pour les Européens depuis la seconde guerre mondiale dans des conditions différentes...), sans oublier qu'il y a l'Occident, il y a le Nord, il y a le Sud et au moment où l'on se parle, il y a quand même 1 milliard d'êtres humains qui n'ont pas accès à l'eau potable et qui ne mangent pas à leur faim.

Ces conséquences sont à prendre en compte donc dans les débats que nous avons entre Européens de la Méditerranée du nord, puis dans les échanges entre Européens de la Méditerranée du nord parlant à la Méditerranée du sud, qu'il nous faut à tout prix avoir, et c'est la prochaine étape... la chercheuse du CNRS du Liban nous l'a clairement dit ce matin. C'est pourquoi nous

sommes heureux que 6 pays du sud de la Méditerranée soient présents aujourd'hui, soit par des témoignages, soit par la présence de leurs ambassadeurs et consuls que nous rencontrerons après. Il nous appartiendra d'en tirer les conclusions dans une prochaine réunion de travail, pour voir ce que l'on retient pour mieux travailler ensemble, créer des réseaux.

Aujourd'hui, il faut toujours se rappeler ces propos : « *Les hommes ne veulent pas aller au paradis le ventre creux. ... Les peuples qui ont faim ont besoin de pain, les peuples ignorants de savoir, les peuples malades d'hôpitaux* ». Je ne fais que reprendre les paroles du premier Président de la République d'Algérie, décédé, Houari Boumédiène, prononcées à la tribune des Nations Unies. Il a tenu ces mêmes propos devant les siens à la Conférence de Lahore au Pakistan en 1974, et ils sont restés sans voix.

Nous sommes donc confrontés à des problèmes qui restent. Le tiers-monde a changé mais doit toujours faire face à des problèmes récurrents.

Concernant les plastiques, dans la mutation à opérer et c'est ce que nous aurons à dire aux fédérations de l'industrie, de la chimie mais pas seulement, les transitions, ça demande aussi du temps. Pour preuve à Rodez dont je suis originaire, le Groupe Bosch depuis 52 ans assure 35 % des recettes de l'agglomération. Ce groupe fabrique des injecteurs 100 % diesel. Depuis 6 ans, je travaille avec les centrales syndicales pour trouver un accord sur les enjeux de la reconversion. Dans les 5 ans qui viennent, l'usine passera de 1 300 salariés aujourd'hui à 550 salariés ; c'est le résultat des mutations pour faire des batteries 100 % à hydrogène.

Donc les évolutions et les mutations, cela suppose du temps et des moyens.

L'Europe, c'est zéro carbone en 2050 et la Méditerranée, c'est zéro plastique en quelle année ?

Il faut que les hommes politiques, quel que soit leur titre, fixent des objectifs et les fassent partager, pour qu'au niveau européen, des décisions soient prises avec les moyens financiers d'accompagnement. Il faut aussi avoir la solidarité économique avec des pays plus pauvres que nous. Cela ne sert à rien d'avoir une législation forte pour les Européens si l'on ne tend pas la main aux pays de l'Afrique, du sud de la Méditerranée, pour faire en sorte de ne plus prendre la mer Méditerranée pour une poubelle.

Le changement de pratiques, de comportements doit s'appliquer à tout le monde ; d'où l'idée que

porte la Fondation La Dépêche du Midi d'associer des jeunes, des scolaires pour faire la pédagogie des problèmes – le civisme à l'école pour avoir les bons gestes - tout comme le fait également le maire de Montpellier et président de Montpellier Métropole Michaël Delafosse.

Me référant aux remarques du Club de Rome, il nous faudra conjuguer la croissance et la sobriété, parce que nous avons toujours besoin de manger (il nous faut des agriculteurs), de nous soigner (besoin de l'industrie du médicament), de nous déplacer (il nous faut fabriquer des trains à grande vitesse, des vélos électriques...sur ce dernier point, il y a en France 2 millions de vélos électriques fabriqués en Chine !). Par conséquent, lorsque l'on prend des décisions, il est nécessaire d'avoir toujours une vision à 360°, et c'est ce à quoi nous devons nous employer.

J'exprime ma reconnaissance à tous mes collègues des CES, nous nous ne connaissions pas tous, en visioconférence nous sommes compris malgré tout, pour arriver au résultat d'aujourd'hui et porter ensemble des accords de coopération pour travailler sur des thèmes bien précis identifiés ce matin. On a une communauté scientifique d'une très grande valeur, de très grande qualité quel que soit le pays, alors il faudra faire travailler ensemble tous les chercheurs, c'est ce dont on discutera dans quelques jours.

Il y a des choses différentes telles les transitions. C'est hélas dans ce domaine, du temps long qui est nécessaire. Entre aujourd'hui où l'on connaît une pollution massive des mers, et parvenir demain à avoir des océans avec zéro plastique, ça demandera du temps. Faisons en sorte, quand même, de ne pas contribuer à pérenniser le système qui existe parce que l'économie circulaire peut faire tourner en rond et aboutir à la reconversion du plastique en plastique.

Il faudra donc bien des stratégies de rupture et trouver des alternatives, la science et l'innovation doivent nous y aider, et c'est ce que l'on demandera aux présidents de régions qui vont s'exprimer dans un instant.

Concilier la croissance et la sobriété, oui. Tout n'est pas simple. La science et l'innovation depuis les Lumières, cela a toujours du sens même si cela ne peut tout résoudre.

Concernant l'énergie, l'énergie décarbonée sera aussi l'une des réponses aux évolutions nécessaires car toutes les transitions demandent le recours à l'électricité (pour exemple, l'entreprise

Alstom a réussi à faire rouler un train à hydrogène, cela a nécessité du temps).

Quand on prend des décisions, si elles sont bonnes pour nous, il faut qu'elles le soient pour les autres et que ces derniers aient les moyens d'y accéder. Il faut éviter que le fossé se creuse entre pays.

Je vous suis très reconnaissant pour tout ce que nous avons réussi à faire ces derniers mois. Merci pour les messages que vous porterez pour partager cet événement.

On attend la réponse de la Présidente de la Région Occitanie Carole Delga pour la suite ; elle doit

■ **Rafel Ballester Salvà**
Président du CES des Îles Baléares



J'aimerais exprimer ma joie de voir cette journée se tenir, que nous ayons été capables d'organiser cette journée. Je crois que la clé de tout cela est l'engagement.

Nous nous étions engagés, les CES qui formons l'Eurorégion, au mois de juin 2019, à Palma, à commencer un travail dans cet objectif. Malgré une pandémie au beau milieu, nous avons réussi à être ici aujourd'hui. Cela a demandé des mois de travail, beaucoup de réunions, beaucoup de rencontres, beaucoup de visioconférences, mais nous avons finalement réussi à être ici.

Et, avec cette envie de travailler, nous avons pensé qu'il n'était pas suffisant que nos trois CES ou nos trois régions soient les seuls à mener à bien ou à essayer de porter cet engagement que nous avions pris à Palma. Et nous avons voulu y ajouter tous les CES et toutes les régions de l'Andalousie jusqu'à la Corse, comme cela a été expliqué au cours de la journée. Nous avons alors commencé à contacter chacune des régions pour essayer d'arriver à ce qu'aujourd'hui elles soient toutes représentées ici.

aussi inciter ses collègues à nous aider, avec l'objectif de travailler activement, de participer nous-mêmes au civisme nécessaire, et obtenir de l'Union européenne un nouveau forum pour le bien commun de la Méditerranée sur des thèmes déjà identifiés aujourd'hui.

Nous aurons alors fait des choses utiles pour le bien commun de nos régions, de nos pays, de l'Europe que nous aimons et dont nous avons besoin, et pour l'autre rive de la Méditerranée à qui nous devons tendre la main pour avancer ensemble.

Je vous en remercie.

Cette résolution que nous signerons aujourd'hui, est la preuve que ce travail a été une réussite car nous avons obtenu que toutes les régions soient ici.

Le travail ne se termine pas aujourd'hui mais il commence aujourd'hui. À partir de maintenant, nous devons réussir à tisser ce réseau de collaboration qui doit nous conduire à travailler pour l'avenir.

Cette déclaration conjointe, avec les quatre points qu'a expliqués M. Chauzy, est un premier pas. Mais nous devons continuer à travailler. Nous devons essayer de faire en sorte que chacun des acteurs compétents dans la possible résolution de cette problématique y participent : le monde scientifique, les entités, les ONG, les entreprises, les consommateurs et aussi des engagements de la part des administrations.

Je crois qu'une partie de la solution, et ce matin, on nous l'a expliquée depuis les îles Baléares, peut venir de la réglementation. Des normes courageuses - et dans les îles, nous en avons une

bonne démonstration - peuvent être le début de cette solution.

J'encourage les autres territoires à se joindre à ce que nous avons fait dans les îles du point de vue de la réglementation.

Je ne veux pas m'étendre beaucoup plus. Je veux adresser mes félicitations à toute l'organisation.

Et juste cela : nous nous étions engagés et d'ici nous repartons avec un nouvel engagement. Un engagement de travail, un engagement pour le futur, dont nous croyons qu'il est l'unique manière de pouvoir avancer.

Merci.

■ Toni Mora Núñez Président du CTES de Catalogne



Bonjour à toutes et à tous, Mesdames et Messieurs,

Au nom du Conseil du travail, économique et social de Catalogne, je vous exprime notre gratitude et notre satisfaction partagée pour le travail réalisé et le bon déroulement de cette conférence.

Une tâche réalisée par de nombreuses personnes et basée sur le consensus, une prémisse fondamentale à tout projet d'accords et d'engagements destinés à la régénération de notre mer Méditerranée, la *Mare Nostrum*, lien entre des cultures et des sociétés, espace essentiel pour notre écosystème et pour notre survie collective.

Depuis la Catalogne, nous saluons également la déclaration que nous signerons dans quelques instants, qui représente un pas en avant pour accroître les relations entre les différents conseils et coordonner nos actions territoriales et techniques.

Nous traversons une période difficile, nous nous trouvons dans l'antichambre d'une crise économique et sociale déjà bien réelle pour de nombreuses personnes, et les effets pratiques des décisions prises après des débats et des réflexions

profondes comme ceux que nous avons réalisés doivent aussi être à la portée de l'ensemble des citoyens.

L'apport que nous pouvons faire depuis nos institutions représente aussi un encouragement pour les différentes administrations auxquelles nous faisons appel et des arguments pour la société civile, les organisations syndicales et patronales, l'économie sociale et tous les citoyens au sein d'organisations.

Il faut reconnaître toutes les initiatives qui vont dans le même sens que celle que nous avons initiée avec ce projet il y a quelques années. Nous voulons adresser notre reconnaissance en particulier au CESER d'Occitanie, à son président et à l'Eurorégion pour sa coordination et son attention.

Au Conseil du travail, économique et social de Catalogne, vous nous trouverez toujours pour naviguer ensemble vers un monde plus durable, une planète habitable et imprégnée de justice sociale, avec les personnes, leurs droits et leur bien-être toujours au centre.

Merci de votre attention, santé et courage !

■ Ángel Gallego Morales
Président du CES d'Andalousie



C'est un honneur et un plaisir pour moi de représenter, ici et aujourd'hui, le Conseil économique et social d'Andalousie. Je remercie les CES et CESER de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée de compter sur nous pour aborder l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays riverains de la *Mare Nostrum*.

La pollution marine par les plastiques s'est multipliée de façon spectaculaire dans le monde entier au cours de ces quarante dernières années et la Méditerranée, une mer entre les terres, autrefois trésor de biodiversité, est l'une des régions les plus touchées.

La protection et la conservation de la biodiversité et des écosystèmes marins et leur restauration, lorsque la situation l'exige, sont essentielles pour l'humanité, car le bon fonctionnement des océans en tant que puits de carbone contribue à la sécurité alimentaire mondiale et à la santé humaine... sans oublier que le milieu marin est un moyen essentiel d'activité économique.

L'Espagne possède 8 000 km de côtes, dont 900 km qui appartiennent à la Communauté autonome d'Andalousie, une région dans laquelle se trouve le détroit de Gibraltar, un corridor maritime de 14 km qui sépare l'Europe de l'Afrique et constitue l'une des deux portes de la Méditerranée, communiquant avec l'océan Atlantique.

L'économie andalouse est amplement liée au milieu marin ; en effet, l'économie bleue fournit un emploi sur dix, constituant un levier de développement et de croissance économique et sociale. L'engagement en faveur de l'utilisation rationnelle des ressources pour prévenir les

dommages environnementaux est donc vital pour l'économie de notre Communauté. La Stratégie Bleue Durable, actuellement en cours d'élaboration par le gouvernement andalou, est un exemple. Elle prévoit le développement de l'économie maritime avec une approche respectueuse de l'environnement. Le CES d'Andalousie, quant à lui, dispose d'une Commission de travail spécialisée dans les questions environnementales qui traite des avis et des rapports de sa propre initiative sur le sujet.

La tenue de ce colloque international est une occasion unique de partager les expériences et les bonnes pratiques. La déclaration qui sera adoptée par les représentants des Conseils économiques et sociaux régionaux de l'Arc méditerranéen est le point de départ de l'établissement d'un agenda visant à concilier développement économique et protection de la biodiversité. Et ce, en utilisant les ressources de manière responsable pour atteindre l'objectif de pollution zéro et en remplaçant l'objectif de croissance bleue incontrôlée par un horizon d'économie bleue durable.

Il est de notre responsabilité, nous qui exerçons des fonctions publiques, accompagnés des agents économiques et sociaux ici présents, de structurer les actions qui empêcheront les générations futures de dire que nous aurions pu faire tant de choses, mais que nous ne les avons pas faites. C'est pourquoi, je félicite l'organisation de ce forum de réflexion et de débat commun auquel participent tous les pays du pourtour méditerranéen, et, comme le disait le poète espagnol León Felipe « Il ne s'agit pas d'être le premier, mais d'arriver tous ensemble et à temps ».

■ Antonio Jiménez Sánchez
Vice-président du CES de Murcie



Bonjour à toutes et à tous. Je souhaiterais commencer cette intervention en remerciant les organisateurs de cette rencontre pour avoir invité le Conseil économique et social de la Région de Murcie, que j'ai aujourd'hui l'honneur de représenter ici, à ce colloque international « Sauvons la Méditerranée ». Je vous remercie pour l'invitation, et je remercie particulièrement nos collègues d'Occitanie, des Îles Baléares et de Catalogne pour avoir fait preuve de sensibilité et pour avoir eu le sens de l'opportunité qui a conduit à cette rencontre sur l'une des sujets environnementaux les plus importants de notre temps et avec lequel nous jouons notre avenir.

À notre avis, cette rencontre « Sauvons la Méditerranée » montre comment la société civile de nos régions, que nous les Conseils économiques et sociaux, représentons, peut et doit être mise au premier rang de l'analyse et de la revendication sur des sujets internationaux pertinents comme celui qui nous réunit aujourd'hui.

Sans les agents sociaux, sans la participation de la société civile, aucun avenir meilleur n'est possible. Comme l'a fait la société civile de la Région de Murcie, d'Espagne, et même au niveau international, face à la détérioration environnementale de la Mar Menor, la grande lagune salée du sud-est de l'Espagne, en réussissant à formuler une Initiative Législative Populaire déjà transformée en Loi des Cortes Generales d'Espagne, qui confère une personnalité juridique ainsi qu'une protection et une gestion participative à cet emblématique espace naturel.

Précisément, la Déclaration institutionnelle que nous signerons également aujourd'hui est un bel exemple de cet élan que nous, les Conseils économiques et sociaux, souhaitons, pouvons et devons transmettre. Un engagement que nous assumons avec responsabilité et dont, j'en suis sûr, naîtront de nouveaux projets communs qui contribueront à réduire les dommages que provoquent les plastiques dans l'environnement marin et à améliorer l'état de la mer Méditerranée.

Au CES de la Région de Murcie, nous sommes conscients du besoin de redoubler d'efforts et de promouvoir des initiatives qui contribuent à atténuer les effets des plastiques sur les écosystèmes. Par conséquent, et comme une modeste contribution au contenu de cette journée, nous avons voulu montrer dans la vidéo qui a été présentée, certaines des initiatives qui dans la Région de Murcie ont été menées dans le domaine de la sensibilisation, de la recherche et de l'économie circulaire pour résoudre ce grave problème environnemental.

Il ne s'agit là que de quelques exemples parmi les nombreux projets et initiatives qui émergent dans notre Région, de diverses entités publiques et privées. Nous sommes déterminés à continuer dans cette voie car, comme on l'entend à la fin de la vidéo, « Mettre fin au problème du plastique nous incombe à toutes et à tous. C'est ainsi seulement que nous pourrions rétablir, préserver et maintenir la santé de la planète ».

Merci beaucoup.

■ Marie-Jeanne Nicoli

Présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC) de Corse



« Bonjour à tous,

Tout d'abord, je voudrais remercier M. le Président Chauzy, et les présidents des conseils de l'Eurorégion d'avoir élargi ce groupe de travail au CESEC de Corse et au CESER Région Sud ; comme vous le savez, la Corse est une île Méditerranéenne qui a plus de 1 000 kilomètres de côtes et la question de la pollution plastique en Méditerranée est extrêmement prégnante pour elle ; sur ce sujet fondamental, crucial et déterminant, la coordination de l'ensemble des forces vives de l'arc méditerranéen est indispensable pour impulser une large mobilisation afin de sauver le Mare Nostrum. Car, vous l'avez dit Monsieur le Président et rappelé à fort juste titre, la menace qui plane sur cette mer est désormais connue et reconnue par tous les experts ; cela ne souffre plus d'aucune contestation.

Tout à l'heure on a parlé de temps long, en effet il faut du temps long pour changer de mentalité et modifier les comportements, néanmoins, il y a urgence, il convient d'agir et d'agir vite.

Je ne vais pas trop alourdir le propos parce que beaucoup de choses ont déjà été dites, je voudrais tout d'abord vous dire que je suis certes représentante du CESEC de Corse mais aussi, de l'association CESER de France qui réunit les 23 présidents de CESER, de régions donc, dont 18 d'entre elles ont une façade maritime.

Vous le savez, la France est la 2^e étendue maritime du monde et la préoccupation majeure pour tous les CESER, et l'ensemble des représentants politiques, est de savoir comment se donner les moyens d'une gestion de cet espace maritime qui soit durable, et qui puisse faire de la France, une puissance maritime engagée qui lutte pour préserver cet espace, contre la pollution et le réchauffement climatique.

Dans cette perspective, CESER de France s'est emparée de toutes ces problématiques, et a déjà

élaboré une étude sur l'Océan pilotée par le CESER de Normandie et celui de La Réunion. Nous aussi, CESEC de Corse, avons organisé dès 2019, une rencontre avec Isabelle Autissier, à l'occasion de laquelle il s'est agi de tirer la sonnette d'alarme, notamment en associant les décideurs locaux afin que, à tout le moins à l'échelle du territoire, tout le monde ait le souhait profond de se mobiliser autour de cette cause qui est déterminante pour les générations à venir.

Madame Autissier nous expliquait de manière très précise que l'enjeu dépassait les frontières nationales car la nature ne connaissait pas les entités administratives ; nous connaissons tous la formule célèbre dite de « l'effet papillon », nous connaissons tous les prémices du cataclysme annoncé dès 1972 dans les conclusions du rapport Meadows.

Cela a été dit, il y a de nombreux problèmes mais, ce qui ressort de cette journée extrêmement intéressante et féconde, c'est que, d'une part, tout est interconnecté, tout se rejoint et toutes les énergies doivent se mettre ensemble pour lutter contre ces problématiques majeures et très complexes puisque quelquefois, une action peut paraître vertueuse et s'avérer finalement moins efficace sur le plan de la lutte contre les pollutions : difficulté, complexité et nécessité obligatoire à la fois des synergies et des convergences dans les actions et dans les propositions, mais aussi dans le partage des connaissances.

C'est la raison pour laquelle, je crois, comme le rappelait Jean-Louis Chauzy à l'instant, il est très important que cet Observatoire de la Méditerranée puisse naître afin de partager les connaissances scientifiques, les avancées, les innovations mais aussi les expériences.

Pour terminer, je dirais que M. Carlos Álvarez du Club de Rome, a dit qu'il fallait changer de culture : en effet, les CESER sont des acteurs des

changements culturels car ils sont à la fois la représentation de la société civile organisée, mais aussi une caisse de résonance de tous les enjeux et toutes les problématiques qui traversent nos sociétés, les font connaître et font circuler, des données fiables, des idées, des questionnements et des solutions possibles.

En effet, je crois que la société civile joue un rôle majeur dans cette perspective d'urgence de lutte contre les désordres et les dérèglements climatiques, et la pollution particulièrement en Méditerranée, et qu'il est impératif que toutes les échelles de la société se mobilisent à tous les niveaux, en particulier les politiques doivent prendre à bras le corps cette question et mener des actions extrêmement volontaristes dans le domaine.

Dernier point, avant de vous faire part du message de Gilles Simeoni, on a dit qu'il fallait réduire, réutiliser, réparer, et aussi rompre ; la question de la rupture se pose de manière

prégnante pour qu'enfin, il y ait le bien-être des humains, la préservation de la nature, de l'environnement et du vivant qui soient réellement au centre des politiques publiques, il faut sans doute aussi rompre avec le modèle économique et social mondialisé qui nous régit.

Avant de signer, pour ma part, pour le CESEC de Corse, la résolution qui nous engage sur les quatre axes forts qu'elle définit, je voudrais vous faire part d'un message que Gilles Simeoni, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Corse m'a chargée de vous transmettre : il soutient de manière extrêmement déterminée cette initiative et toutes celles qui viendront par la suite, car aujourd'hui ce n'est qu'une première étape, il soutient donc à la fois ces réunions mais aussi la résolution qui va être signée par les CESEC et regrette vivement de n'avoir pu - ainsi qu'aucun autre élu - être présent parce qu'aujourd'hui et demain, se déroule en Corse, une session de l'Assemblée de Corse. »

■ Arturo León López Président du CES de la Communauté valencienne



Les objectifs de développement durable des Nations Unies servent de ligne directrice pour affronter les grands défis de l'humanité et atteindre un futur durable pour tous. Parmi ceux-là, l'Objectif 14 vise à soutenir une action résolue pour préserver les ressources des mers et des océans, car sans elles la Terre ne serait pas un lieu habitable pour l'être humain.

Actuellement, une détérioration continue du milieu marin affecte négativement le fonctionnement des écosystèmes et de la biodiversité, mettant en danger, entre autres, les ressources alimentaires, ainsi que l'activité économique et l'emploi. Pour cela, il faut agir sans délai pour préserver le milieu marin de la surpêche, de la pollution et de l'acidification.

Notre mer Méditerranée ne fait pas exception, sa durabilité est en péril. Ce colloque met en évidence les problèmes qu'elle subit, liés à la

pollution plastique, qui touchent sa biodiversité, la santé des personnes et, finalement, les ressources dont les êtres humains ont besoin pour vivre.

Dans ce contexte, l'unité d'action des Conseils économiques et sociaux ici présents, en tant que signe d'expression de la voix de la société civile organisée, prend une dimension spéciale, en engageant par la signature de la Déclaration de Montpellier, un ensemble d'initiatives qui, avec le soutien des gouvernements, de la science, de la société civile et des entreprises, doit contribuer à un changement de paradigme qui rende possible une relation plus attentionnée des êtres humains et la *Mare Nostrum*.

En définitive, il s'agit de partager les expériences, de diffuser les bonnes pratiques et d'affronter de manière conjointe les défis, pour induire les

transformations législatives, économiques et sociales qui avancent vers une solution pour nettoyer et préserver la Méditerranée, comme un grand héritage pour les générations futures.

On est déjà en train d'obtenir des avancées, encore insuffisantes mais significatives, comme : la déclaration de la Conférence de l'ONU sur les océans, la fermeture de certaines zones de chalutage hauturier en Europe, pour protéger les coraux d'eaux profondes, les éponges et autres espèces des côtes atlantiques de France, de d'Espagne, du Portugal et de d'Irlande, ou encore la déclaration du Sénat espagnol qui reconnaît la *Mar Menor* comme sujet ayant des droits propres, ce qui aidera à établir les responsabilités et à la préserver.

Pour finir, je voudrais féliciter les Conseils économiques et sociaux de l'Eurorégion pour cette initiative. Remercier et féliciter ceux qui ont présenté leurs travaux de recherche au cours de ce colloque international ; permettez-moi de faire remarquer l'intérêt des universités publiques de Valencienne dans le développement de projets pour la préservation du milieu marin. Enfin, réitérer l'engagement du Comité économique et social de la Communauté de Valencienne, pour entreprendre les initiatives élaborées dans la déclaration à laquelle nous souscrivons ; un accord collectif pour mener à bien une "Mobilisation générale pour sauver la Méditerranée".

Merci.

■ Marc Pouzet

Président du Conseil économique, social et environnemental de la Région Sud



En préambule, je tiens à saluer l'initiative de Madame la Présidente de la Région Occitanie et du Président Jean-Louis Chauzy qui se sont investis pour organiser cette belle et riche journée ainsi que Marie-Jeanne Nicoli, notre collègue de Corse et l'ensemble des Présidents des CESER de la Méditerranée qui sont ici présents.

Nous représentons, nous les Présidents de CESER, l'ensemble des corps intermédiaires, représentatifs de la richesse et de la diversité de la société civile organisée sur nos territoires et vous pouvez imaginer ce que cela peut représenter en termes d'influences économique, sociale, environnementale et politique.

Nous venons de passer ensemble une journée passionnante avec un « melting pot » de propositions, d'angoisses, d'expressions sur le sujet pour le moins inquiétant du plastique en Méditerranée. Aussi et parce que nous sommes des responsables, nous devons nous mettre dans

une perspective de dynamique pour laquelle je retiens trois axes significatifs et porteurs pour la suite :

1. Les jeunes, nous remarquons que les générations qui nous suivent sont plus que nous imprégnées de bons comportements face à la nécessaire préservation de l'environnement, dont la lutte contre la pollution due aux plastiques fait partie. Utilisons cette richesse.
2. Nous remarquons aussi que l'innovation est en marche partout et qu'elle est en capacité de proposer des solutions à un grand nombre de nos problèmes. Il ne faut donc pas nous nourrir de désespérance mais plutôt d'espérance.
3. Et le troisième élément est notre propre rôle vis-à-vis de nos politiques afin de leur mettre une pression courtoise, mais déterminée, pour qu'ils comprennent qu'ils ont la responsabilité, non plus, de nous expliquer qu'ils sont d'accord, mais

d'agir concrètement en mettant en place des mesures avec des indicateurs contraignants.

Car nous le savons tous, la nature humaine ne marche que si elle a des contraintes.

La Région Sud est très engagée et en avance sur le sujet. « Avoir une Cop d'avance » est le slogan du Président Muselier dans la Région Sud depuis de nombreuses années.

Nous avons beaucoup de sujets très avancés et qui bousculent un certain nombre de points. Il nous reste à nous mettre d'accord.

Nous commençons à travailler en Région sur quelques indicateurs simples qui doivent permettre à l'ensemble de la population de notre territoire de suivre les évolutions sur ces chantiers très préoccupants.

ADOPTION DU MANIFESTE DES CONSEILS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE LA MÉDITERRANÉE





Mobilisation générale pour Sauver la Méditerranée

Déclaration adoptée par les Conseils Economiques et Sociaux Régionaux de l'Arc Méditerranéen, du détroit de Gibraltar à la frontière franco-italienne, avec l'appui des Régions.

Notre colloque a mis en évidence la fragilité de la Méditerranée, mer semi-fermée qui ne se renouvelle que tous les 90 ans et doit faire face à une pollution massive par les plastiques. On estime qu'y sont déversées jusqu'à 400 000 de tonnes par an. Cette pollution, conséquence des activités humaines et constitue une menace majeure pour la survie de cet espace remarquable par sa biodiversité, sa fonction nourricière et son rôle majeur dans le changement climatique pour les pays du pourtour méditerranéen.

Le dernier rapport du GIEC projette une augmentation de 4° d'ici la fin du siècle. Le niveau de la mer augmente de 2,6 mm par an, soit d'ores et déjà 13 cm d'élévation depuis un demi-siècle.

Cela nous oblige à agir ensemble et à coopérer pour accélérer les changements nécessaires.

Tous les débats ont mis en évidence des conséquences majeures pour l'ensemble des sociétés littorales et ont identifié 3 grands impacts :

- _la menace sur la santé humaine
- _la mise en danger de la fonction nourricière de la Méditerranée
- _la mise en péril des activités économiques et donc l'attractivité de l'espace Méditerranéen.

Le colloque que nous venons de vivre ensemble nous a permis de mieux connaître les impacts de cette pollution sur notre écosystème et sur nos activités mais aussi de présenter des initiatives et solutions concrètes afin de réduire les pollutions.

Les diverses initiatives présentées que ce soit par les Régions, les villes, les industriels, les associations, les chercheurs, les universitaires... montrent que la prise de conscience est là et que de nombreuses actions sont mises en œuvre. Les résultats de cet engagement doivent désormais être mesurés et poursuivis.

Les Présidentes et Présidents des CES de l'Arc Méditerranéen, avec l'appui des exécutifs régionaux, s'engagent aujourd'hui à poursuivre à leur échelle le travail collectif entrepris depuis plus d'un an maintenant.

Nous nous engageons aujourd'hui à :

1. **Créer la CONFERENCE DE L'ARC MEDITERRANEEN DES CES du détroit de Gibraltar à la frontière franco-italienne avec l'appui des Régions.** Une rencontre annuelle aura pour but de mesurer :
 - _l'évolution de la pollution par les plastiques en Méditerranée,
 - _les conséquences du réchauffement climatique sur la Méditerranée,

_l'élaboration de propositions communes avec l'Union Européenne et les gouvernements concernés.

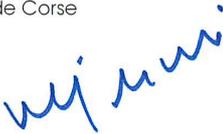
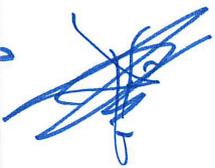
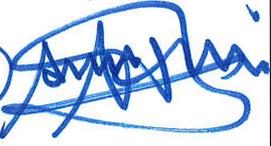
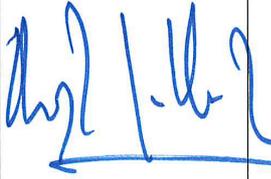
La lutte contre la pollution par les plastiques et l'amélioration de la situation en Méditerranée ne peut se faire que par la volonté commune et un engagement partagé des CES, représentants la société civile, et des exécutifs régionaux.

2. **Mettre en œuvre un OBSERVATOIRE par la mise en réseau des laboratoires des différents pays qui travaillent sur la pollution par les plastiques en Méditerranée** dans le prolongement du colloque, avec le soutien des Régions. La mise en commun, à intervalles réguliers, des résultats de travaux de recherche et d'observation est nécessaire pour connaître avec précision la situation et son évolution. Les Régions et les CES pourraient s'appuyer sur l'expertise des laboratoires de ce réseau. L'analyse fine de l'évolution de la situation et le partage de cette connaissance avec le plus grand nombre permettra de sensibiliser tous les acteurs et habitants des rives de la Méditerranée, qu'ils soient pêcheurs, industriels, élus, associatifs... et valorisera les actions et les bonnes pratiques de lutte contre les pollutions.

3. **PARTICIPER AUX DIFFERENTS ÈVÈNEMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS À LA PRESERVATION DES MILIEUX MARINS.** Les Régions et les CES de l'Arc Méditerranéen doivent contribuer activement à ces manifestations par leur participation, pour rappeler l'urgence de la prise en compte de la pollution en Méditerranée, mobiliser des partenariats, et présenter et partager les initiatives locales.

4. **Appeler à l'organisation d'un FORUM INTERNATIONAL DE LA MEDITERRANEE par l'Union européenne** pour traiter à l'échelle des États les grands enjeux qui touchent cette mer. Cette mobilisation des Régions et des CES nationaux et régionaux et plus largement de la société civile, est indispensable, mais resterait incomplète sans un engagement fort des États de l'ensemble du pourtour de la Méditerranée.

C'est par l'action déterminée de tous, chacun dans son domaine de compétence que nous pourrions sauver la Méditerranée !

<p>Marie-Jeanne Nicoli, Présidente du CESEC de Corse</p> 	<p>Marc Pouzet, Président du CESER de la Région Sud - PACA</p> 	<p>Jean-Louis Chauzy, Président du CESER d'Occitanie</p> 	<p>Rafel Ballester Salvà, Président du CES des Iles Baléares</p> 
<p>Toni Mora Núñez, Président du CTESC de Catalogne</p> 	<p>Arturo León López, Président du CES de la Communauté Valencienne</p> 	<p>Antonio Jiménez Sánchez Président du CES de la Région de Murcie</p> 	<p>Ángel Gallego Morales, Président du CES d'Andalousie</p> 

Signé à Montpellier, le 29 septembre 2022.

CONCLUSION INSTITUTIONNELLE

■ **Carole Delga**, Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Présidente de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée

Représentants des gouvernements membres de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée :

- **Miquel Mir Gual**, Ministre de l'Environnement et du Territoire du Gouvernement des Îles Baléares
- **Gerard Vives Fernández**, Directeur général de la représentation du gouvernement à l'Extérieur et de l'Union européenne – Gouvernement de Catalogne

Représentants des régions de l'Arc méditerranéen partenaires :

- **Joan Piquer Huerga**, Directeur général de la Qualité et de l'Éducation environnementale du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Urgence climatique et de la Transition écologique de la Communauté valencienne
- **María Rosario Porras Sánchez**, Responsable du Service de Planification et Évaluation environnementale du Gouvernement de la Région de Murcie
- **Christophe Madrolle**, Vice-Président de la Commission Biodiversité, Mer, Littoral et Parcs Naturels Régionaux de la Région Sud-PACA

CONCLUSION INSTITUTIONNELLE



■ Carole Delga Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



« Lorsque j'ai pris la présidence de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, j'avais formulé le vœu que cette belle institution puisse se saisir des grands problèmes de société. Je souhaitais également que la jeunesse et les forces vives des 3 territoires (Occitanie, Catalogne, Îles Baléares) soient mieux associées. Qui mieux que les CESER pouvait incarner et faire vivre ce dialogue des sociétés civiles, déjà existant ?

Je tiens à ce que soient remerciés ici :

- Tout d'abord mon ami Jean-Louis Chauzy, Président du CESER, qui n'a ménagé ni son temps ni son énergie pour que le colloque d'aujourd'hui puisse avoir lieu.
- Le Président de la Generalitat de Catalogne, la Présidente des Îles Baléares ainsi que les Présidents des CESER de ces beaux territoires.
- Les collectivités de Corse et de SUD PACA, et leurs Présidents Gilles Siméoni et Renaud Muselier.

Le colloque qui se tient aujourd'hui à Montpellier, en lien avec le Forum du Monde Nouveau organisé par la Présidente Marie-France Marchand-Baylet, est important.

Les présidents des CESER des 3 territoires de l'Eurorégion pourront s'enorgueillir d'avoir contribué de manière majeure au débat sur un sujet qui nous préoccupe tous au plus haut point.

Je suis heureuse de vous retrouver pour parler de ce joyau bleu de l'Occitanie, notre chère mer Méditerranée, qui est un trésor de biodiversité.

Le contexte d'urgence climatique nous contraint à agir vite pour créer ce monde nouveau, sans désespérer, mais en accélérant ensemble nos actions.

Pour mémoire, 11 200 tonnes de déchets français finissent chaque année dans la Méditerranée. Le littoral d'Occitanie n'y échappe pas. Par ailleurs et pour mémoire, en Occitanie, les prévisions du réchauffement climatique sont +1,8 degré au-dessus de la moyenne planétaire.

1. Pour notre Méditerranée, faisons pack !

Nous ne pouvons pas agir tout seul, chacun de notre côté : notre action doit être commune et systémique.

Pour notre Méditerranée, la bonne échelle est celle de l'inter-régional. En matière de pollution ou de bonnes pratiques, les territoires ont des influences réciproques qui ne peuvent pas être niées. Ensemble faisons pack, car ensemble on va toujours plus loin. L'Eurorégion permet de nous positionner ensemble en tant qu'acteur de référence. C'est une échelle pertinente pour faire face au changement climatique et à la crise économique, sanitaire et sociale et devenir un territoire résilient. La réponse eurorégionale que nous avons su donner à la crise économique et sanitaire en est la preuve.

La mise en réseau des acteurs de la Méditerranée est donc un enjeu majeur. Au-delà de l'Eurorégion, c'est la nécessité de sensibiliser l'ensemble des pays de la Méditerranée et notamment ceux de la rive Sud. Cette action est au cœur du manifeste adopté aujourd'hui par les CESER.

La lutte contre les pollutions plastiques en Méditerranée est un axe de travail fédérateur qui reste à développer.

C'est en ce sens que Didier Codorniou et l'ensemble du bureau du Parlement de la Mer Occitanie, en lien avec Olivier Poivre d'Arvor, œuvrent afin d'aider le Parlement de la Méditerranée à voir le jour.

2. Une politique régionale ambitieuse de lutte contre les pollutions plastiques

Face au constat alarmant, que ce colloque a permis de préciser, une politique de la Région Occitanie est ambitieuse. Le Conseil régional que je préside la décline dans plusieurs actions :

- Le Plan Régional de Prévention et de Gestion Déchets et plan plastique qui prévoit Zéro déchet plastique ultime en 2030, voté en décembre 2020.
- Le dispositif « Faisons des MERveilles pour une mer sans déchet », impulsé par le Parlement de la Mer et élargi à l'ensemble de l'Occitanie en 2022 avec « Faisons des MERveilles, pour une Occitanie sans déchet ».
- La Feuille de route déchets - Plan Littoral 21 avec l'Etat en juin 2020 (répondant également aux objectifs du Document Stratégique de Façade de Méditerranée).
- L'Appel à Manifestation d'Intérêt « Accompagnement de démarches intégrées de réduction des déchets provenant des bassins versants », lancé en 2022 pour soutenir des démarches territoriales intégrées de lutte contre les déchets dans l'environnement.
- Le Plan Nature Noé comportant un volet Sentinelles de la Nature et qui sera proposé prochainement au vote de l'Assemblée Régionale.

Nos objectifs sont clairs :

- **Réduire les déchets plastiques** en consommant moins de plastiques (prévention) ;
- **Optimiser leur gestion** (collecte, valorisation matière et énergie) pour éviter qu'ils ne se retrouvent dans la nature.

Je souligne ici l'initiative remarquable de deux entrepreneuses de l'Hérault, à Saint-André-de-Sangonis, qui ont mis au point des lunettes solaires fabriquées à partir de déchets plastiques (30 % récupérés dans la nature, rivière, plages et 70 % issus du tri).

3. Sensibiliser et innover pour accompagner le changement des comportements

80 % des déchets retrouvés dans la mer proviennent de la terre et des cours d'eau. Ce constat permet d'envisager des actions très concrètes à destination de publics différents :

- **Sensibiliser le grand public et notamment les plus jeunes.** Deux actions phares poursuivent cet objectif :

- La campagne « Faisons des MERveilles » : mise à disposition d'outils de sensibilisation (affiches, jeu pour enfants, slogan, agenda maritime) : 200 kits de ramassage ont été distribués pour accompagner les associations et les collectivités.
- Les *bacs à marée* installés sur les plages de Gruissan et Banyuls-sur-Mer pour inciter les promeneurs à déposer les déchets échoués sur les plages.

- **Accompagner les acteurs de la mer** pour organiser la collecte et la valorisation des déchets liés aux activités maritimes (filets de pêche, bacs polystyrènes, déconstruction des bateaux...). Nous accompagnons également les nouvelles technologies pour gérer les plastiques altérés par les conditions marines. Je pense notamment au Seaquarium du Grau-du-Roi (Gard) qui a travaillé sur le problème du polystyrène.

Accompagner les acteurs publics dans une approche intégrée de réduction des déchets à l'échelle du bassin-versant. C'est le sens de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la Région en 2022 pour impulser des

projets innovants avec des coopérations entre acteurs publics et privés.

Dans le cadre de cet AMI, la Région Occitanie accompagnera :

- L'émergence de projets sur les bassins versants côtiers du Vidourle, du Bassin de Thau (SMBT) et de l'Hérault (CAHM).
- La mobilisation des EPCI en charge de la prévention des déchets qui s'engagent sur la réduction de la production de déchets dans des plans locaux de prévention.

- **Accompagner le changement de mode de consommation** avec le Pack Zéro Emballage qui développe l'offre et l'usage du vrac ainsi que les emballages en verre consignés.

CONCLUSION

À quelques semaines de céder ma place à la présidence de l'Eurorégion, je voudrais remercier tous ceux qui œuvrent pour protéger notre Méditerranée et qui nous accompagnent au sein de cette instance.

En matière de pollution nous sommes tous responsables.

J'aspire à ce nouveau monde que nous créons ensemble chaque jour pour redonner espoir et préserver notre terre et tout ce qui la compose, pour laisser à nos générations futures ce monde plus vertueux et plus solidaire.

Car comme le remarquait Antoine de Saint-Exupéry, lui-même sans doute mort en Méditerranée dans le contexte de la seconde guerre mondiale : « **Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants** ». »

■ Miquel Mir Gual

Ministre de l'Environnement et du Territoire du Gouvernement des Îles Baléares



Bonjour à toutes et à tous, madame la Présidente, chers collègues venus en représentation d'autres gouvernements, membres et représentants des différents Conseils économiques et sociaux, cher(e)s ami(e)s.

En premier lieu, évidemment, c'est un honneur pour moi de venir représenter le Gouvernement des Îles Baléares et de participer au nom de cet archipel à cette intéressante journée qui, je crois, nous a permis de réfléchir sur des sujets qui sont absolument primordiaux, non seulement pour le présent, mais aussi et surtout pour le futur pas seulement de la Méditerranée mais aussi de notre planète. Permettez-moi de vous adresser à toutes et à tous de cordiales salutations de la présidente du Gouvernement des Îles Baléares qui n'a pas pu être ici avec nous, mais qui, bien entendu, voulait vous saluer et vous encourager à poursuivre le chemin initié aujourd'hui. Sans nul doute, beaucoup de réflexions intéressantes ont été faites, comme je le disais précédemment, sur un thème qui est totalement structurel d'un point de vue de la perspective du futur, non seulement à l'échelle régionale, mais aussi à l'échelle planétaire.

Je crois que nous nous trouvons sous le coup d'une urgence territoriale, d'une urgence écologique tacite et que, de fait, nous en ressentons déjà des effets bien palpables dans notre vie quotidienne, dans nos routines, des effets tout à fait visibles sur notre territoire. Aussi, je crois que cette urgence doit être la plus grande et la plus importante obligation que nous avons non seulement au niveau des administrations, mais surtout en tant que société. Sans nul doute, le corps académique et scientifique nous avertit depuis des décennies que dans ce contexte d'urgence climatique, la mer Méditerranée est un des points les plus chauds du point de vue de ses

conséquences et de leur intensité. Et je pense, qu'au moins dans la Méditerranée occidentale, nous vivons des phénomènes météorologiques ou naturels qui sont de plus en plus récurrents et toujours plus intenses.

De toute évidence, la pollution de la mer Méditerranée est un fait inquiétant et qui doit surtout nous concerner dans un contexte d'urgence écologique, sans aucun doute, et le débat mené tout au long de la journée s'est beaucoup concentré sur ce sujet. Il doit nous préoccuper en tant qu'administrations, mais aussi et surtout il doit nous occuper en tant que société. Aujourd'hui, ont été présentés et étudiés des données, des cas et des réalités concrets, qui attirent l'attention. Et il est important que lors de rencontres comme celle d'aujourd'hui, nous puissions quantifier ce problème d'une certaine manière cette problématique.

C'est une problématique très large et très complexe, qui évidemment exige des actions. Bien entendu, les actions ponctuelles, individuelles, locales, régionales sont des actions indispensables. Ce sont des actions qui prennent toujours plus d'importance. Et ce sont des actions qui doivent être de plus en plus développées.

Aux Îles Baléares, nous suivons une feuille de route très claire et bien définie. Depuis 2015, la planification environnementale des Îles Baléares se veut être une planification stratégique, une planification intégrale qui mêle des politiques avec un objectif commun : accroître la protection et la conservation de la terre et de la mer et à partir de là, essayer de promouvoir des actions concrètes qui permettent de pallier certains effets. Nous parlons ici, par exemple, d'une loi tout à fait pionnière sur les déchets avec une mesure très drastique d'élimination des plastiques à usage

unique et un service de nettoyage du littoral précisément pour éliminer de nos côtes tous les plastiques de notre mer des Baléares.

Comme je le disais, les actions régionales sont très importantes. Mais aujourd'hui, une réflexion a été menée et qui pour moi est la réflexion la plus importante que nous ayons faite : ce sont les synergies entre les différents territoires qui bordent, dans notre cas, la mer Méditerranée. Si nous ne travaillons pas ensemble, si nous n'établissons pas de politiques communes, si nous n'impulsons pas de feuilles de route communes, sûrement que la solution définitive pour accroître la conservation de la Méditerranée sera plus difficile.

Je crois donc qu'il est important de manifester l'importance de rencontres comme celle à laquelle nous avons pu assister et dont nous avons pu profiter aujourd'hui. Une rencontre qui entend établir ces synergies-là entre les divers territoires pour que, entre tous et toutes, nous puissions tisser une politique qui se concentre sur une vision générale et intégrale de la Méditerranée avec un objectif commun : augmenter sa protection et surtout garantir sa conservation pour les générations futures. Pour finir, nous serons capables d'améliorer et d'entrevoir un avenir meilleur pour la Méditerranée, si et seulement si, nous travaillons ensemble dans les différentes régions et les différents pays, aussi bien au nord qu'au sud, et à l'est qu'à l'ouest.

Je vous remercie. Courage et allons de l'avant !

■ Gerard Vives Fernández

Directeur général de la représentation du gouvernement à l'Extérieur et de l'Union européenne –
Gouvernement de Catalogne



Pourquoi les gouvernements régionaux soutiennent-ils cette initiative des CES ? La réponse qui me vient en tête est, en fait, une autre question : comment ne pas le faire ?

D'un côté, l'acte d'aujourd'hui cadre et illustre parfaitement le **modèle de gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs** que la Catalogne défend et a traditionnellement défendu partout et spécialement dans le cadre de l'Union européenne.

Pour nous, l'initiative qui nous réunit ici aujourd'hui est un exemple de la manière dont la **coopération territoriale européenne** nous aide à créer, au travers des instruments qu'elle met à notre disposition, des **synergies de travail en réseau** qui sont fondamentales et indispensables **pour affronter de manière conjointe des défis communs**. Et en première ligne du catalogue – malheureusement long – de défis auxquels nous devons faire front actuellement, nous trouvons le changement climatique et la préservation de l'environnement.

Je ne vous dirai rien que vous ne sachiez déjà mieux que moi. Sous l'étiquette relativement simple de « changement climatique », nous trouvons un phénomène d'une énorme complexité, avec d'infinis dérivés, conséquences et interrelations.

En ce sens, des actes tels que celui d'aujourd'hui sont le fruit :

- de la **reconnaissance** de cette complexité et ;
- de la **détermination** à donner des **réponses globales**.

Les défis complexes requièrent des **solutions complexes**. Il est évident que pour faire face aux

défis dont on a parlé aujourd'hui, l'implication de tous les **niveaux de gouvernement** est indispensable, depuis l'Europe jusqu'au monde local, en passant par les autorités régionales et les gouvernements centraux.

C'est aussi une évidence que la tâche exige la mobilisation de tous les agents de la société : les universités, les entreprises, les ONG et les citoyens eux-mêmes au niveau individuel.

C'est pourquoi ce séminaire, organisé par les comités économiques et sociaux avec le soutien de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, dépasse sa propre thématique pour mettre en relief l'importance d'encourager et de favoriser la gouvernance multi-niveaux en tant que méthodologie, comme outil, pour faire face avec succès aux défis environnementaux actuels dans l'espace méditerranéen et aussi, pour y faire face **de manière pratique et tangible**.

Aujourd'hui, nous avons vu et écouté des représentants d'institutions publiques et privées, du monde académique, des ONG, et des gouvernements, réfléchir autour de la problématique commune de la pollution par les plastiques. Mais nous n'avons pas seulement réfléchi et partagé nos diagnostics. Nous avons surtout proposé des solutions communes et nous **nous sommes jurés de travailler ensemble** – chacun dans son domaine de compétence ou d'expertise, pour donner des réponses concrètes à des problématiques concrètes.

Vous me demandiez pourquoi nous le soutenons. Je vous ai présenté deux raisons : parce que nous croyons en la forme - nous parions sur un modèle

de gouvernance multi-niveaux et multi-acteurs - et au fond parce que nous partageons le souci de ce sujet en particulier.

Mais permettez-moi de faire référence brièvement à **deux aspects de plus – deux motifs supplémentaires**, qui sont essentiels pour nous en tant que Gouvernement de Catalogne, mais aussi, en particulier en tant que Département de l'action extérieure.

En premier lieu, parce que cette initiative renforce la **vocation méditerranéenne de l'Eurorégion** (vocation exprimée dans son propre nom, Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, et dans sa **Feuille de route**). **La Méditerranée est un espace prioritaire de l'action extérieure** du gouvernement de Catalogne, comme le traduit notre Stratégie méditerranéenne MedCat 2030.

C'est en ce sens que nous sommes pleinement satisfaits que l'Eurorégion soit l'espace dans lequel naissent des initiatives ou autour duquel s'articulent des initiatives comme celle impulsée aujourd'hui par les Comités économiques et sociaux, et plus encore quand, grâce à elles, se renforce la dimension méditerranéenne de l'Eurorégion, comme dans le cas qui nous occupe, et auxquelles participent d'autres parties du reste de l'arc méditerranéen. Forme, fond, vocation méditerranéenne.

Dernière raison : **l'Europe**, et avec cela, je termine. En vue de la prochaine présidence

catalane de l'Eurorégion qui commencera en février prochain, j'aimerais souligner l'engagement de la Catalogne à continuer à parier sur cet **outil de coopération territoriale européenne**. Parce qu'il permet une collaboration avec nos voisins sur des questions de première importance comme celles dont nous avons parlé aujourd'hui au cours de cette rencontre. Parce qu'il contribue à éviter que les frontières ne se transforment en barrières ; à aider à résoudre des problèmes communs ; à rapprocher les citoyens européens ; à faciliter la circulation des idées et des ressources et à encourager le travail stratégique vers des objectifs communs.

Dans un contexte mouvementé comme celui dans lequel nous vivons actuellement en Europe, la Catalogne voit en l'Eurorégion et dans des initiatives comme celle d'aujourd'hui, des outils pour rapprocher le projet européen des citoyennes et citoyens et, finalement, contribuer aux avancées concrètes et à l'établissement des solidarités de facto qui, comme le disait Robert Schuman en 1950, seront les moteurs réels pour mener à bien le projet de construction de l'Europe.

Je vous remercie.

■ Joan Piquer Huerga

Directeur général de la Qualité et de l'Éducation environnementale du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Urgence climatique et de la Transition écologique de la Communauté valencienne



Je voudrais tout d'abord remercier l'organisation, les CES et les citoyens qui nous ont si chaleureusement accueillis ici à Montpellier, ainsi que tous nos collègues qui sont ici avec nous autour de la table, et m'excuser pour l'absence de notre président de la Generalitat et de notre ministre régional (Ximo Puig et Mireia Mollà) car cette semaine a lieu le débat sur l'état de la région et ils ne peuvent pas être ici avec nous aujourd'hui. C'est un honneur pour moi, au nom de la Generalitat Valenciana, d'être ici aujourd'hui pour représenter notre Communauté autonome.

Je crois que le débat d'aujourd'hui, qui a été très intense et très intéressant, a abordé des aspects essentiels de la lutte contre les plastiques et de la réparation de la mer Méditerranée. J'ai beaucoup aimé l'expression, qui a été commentée cet après-midi, on a parlé de politiques courageuses, de politiques qui transforment le système traditionnel de l'économie linéaire, on a parlé d'actions qui incorporent l'illusion des personnes pour nous accompagner et on a parlé de projets transformateurs.

En termes de politiques courageuses, dans la Communauté de Valence, nous avons déjà pris plusieurs mesures réglementaires importantes pour défendre la mer Méditerranée. La première est le plan d'action territorial pour la défense de la côte (PATIVEL), qui a été récemment validé par la Cour suprême espagnole. Comme l'a indiqué le ministre Miquel Mir, en collaboration avec d'autres régions, le décret Posidonia a été pour nous un travail très intéressant et puissant, main dans la main avec les Baléares, que nous avons

réalisé en partie grâce à leur collaboration et aussi en le liant au décret d'autonomie des Baléares. Et aussi tout un travail sur la politique des déchets que nous menons conjointement avec le directeur Sebastián Sansó sur la question de la planification régionale externe des déchets : de même une proposition de loi sur l'économie circulaire ouverte dans la Communauté de Valence qui, nous l'espérons, sera approuvée par notre législateur le mois prochain et dans le traitement de laquelle notre CES interviendra. Il a été fondamental d'améliorer le document et de valider d'une certaine manière cette nouvelle loi que nous aurons dans la Communauté de Valence sur l'économie circulaire et les déchets.

En ce qui concerne les projets, je crois que dans la Communauté de Valence, nous sommes prêts à affronter l'avenir. Nous développons des processus industriels régionaux, mais nous les portons également au niveau national et nous convergions avec de nombreuses idées qui ont été mentionnées, comme, par exemple, que le plastique ne doit plus être fabriqué à partir du pétrole et que nous devons changer ce projet historique d'une économie linéaire à une économie circulaire. Je dis toujours que l'économie circulaire n'est pas une économie linéaire 2.0, ni une économie sphérique. Il ne s'agit pas de déchets matériels qui font le tour du monde pour atteindre la Communauté de Valence, mais de nous permettre de nous fournir ce dont nous avons besoin pour générer notre propre activité économique. Je crois que nous sommes même prêts à gérer les déchets du passé, ce que l'on appelle "l'exploitation des décharges".

Je crois que technologiquement nous sommes prêts ; avec le ministère et la Commission européenne, nous avons ce défi pour l'avenir : cesser d'utiliser le pétrole pour fabriquer des plastiques et réparer la mer Méditerranée, ainsi que notre territoire, surtout dans les zones côtières et pré-côtières.

Je voudrais terminer mon intervention en consacrant quelques mots, comme vient de le faire M. Mir, à la mémoire de toutes ces personnes, de tous les travailleurs qui ont été touchés par les effets du changement climatique dans notre mer Méditerranée, dans leur propriété,

dans leur maison ou même dans leur propre vie. Ce matin, je pense qu'il y a eu quelques discussions et il est important de préciser que nous parlons de la vie des gens, que les effets du changement climatique sont réels et qu'ils nous accompagnent, et qu'ils ont donc aussi des effets sur la vie de nos voisins.

Et puisque nous sommes ici, en France, je voudrais terminer par une réflexion de Montesquieu qui disait que pour qu'une politique soit vraiment bonne, elle doit aller de pair avec le peuple et non devant le peuple.
Merci.

■ **María Rosario Porras Sánchez**

Responsable du Service de Planification et Évaluation environnementale du Gouvernement de la Région de Murcie



Je souhaiterais en premier lieu remercier l'organisation et la féliciter pour cet événement, et remercier également les intervenants pour les nombreuses informations fournies en cette journée, sur ce problème, celui des plastiques en mer qui nous concerne tous.

Je viens transmettre l'engagement du gouvernement espagnol, comme nous avons pu le constater dans les paroles de notre Conseiller de l'Environnement dans la vidéo éditée par le CES de la Région de Murcie. L'engagement de notre gouvernement régional à cet égard est de poursuivre les actions de sensibilisation qui sont

réalisées, comme moyen d'incidence sur l'origine du problème, ainsi qu'un nouveau plan des déchets qui contribue à réduire les plastiques en mer.

De cette journée, je retiens de nombreuses idées à transmettre à nos responsables pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives au sein de l'Administration Régionale qui contribueront à cet effort commun d'en finir avec les plastiques en Méditerranée.

Merci beaucoup.

■ Christophe Madrolle

Président de la Commission Biodiversité, Mer et Littoral, Parcs Naturels Régionaux, Risques – Région Sud-PACA



« Bonjour à tous, bonjour à Carole Delga et merci ma chère Carole de ton accueil et surtout merci de ton engagement avec notre ami Didier Codorniou sur la Méditerranée ; sans toi, sans ta mobilisation avec notre ami Gilles Simeoni en Corse, nous n'aurions pas pu construire cette dynamique sur les chaînes françaises pour la Méditerranée et sincèrement Carole tu es une actrice majeure avec ta région, de ce qui se fait. Ce n'est pas du cirage de pompes, mais c'est sincère, je suis un homme qui parle avec le cœur, je suis méditerranéen et je crois que nous partageons tous ici, au-delà de l'olivier et au-delà de notre façon effectivement de nous exprimer.

La Méditerranée, j'y travaille depuis 20 ans, j'y travaille en tant que professionnel ; pour avoir travaillé auprès du Président Hollande, auprès de Ségolène Royal, auprès de Nicolas Hulot.

Je suis de ceux qu'on appelle un "voileux", je cours sur la Méditerranée, je fais les traversées en voilier sur la Méditerranée et je suis aussi de ceux qui plongent sous la Méditerranée. Et au fur et à mesure des années, j'ai vu la disparition de la posidonie, j'ai vu la disparition des coraux, j'ai vu la disparition de certaines faunes et flores qui font effectivement notre Méditerranée.

Aujourd'hui, je suis un homme inquiet, j'ai vu vos activités, d'ailleurs je voulais saluer l'ensemble des Présidents des CES, Monsieur le Ministre, l'ensemble des partenaires.

Et depuis maintenant de nombreuses années avec beaucoup d'entre vous que je connais, quasiment tous les mois dans les pays de la Méditerranée, nous nous réunissons, nous nous rencontrons

avec des scientifiques, avec des politiques, avec des agents de l'administration. J'ai participé à de nombreuses rencontres avec votre administration en Espagne et je sens enfin une prise de conscience du fait que la Méditerranée est en danger.

La Méditerranée vous l'avez dit, c'est aujourd'hui comme nous le disons : un "Hot Spot" de tout ce qu'il y a de dramatique sur notre planète.

Réchauffement climatique, crise migratoire, crise économique, crise sociale, etc.

On pourrait cumuler toutes les crises que l'on rencontre à travers la terre sur cette espace de Méditerranée, mais la Méditerranée, rappelons-nous, c'est 4h d'avion pour aller d'un point à l'autre ; c'est une culture commune, c'est nos familles communes.

Dans combien de familles, il y a des Espagnols, des Tunisiens, des Algériens, des Marocains, cette Méditerranée, c'est notre famille, c'est notre région.

Pendant des années, j'ai été dans l'administration centrale française et j'ai toujours été un peu interloqué que la plupart des hauts fonctionnaires qui s'occupent de la mer viennent de Bretagne. Pour un agent qui vient de la Méditerranée, il y en a 20 qui viennent de Bretagne, les AffMar (*les affaires maritimes*) sont quasiment tous Bretons.

Donc c'est ce coup de colère que je vous pousse aujourd'hui et ce sera toujours mon coup de colère.

Oui nous devons nous voir, oui vous avez raison, seul on n'arrivera à rien ; c'est ensemble que nous arriverons à construire cette dynamique pour la Méditerranée.

La preuve, on a réussi collectivement à ce que l'organisation mondiale de la navigation accepte de classer la Méditerranée en zone ECA (*zone de contrôle des émissions atmosphériques*), mais c'est un combat qu'on a tous mené dans l'ensemble de nos pays parce que nous sommes capables de ça.

Le plan posidonie que l'Espagne porte aujourd'hui, et la Région sud comme la Région Occitanie en sont partenaires, est un vrai projet. La question du trait de côte est un projet fondamental.

J'étais en Tunisie avec le Président Simeoni, on a vu les dégâts que faisait le fait qu'il n'y ait plus de sable sur les plages.

Tous ces sujets sont des sujets fondamentaux que nous devons porter collectivement.

Donc merci à vous, je ne serais pas plus long, merci à vous.

La Région sud sera partenaire de vos initiatives, la Région sud viendra avec le Président Muselier, qui vous salue et qui salue madame Delga bien évidemment. Ils sont très complices, je ne sais pas pourquoi, ils sont très complices avec le Président Simeoni.

Mais en tout cas, on est à vos côtés, utiliser les politiques que nous sommes pour faire avancer vos dossiers, je le dis à mes amis scientifiques, je le dis à mes amis acteurs associatifs, nous sommes avec vous, la Méditerranée nous n'en avons qu'une seule ; protégeons-la, ensemble.

Merci beaucoup. »

CLÔTURE DU COLLOQUE



CLÔTURE PAR ÉTIENNE GUYOT, PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE

Monsieur le Président du CESER Occitanie,
Monsieur le Vice-Président du CESER Occitanie,
Cher Marc Chevalier
Mesdames et Messieurs les représentants des
gouvernements des autonomies du Royaume
d'Espagne,
Mesdames et Messieurs les représentants au
Parlement européen,
Madame la présidente du conseil régional
d'Occitanie,
Monsieur le vice-président de la région Sud-PACA,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les présidents des CESER,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les membres des CESER,
Mesdames et Messieurs les consuls,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,

Les travaux que vous avez tenus aujourd'hui, et qui ont été introduits par l'excellent rapport du CESER Occitanie mettent en lumière trois choses. D'abord, il existe en Méditerranée une menace écologique majeure liée aux pollutions plastiques et qui continuera de s'aggraver si aucune accélération des actions entreprises pour endiguer ce phénomène n'intervient à brève échéance. Ensuite, il existe aussi un constat partagé entre les acteurs, tant sur l'importance des conséquences auxquelles nous exposons cet écosystème que sur la nécessité d'agir promptement et fortement. Les travaux conduits ce jour démontrent enfin, et c'est heureux, la grande diversité des initiatives qui, ensemble, dessinent une réponse globale pour sauver la Méditerranée.

Je souhaitais tout d'abord vous dire toute la fierté qui est la mienne de voir cet événement se tenir aujourd'hui à Montpellier, grâce à une forte impulsion du CESER Occitanie et avec le soutien du groupe Midi-Libre, La Dépêche organisateur du Forum du Monde Nouveau dans lequel cette journée s'intègre. L'appartenance de l'Occitanie à l'espace méditerranéen est source d'opportunité : d'abord parce que cet espace a toujours été marqué par l'importance des échanges commerciaux qui s'y déroulent et par une économie tournée vers la mer, aussi parce qu'il est un trésor de patrimoine culturel et naturel et qu'à ces titres, il permet au tourisme et à l'économie, notamment l'économie bleue, de se développer au bénéfice de la vitalité du territoire.

Je voudrais également saluer cette initiative de l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée et sa présidente Carole Delga, d'avoir organisé, avec les



CESER de l'Eurorégion, (Occitanie, Baléares, Catalogne), un colloque international qui ouvre de nouvelles perspectives de coopération entre 8 conseils économiques et sociaux régionaux du pourtour méditerranéen, du détroit de Gibraltar à la frontière franco-italienne. Parce que la responsabilité de la préservation de la Méditerranée engage toutes les autres régions du pourtour, parce que le plastique ne connaît pas de frontière, ce « premier élargissement » est une avancée vers une coopération renforcée entre, les 22 États riverains pour lutter contre le plastique et sa prolifération en mer.

Vous avez fait le choix de mettre à l'honneur de vos échanges des solutions concrètes qui permettent de réduire et réutiliser les déchets plastiques, de réparer les écosystèmes ainsi que de rompre avec un mode de faire pour lequel la destruction de l'environnement est un fait. Je dois vous dire que je souscris entièrement à cette démarche, qui est celle que je promeus inlassablement en tant que préfet : les solutions existent et doivent être trouvées au plus proche, dans nos territoires. J'aurai l'occasion de revenir sur certaines de ces solutions locales et néanmoins structurantes que les services de l'État accompagnent en matière de lutte contre les pollutions en Méditerranée.

Il me semble néanmoins nécessaire de dire que la mobilisation dont vous faites preuve dans notre territoire s'inscrit dans une dynamique plus globale, nationale et internationale, au sein de laquelle l'État s'investit pleinement.

Au niveau international, des coalitions doivent être bâties, des résolutions prises et des impulsions données. La France y prend toute sa part, parce qu'elle est pleinement consciente d'une part qu'elle est une puissance maritime et d'autre part que ce statut crée à son égard une responsabilité particulière dans la préservation des écosystèmes marins. Le Président de la République l'a rappelé ici même, à Montpellier, lors de son discours sur la politique de la mer prononcé le 3 décembre 2019 aux assises annuelles de la Mer.

Cette responsabilité particulière a conduit le Président de la République à signer avec ses homologues une résolution historique dans le cadre de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement le 22 mars dernier à Nairobi. Cette résolution vise à mettre fin aux pollutions plastiques via l'élaboration d'un outil juridiquement contraignant d'ici 2024. La démarche de cette résolution est aussi, comme la vôtre, de prendre en compte l'ensemble du cycle de vie du plastique : conception, production et élimination.

Ce volontarisme s'illustre aussi dans l'accueil du One Ocean Summit à Brest en février 2022 qui a rassemblé, à l'initiative de la France, 40 États étrangers et des acteurs du monde maritime. Ce sommet a permis de donner de l'ampleur en renforçant des synergies déjà à l'œuvre. Je mentionne à ce titre, parce que c'est une initiative portée dans notre région, l'engagement qu'ont pris 6 États de transformer Mercator Ocean international basé à Toulouse, en organisation intergouvernementale. L'océanographie numérique, qui permet des prévisions océanographiques et une description de l'environnement marin, est en effet un domaine d'excellence français. L'évolution de Mercator Ocean International permettra de renforcer les acteurs et la diffusion des savoirs facilitant là, comme dans d'autres domaines, la lutte contre les pollutions plastiques en Méditerranée.

Je rappelle par ailleurs rapidement, puisque la Commission européenne est aujourd'hui représentée, l'importance de la réglementation européenne qui permet une harmonisation juridiquement contraignante. La directive de 2019 entrée en vigueur il y a un an interdit la vente d'un certain nombre d'objets en plastique à usage unique – couverts, pailles, coton-tiges –, promeut le recyclage des plastiques dans la production d'autres biens de consommation et introduit une taxe sur le plastique. Voilà une réglementation qui introduit une rupture dans nos manières de produire et qui

est d'autant plus nécessaire alors qu'on sait que la moitié des déchets trouvés sur les plages de l'UE sont des produits plastiques à usage unique.

Ce cadre international et européen, que la France travaille largement à construire avec ses partenaires, trouve au niveau national des déclinaisons par la mise en œuvre d'une réglementation contraignante ou incitative assise sur une volonté claire de faire évoluer les pratiques et les comportements.

La loi de février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire a été prise pour transcrire en droit français les obligations édictées par la directive européenne de 2019. Celle-ci constitue l'instrument de référence pour parvenir à remplir l'objectif, d'ici 2040, de sortir complètement des emballages plastique à usage unique. La loi climat et résilience de 2021 pose quant à elle de nouvelles obligations de réduction du plastique aux grandes surfaces et la feuille de route « zéro déchet plastique en mer » couvrant les années de 2020 à 2025 prévoit 35 actions pour lutter contre le déversement des plastiques en mer.

Je voudrais maintenant insister sur l'accompagnement que les services de l'État proposent pour mettre en œuvre concrètement sur la façade méditerranéenne et en Occitanie les objectifs fixés aux niveaux international et national et ainsi contribuer à l'effort commun de lutte contre les pollutions plastiques. Je tiens, à titre liminaire, à saluer l'engagement des nombreux services et opérateurs de l'État qui sont parties prenantes à cette démarche, et en particulier la DREAL, la DIRM, l'ADEME et l'OFB.

D'abord, à l'échelle de la façade méditerranéenne, le Document stratégique de façade décline en actions concrètes les orientations de la feuille de route « Zéro déchet plastique en mer », pour améliorer la gestion des déchets issus des activités maritimes (exemple : filets de pêche perdus en mer) ou dans les ports. Parmi les actions financées, je peux par exemple citer le financement d'une étude permettant de rationaliser l'organisation de collecte et de recyclage des filets de pêche de quatre ports de pêche d'Occitanie (Port-la-Nouvelle, Grau-du-Roi, Sète et Agde) ou le soutien au projet ReSeaclons visant à créer au Grau-du-Roi une filière innovante de collecte et de valorisation des déchets plastiques marins sauvages.

Au niveau de la région Occitanie, de nombreuses actions sont également entreprises. Me tenant au côté de Carole Delga, je rappelle que le Conseil

régional est un partenaire majeur de l'État sur ces questions, ce qui se matérialise notamment par les co-financements importants que nous apportons et continuerons d'apporter dans le cadre du Plan Littoral 21 et du contrat de plan État / Région 2021-2027.

Au travers de l'appel à projet « Avenir Littoral », le plan littoral 21 apporte un soutien important à un certain nombre d'actions innovantes portées par des start-ups, entreprises et laboratoires de recherche de la région, en lien avec des problématiques propres au littoral. À titre d'exemples je peux mentionner le projet « Thana Boat », dont l'objectif est de travailler à la valorisation de composites issus de bateaux de plaisance hors d'usage ou le projet « Remora » qui cherche à revaloriser des déchets plastiques maritimes qui étaient jusqu'à présent trop abîmés ou salis pour faire l'objet d'une telle opération. Ces projets sont des exemples pour le développement de l'économie circulaire.

Le plan littoral 21 a aussi été mobilisé pour répondre aux conséquences écologiques de la tempête Gloria de janvier 2020. Un plan d'action a été bâti en urgence pour appuyer les collectivités concernées dans l'évaluation de la quantité et l'évacuation des nombreux déchets qui ont rejoint la mer après avoir été emportés par les fleuves côtiers.

L'observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer dont l'un des laboratoires travaille spécifiquement sur la toxicité des microplastiques, a également bénéficié d'un financement État : cela témoigne de l'importance que nous apportons à l'écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche pour trouver des réponses innovantes.

Le contrat de plan État-Région prévoit également des financements ambitieux pour financer des études permettant d'améliorer nos connaissances sur la filière plastique, le devenir des plastiques agricoles ou les usages vertueux des plastiques... Plus de 40 millions d'euros ont été contractualisés à parité État-Région pour l'appui à des opérations conduites en Occitanie pour promouvoir l'économie circulaire et la réduction des déchets.

Vous constaterez que l'État et ses services sont pleinement mobilisés pour apporter des réponses du local au global à l'immense défi des pollutions plastiques en Méditerranée. Je souhaiterais aussi vous dire que vous pourrez continuer de compter sur l'État demain. Le nouveau gouvernement a fait de la question environnementale sa priorité d'action, et parmi ses politiques publiques prioritaires, deux sauront retenir votre attention : « réduire les déchets et développer l'économie circulaire » et « protéger et restaurer la nature ».

Je tiens, à titre conclusif, à remercier très sincèrement les organisateurs de ce colloque et l'ensemble des personnes et organismes qui y ont participé. Je salue le président Chauzy et l'investissement particulier de Marc Chevallier, président de la commission Méditerranée du CESER Occitanie et de tous les partenaires qui travaillent sur ce sujet majeur.

Chacun ici cherche à agir à son échelle et avec ses moyens, ce qui est nécessaire puisque la préservation des communs et l'affaire de tous : des entreprises, qui doivent innover pour faire évoluer leurs manières de produire, aux collectivités publiques, État en tête, qui doivent accompagner et réglementer, en n'oubliant pas les initiatives citoyennes, au travers, par exemple, des opérations de nettoyage des plages.

Je suis convaincu que ce colloque va permettre de faire émerger une nouvelle coalition d'acteurs aux actions complémentaires. Il ouvre, sans aucun doute, de nouvelles perspectives pour amplifier la mobilisation dans l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée mais aussi au-delà afin de construire une stratégie globale d'accélération de notre lutte contre les plastiques en mer.

Je vous remercie.



Les Actes sont téléchargeables sur le site du CESER

CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

18 allées Frédéric Mistral
31077 Toulouse Cedex 4
Tél. 05 62 26 94 94
ceser@ceser-occitanie.fr

www.ceser-occitanie.fr



Conseil Économique, Social et Environnemental Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Crédit photo couverture : ©CESER Occitanie ; ©Curioso.Photography